

UNAMIR

POLICE COMMUNALE

2 AUG -28 NOV 1995

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED
RTHW MAY 2009

UNARCHIVES
SERIES S-1060
BOX 9
FILE 6
ACC. 1998/028



MINUAR CIVPOL
Communale Police Training Center

PROCES-VERBAL

L'an mil neuf cent quatre vingt quinze, le vendredi vingt quatre à seize heures, s'est tenue à Gishari une réunion des instructeurs de la Communale Police Training Center sous la présidence du Directeur des Etudes, le Commissaire Divisionnaire Tiémoko Coulibaly.

Etaient présents :

- Cdt Kita Diallo
- Cne Mamadou Camara
- Cp Samké Ali Badara
- Cpt Blague Jérémie
- Cpt Lajili Abdenaceur
- Lt Sanogo Moukaila
- Lt Zaafrane Taoufik
- Lt Ben Helal Nejib
- Lt Jerbi Mounir
- Lt Tarek Idani
- Lt Hached Sioud
- Lt Rezgui Ridha
- Lt Oumarou Issa, secrétaire de séance

L'ordre du jour relatif à la prochaine ouverture des classes comportait les points suivants :

1. Test de répartition des élèves
2. Répartition des matières
3. Divers

1. Test de répartition des élèves

Le Directeur des études a porté à la connaissance de l'assistance qu'à l'issue du test physique organisé à l'école par la partie Rwandaise il y a eu comme résultats : 184 francophones, 54 swahiliphones, 32 anglophones, 387 kinyarwandaphones. Un test intellectuel est prévu le lundi 27 novembre 1995 par les instructeurs CIVPOL en vue d'apprécier les aptitudes linguistiques des élèves ainsi sélectionnés.

2. Répartition des matières

Le Directeur des études a donné lecture de la liste des matières dont l'enseignement est dévolu aux instructeurs de la MINUAR, afin que chacun puisse choisir en fonction de ses aptitudes une matière donnée. C'est ainsi que les matières ont été réparties comme suit :

- * Instruction civique : Lt Sanogo Mounkaila*
- * Renseignements Généraux : Cne Mamadou Camara, Lt Oumarou Issa, Lt Ben Helal Nejib, Lt Rezgui Ridha, Cpt Badara Samaké*
- * Maintien de l'ordre : Lt Mounir Jerbi, Lt Sioud Hached*
- * Sécurité Publique : Cdt Kita Diallo, Cne Mamadou Camara, Cpt Blagué Jérémie, Cpt Lajili Abdennaceur, Lt Zaafrane Taoufik*
- * Circulation routière : Cpt Lajili Abdennaceur, Lt Tarek Idani*
- * Service en Unité de Police : Cpt Ali Badara, Cpt Touré, Lt Oumarou Issa*

Le Directeur des Etudes devait préciser que cette répartition reste provisoire, car en fonction des volumes horaires des différentes matières, elle est susceptible de modification afin d'affecter le nombre d'instructeurs nécessaires selon l'importance des cours. Des interventions successives devaient d'ailleurs mettre en relief l'importance qu'il y a de répartir de façon plus ou moins équitable les volumes horaires des matières entre les enseignants, toutes les matières n'ayant pas la même envergure.

3. Divers

Les Lt Tarek Idani et Mounir Jerbi ont soutenu que le minibus 233 affecté aux instructeurs de Gishari devrait être conduit par tous et non par les deux personnes désignées initialement (Les Lt Sanogo et Nejib). Le Directeur des Etudes devait répondre que c'est une note de service du CIVPOL Commissioner qui désignait les deux officiers devant exclusivement conduire le minibus et que par conséquent, il faudrait un autre écrit remettant en question le premier. Les Lt Mounir et Tarek ont déclaré que c'est le CPTO , le Major Koné qui leur a dit que la note désignant les deux conducteurs n'avait plus d'effet. Le Directeur des Etudes a répondu qu'il attend qu'une note soit prise en ce sens par le CIVPOL Commissioner pour changer cette situation. Le Lt Zaafrane Taoufik s'est interrogé sur le rôle du véhicule de liaison. Le Directeur des Etudes a répondu que c'est une voiture affectée aux servitudes et prioritairement les affaires du service.

Le Cdt Kita Diallo a préconisé la constitution d'un stock de carburant a Gishari, selon lui l'existence d'une soute de gas-oil devrait permettre de résoudre le problème du ravitaillement des véhicules qui sont obligés de se rendre très souvent à Kigali.

Le Cpt Blagué Jérémie en posant un problème de sécurité et de liaison propose que chaque instructeur soit doté d'un walkie talkie.

Le Lt Nejib Ben Helal a rappelé le problème de communication en précisant que lors de sa récente visite à Gishari, le CIVPOL Commissioner a promis l'installation prochaine du téléphone et du fax.

Le Directeur des études a déclaré avoir pris bonne note des différentes propositions qui seront répercutées au CIVPOL HQ.

Avant de clore la réunion, lecture a été donnée des différentes correspondances émanant du CIVPOL HQ. Il en est ressorti que les Tunisiens, Nigériens et les maliens descendront à Kigali, le lundi 27 Novembre 1995 en vue de participer à la remise des médailles prévue pour le 28/11/95.

L'ordre du jour étant épuisé, le président a levé la séance à 17H00.

*Le Secrétaire de Séance
Lt Issa Oumarou*

*Le Commissaire Divisionnaire
Tiémoko Coulibary*





UNAMIR - MINUAR
CIVPOL HQ

NOTE DE SERVICE

1. Je constate que ma note de service sur l'affectation des véhicules fait l'objet de mauvaise interprétation notamment en ce qui concerne le moyen de transport. Aussi, à compter de ce jour, je vous invite à respecter scrupuleusement les termes du MEMO du CIVPOL Commissioner affectant les 3 véhicules au centre du Training de GISHARI.
2. A titre de rappel, ce MEMO précise que le véhicule n° 442 est affecté au Directeur des Etudes, le MINIBUS n° 233 pour les Instructeurs et le véhicule n° 734 comme véhicule de liaison.
3. Certes, aucun de ces véhicules n'est la propriété exclusive de personne, toutefois le respect des termes du dit MEMO à valeur d'instruction exécutoire. La présente note de service abroge les dispositions de la ~~présente~~ ^{précédente} note de service.
4. Je sais pouvoir compter sur votre esprit de franche collaboration.

Gishari, le 21/11/1995.

Le Directeur des Etudes
Le Cdt T. Coulibaly

ECOLE DE POLICE DE GISHARI
LA DIRECTION DES ETUDES

TABLEAU DE PERMANENCE DES INSTRUCTEURS A L'ECOLE
DE POLICE DE GISHARI

SEMAINE DU LUNDI 27/11/95 AU SAMEDI 2/12/95

Journée du mercredi 29 Novembre 1995

1. Cne Blague Jeremie
2. DSP Edward Chuka
3. Lt Nejib B. Kelal
4. Lt Idani Tarek

* Journée du jeudi 30 Novembre 1995

1. Supt Zaki Mohamed
2. Cne Lajili Abdenaceur
3. DSP Adamu Adams
4. Lt Brahim Zafrane

Journée du vendredi 1 Décembre 1995 .

1. Cne Amadou S. Touré
2. Cne Badra Samaké
3. Lt Monkaila Sanogo
4. Lt Issa Oumarou

Journée du samedi 2 Décembre 1995

1. Cdt Kita Diallo
2. DSP Kugbey I.A.
3. DSP Gomna Sulé
4. Lt Rezgui Ridha

Le Directeur des Etudes de l'Ecole de Police

Commandant Tiemoko Coulibaly





A: CIVPOL Commissioner

Date: 28/11/1995

DE: Directeur des Etudes de l'Ecole
de la Police Communale de Gishari

OBJET: Test d'évaluation de connaissance des élèves policiers

1. J'ai l'honneur de vous rendre compte du déroulement du test de connaissance des élèves de l'Ecole de Police ce jour lundi 27/11/1995 à Gishari.

2. Au total 658 élèves ont composé selon leur aptitude linguistique dans 10 classes soit :
- 2 classes de Français (133 élèves)
 - 1 classe d'Anglais (26 élèves)
 - 1 classe de Swahili (50 élèves) et
 - 6 classes de Kinyarwanda (409 élèves).

De 10 H 30' à 12 H00 les élèves ont planché sur 2 questions dans les différentes langues. Celles-ci portaient sur :

- 1^o) Racontez votre 1ère journée à l'Ecole de Police de Gishari?
2^o) Quelles sont les études que vous avez suivies et pourquoi avez-vous choisi le métier de policier?

3. Les épreuves qui ont été surveillées par les 21 Instructeurs présents seront notées en fonction de la construction de phrase, l'accord grammatical, l'orthographe et enfin la compréhension du texte.

Sur proposition de la partie Rwandaise (le Cpt Directeur du Centre) les épreuves seront corrigées sur place à l'Ecole de Gishari et ce, à partir du Mercredi 29/11/1995 par les Instructeurs de la MINUAR en ce qui concerne les épreuves en Français et en Anglais, et par les Instructeurs Nationaux pour le Swahili et le Kinyarwanda.

4. Une seule absence constatée parmi les Instructeurs de la MINUAR, celle du Lt Moncef Saïdi de Tunisie. Précisons que depuis la parution de la note d'affection, l'intéressé n'a jamais voulu rejoindre l'école.

Le Directeur des Etudes
Le Cdt T. Coulibaly



A : CIVPOL Commissioner

Date : 21 novembre 1995

DE : Directeur des Etudes de l'Ecole
de la Police Communale de Gishari

OBJET: Compte rendu de situation

1. J'ai l'honneur de vous rendre compte de ce qui suit :

A. Au niveau du Centre de formation de Gishari, les travaux à la charge de la MINUAR se présentent comme suit :

- a) En ce qui concerne l'eau, les travaux de plomberie se poursuivent, mais l'eau est déjà une réalité et la fonctionnalité ne fait aucun doute.
- b) S'agissant de l'électricité, à la date du 21/11/95, le statu quo demeure car rien n'est encore en chantier dans ce domaine.

B. Au niveau des effectifs, à la date de ce jour 21/11/95, 658 candidats sont présents. Sur cet effectif total, 50 sont portés malades et sont admis dans les dortoirs ou infirmerie pour soins.

C. Au niveau des Instructeurs CIVPOL, aucune absence n'a été signalée et les travaux de permanence se poursuivent conformément à vos instructions.

D. Une prise de contact avec le Directeur intérimaire (partie Rwandaise) de l'Ecole, nous a permis de relever ce qui suit :

- 1. De l'avis de l'interimaire, toute la semaine en cours sera mise à profit pour :
 - mettre le staff de la Direction (partie Rwandaise) en place
 - constituer en unité (section) les élèves présents au centre afin de les orienter sur les travaux de nettoyage, entretien des bâtiments de l'Ecole, désherbage des alentours etc....

En d'autres termes, il n'est pas certain qu'au cours de la présente semaine l'on puisse faire démarrer à proprement parler les cours.

2. En guise de conclusion et toujours selon les propos du Directeur intérimaire, ce n'est qu'à partir du lundi 27/11/95 que l'effectif au niveau des élèves sera définitivement arrêté. En effet à partir de cette date, un test physique aura été fait par la partie Rwandaise qui précisera les candidats aptes et remerciera ceux dont le test physique n'aura pas été concluant. Après ce test, il sera procédé à un tri et répartition en groupes francophone, anglophone, rwandaphone et swahiliphone.

3. Enfin, lorsque tous ces préalables auront été faits, la partie rwandaise (selon toujours les propos du Directeur intérimaire) approchera la partie Instructeurs CIVPOL en vue de déterminer la période et les modalités du test intellectuel proprement dit. Lorsque ce travail aura été fait les cours pourront certainement démarrer.

Gishari, le 21/11/95

Le Directeur des Etudes

CD T Coulibary

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'CD T Coulibary', written over the printed name.

COURS DE PROCEDURE PENALE

Par KAYIJUKA NGABO

PLAN DU COURS

INTRODUCTION GENERALE	2
Ière Partie : <u>DEROULEMENT SIMPLIFIE DU PROCES PENAL</u>	3
Chap. 1. <u>L'INSTRUCTION PRELIMINAIRE</u>	3
Chap 2 : <u>LES DEBATS ET LE JUGEMENT</u>	6
IIeme Partie : <u>LES VOIES DE RECOURS</u>	9
CHAP. 1 : <u>LES VOIES DE RECOURS ORDINAIRES</u>	10
CHAP. 2 : <u>LES VOIES DE RECOURS EXTRAORDINAIRES</u>	11
IIIème Partie : <u>L'EXECUTION DU JUGEMENT ET L'AUTORITE DE LA</u> <u>CHOSE JUGEE</u>	13
CHAP. 1 <u>L'AUTORITE DE LA CHOSE JUGEE</u>	13
CHAP. 2. <u>L'EXECUTION DU JUGEMENT</u>	13

INTRODUCTION GENERALE

I. DEFINITION DE LA PROCEDURE PENALE

La procédure pénale est l'ensemble des règles qui régissent (règlement) le déroulement du procès pénal.

-Elle détermine tout d'abord l'organisation et la compétence des différentes juridictions appelées à trancher les procès répressifs;

Elle fixe les règles qui doivent être suivies et les formes qui doivent être respectées pour la recherche, la constatation et la poursuite des infractions ainsi que pour l'établissement des preuves;

Elle régit enfin les effets des jugements répressifs et les voies de recours susceptibles d'être exercées contre ces jugements.

II. COMMENT DISTINGUER LA MATIERE PENALE ET LA MATIERE CIVILE

-Toute poursuite résulte d'une violation de la loi pénale est une matière pénale c'est-à-dire chaque fois qu'il y a commission d'une infraction.

Rappel : L'infraction est toute action ou omission prohibée par la loi et sanctionnée par une peine.

-Toute autre poursuite résulte des conflits entre les particuliers, conflits, que la loi n'érige pas en infraction relève de la matière civile.

Ainsi la matière pénale donne lieu au procès pénal, la matière civile, au procès civil.

III. COMPARAISON ENTRE LE PROCES CIVIL ET LE PROCES PENAL

A. Caractères communs au procès civil et au procès pénal

1. Le procès civil et le procès pénal sont tous jugés par les mêmes juridictions: les juridictions d'ordre judiciaire.

2. Les deux procès sont soumis à la règle de la collégialité(des juges) et à celle du double degré de juridiction.

B. Caractères propres au procès pénal

Ces caractères particuliers au procès pénal tiennent à son importance et à sa complexité:

- Le procès pénal est soumis à des règles particulières en matière de preuve;
- Ainsi qu'une diversité d'organes.

lère Partie : **DEROULEMENT SIMPLIFIE DU PROCES PENAL**

Chap. 1. **L'INSTRUCTION PRELIMINAIRE**

L'instruction préliminaire commence lors du démarrage de l'action publique jusqu'au moment où, après les enquêtes, le Ministre Public décide de saisir la juridiction de jugement en vue de la condamnation du coupable.

Cette partie comprend deux phases essentielles :

- l'instruction préparatoire dominée par l'OPJ
- l'instruction préjuridictionnelle où l'OPJ se dissipe peu à peu pour laisser la place à l'officier du Ministère Public (O.M.P.)

Section 1 : **La mise en mouvement de l'action publique**

Elle peut être faite par :

- l'OPJ et l'OMP (d'ordinaire)
- les particuliers (en cas de flagrant délit)

A. **La mise en marche de l'action publique par l'OPJ ou l'OMP**

C'est le cas le plus courant où l'infraction est constatée par l'OPJ soit d'office, soit sur plainte de la partie civile (celui qui a été lésé par l'infraction).

L'OPJ devra dans ce cas faire tous les actes relevant de sa compétence et pouvant lui permettre d'identifier le coupable et de savoir dans quelles conditions l'infraction a été commise, après quoi il doit transmettre son rapport à l'OMP dont il relève.

Nous examinons ici les pouvoirs respectifs de l'OPJ et de l'OMP pour mieux saisir la nature de leurs rapports.

1. **Les pouvoirs de l'OPJ**

Il est reconnu d'une façon générale que le rôle de l'OPJ est de constater les infractions. Cela suppose en fait les actes suivants :

- a. Les OPJ reçoivent les plaintes et les dénonciations relatives aux infractions après quoi ils consignent dans leurs procès-verbaux la nature de l'infraction et les circonstances dans lesquelles elle a été commise;
- b. Ils interrogent les auteurs présumés des infractions;
- c. Ils peuvent procéder à la saisie d'objets relatifs à l'infraction c'est-à-dire ceux sur lesquels peut porter la confiscation et ceux qui peuvent servir à conviction ou à décharge.

N.B: LA PROCEDURE DE SAISIE D'OBJETS : (Art. 3 al 2 CPP).

Les objets seront présentés au détenteur s'il est présent, à l'effet de les reconnaître et s'il y a lieu, de les parapher. Le P.V. de saisi décrira les objets saisis et sera signé par leur détenteur. S'il est absent ou s'il ne peut ou ne veut parapher, mention en sera faite sur celui-ci.

- d. En dehors des actes relatifs à la constatation et à la recherche des infractions, l'OPJ peut également proposer au prévenu une amende transactionnelle. Cela se fait dans certaines conditions et c'est après qu'il aura été établi que le prévenu est coupable. L'article 9 CPP stipule : "Pour toute infraction de sa compétence l'OPJ peut s'il estime qu'en raison des circonstances, la juridiction de jugement se bornerait à prononcer une amende, inviter l'auteur de l'infraction à verser au Trésor une amende transactionnelle dont il détermine le montant, sans qu'elle puisse dépasser le maximum encouru augmenté éventuellement des décimes légaux.
- L'OPJ fait connaître sans délai, à l'OMP auquel il transmet le PV relatif à l'infraction, les invitations faites à l'auteur de l'infraction. Il en avise également le fonctionnaire ou l'agent chargé de recevoir les amendes judiciaires. Lorsqu'il a été satisfait aux invitations faites par l'OPJ, l'action publique s'éteint à moins que l'OMP ne décide de la poursuivre.

B. Les pouvoirs de l'officier du Ministère Public

L'OMP peut lui-même exercer toutes les attributions de l'OPJ telles que nous venons de les voir. Mais il a également des attributions qui lui sont propres :

- a. L'OMP peut charger l'OPJ d'effectuer
- les devoirs d'enquête
 - les visites des lieux
 - les perquisitions
 - les saisies (qu'il détermine)
- b. Il a le droit de requérir la force publique
- c. Il peut décerner un mandat de comparution contre les auteurs présumés des infractions; et par la suite un mandat d'amener si l'intéressé n'a pas satisfait au premier mandat.
- d. Il peut faire citer devant lui, toute personne dont il estime l'audition nécessaire;
- e. L'O.M.P. peut procéder à des visites et à des perquisitions au domicile ou à la résidence de l'auteur ou des tiers.

Remarques

* Les visites domiciliaires et perquisitions se font en présence de l'auteur présumé et du maître de la maison (domicile ou résidence) si le domicile ou la résidence n'appartient pas à l'auteur présumé.

* Elles ne peuvent être commencées avant 5h ni poursuivies après 19h que s'il y a des motifs graves de craindre la disparition des pièces recherchées.

f. L'O.M.P. a le pouvoir de mettre l'inculpé en état de détention préventive s'il existe contre lui, des indices sérieux de culpabilité et si le fait qu'il a commis constitue une infraction que la loi punit d'une peine de 6 mois de Servitude Pénale au moins.
voir modalités de la détention préventive (art.38-41 CPP).

En cas de flagrant délit, les attributions n° 3,4 et 5 peuvent être assumées par un OPJ à compétence générale. Dans ce cas l'OPJ à compétence générale peut également défendre à toute personne de s'éloigner des lieux qu'il détermine jusqu'à la clôture de son P.V.

Ce sont là les pouvoirs exceptionnels reconnus à l'OPJ en cas de flagrant délit. Il peut aussi requérir toute personne de lui prêter son Ministère comme interprète, expert, médecin, etc...

Les devoirs n° 1, 2 et 6 ne peuvent être assumés que par l'OMP seul : jamais l'OPJ ne peut les assumer.

B. La mise en mouvement de l'action publique par les particuliers

En cas de flagrant délit, et lorsque l'infraction flagrante ou réputée telle est passible d'une Servitude Pénale de 3 ans au moins, toute personne peut, en l'absence de toute autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de l'OPJ, saisir l'auteur présumé et le conduire immédiatement devant celle des autorités la plus proche. (art. 6 CPP).

L'infraction flagrante est celle qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre.

L'infraction est réputée flagrante lorsqu'une personne est poursuivie par la clameur publique, ou lorsqu'elle est trouvée porteuse d'effets, d'armes, d'instruments ou papiers faisant présumer qu'elle est l'auteur ou complice, pourvu que ce soit dans un temps voisin de l'infraction.

Section 2 : Les rapports entre l'OPJ et l'OMP pendant l'instruction préliminaire

L'OPJ et l'OMP travaillent toujours en collaboration l'OMP qui est un magistrat étant généralement au bureau, l'OPJ le représente souvent sur terrain l'OMP, ne va sur terrain qu'en cas d'impérieuse nécessité. Voici comment se réalise concrètement leur collaboration.

Lorsque l'OPJ a terminé les devoirs relevant de sa compétence, il transmet son dossier au Ministère Public. Et là, c'est le Procureur qui centralise tous les dossiers qu'ils distribuent entre ses collaborateurs officiers du Ministère Public. Ceux-ci travaillent sous sa direction car c'est lui qui exerce la plénitude de l'action publique.

Ainsi, chaque OMP ayant un ou plusieurs dossiers en charge devra examiner chaque cas et voir si les déclarations et constatations de l'OPJ sont complètes et logiques sans quoi, il peut lui ordonner de compléter l'enquête dans un sens ou dans un autre. (Enquête complémentaire). Lorsqu'il aura acquis toute la lumière sur le cas, il devra alors clôturer son instruction.

Section 3 : Les actes de clôture de l'instruction préliminaire

Ce sont des actes relevant exclusivement de l'Officier du Ministère Public. Après son instruction, celui-ci peut prendre l'une de mesures suivantes :

- Proposer au prévenu une amende transactionnelle
- Classer le dossier sans suite pour inopportunité des poursuites
- Prendre la décision de poursuite et saisir la juridiction de jugement.

Chap 2 : LES DEBATS ET LE JUGEMENT

Section 1.: La saisine de la juridiction du jugement

Après la clôture de l'instruction préliminaire par l'officier du Ministère Public, la première question à se poser est celle de savoir quel tribunal saisir. Pour savoir le tribunal qui connaîtra l'affaire, on se fonde sur le critère de compétence.

La compétence s'analyse sous trois aspects :

- La compétence matérielle (ratione matière) fondée sur la matière du litige c'est-à-dire la gravité de l'infraction ou de son auteur.

1. La compétence matérielle

1. Du tribunal de Canton

Les tribunaux de Canton connaissent des infractions punissables au maximum de 6 mois de servitude Pénale et 2.000 F d'amende ou de l'une de ces peines seulement.

2. Du tribunal de Première Instance

La compétence matérielle du tribunal de 1ere Instance se rapporte d'abord aux infractions qui lui sont propres à raison de leur gravité et qu'il connaît en premier ressort celles relevant en premier ressort du tribunal de canton qu'il reçoit en appel ensuite.

L'article 89 Code de l'organisation et de compétence judiciaire stipule que :

"Le tribunal de 1ere Instance connaît de toutes les infractions, à l'exception de celles qui sont réservées aux juridictions militaires (sic), à la cour d'appel et à la cour suprême. Il connaît de l'appel des jugements rendus par les tribunaux de canton de son ressort".

3. De la Cour d'Appel

La cour d'Appel connaît en dernier ressort de l'appel des jugements rendus par les tribunaux de première instance de son ressort.

2. La Compétence Personnelle

Les bourgmestres, les préfets et sous-préfet, les fonctionnaires de la catégorie de direction ainsi que les magistrats (autres que ceux de la cour suprême) (sic) sont jugés au premier degré par la tribunal de 1ère Instance même s'ils ont commis des faits qui par leur gravité releveraient du tribunal de canton.

Les poursuites dirigées contre le Président de la Cour Suprême ou les Vice-président de la République, les ministères et secrétaires d'Etat, les députés ainsi que les complices de toutes ces personnalités relèvent de la compétence de la Cour Suprême.

N.B: Les sections de la Cour Suprême de Justice sont :

- La Cour Constitutionnelle
- La Cour de Cassation
- Le Conseil d'Etat
- La Cour des Comptes

3. La compétence territoriale

L'article 104 C.O.C.I stipule : "sont compétents, le tribunal du lieu où l'infraction a été commise, celui du lieu de la résidence du prévenu et celui du lieu de la résidence du prévenu et celui du lieu où le prévenu aura été trouvé.

Lorsque plusieurs personnes sont poursuivies conjointement comme co-auteurs ou complices d'une infraction connexe, le tribunal compétent au point de vue territorial pour juger l'une notamment aux articles 99, 100 et 102 code O.C.J.

- Art. 99: "Lorsqu'une personne est poursuivie simultanément du chef de plusieurs infractions qui sont de la compétence de juridiction ordinaire du rang le plus élevé, compétente à raison de l'une des infractions, l'est aussi pour connaître des autres.

- Art. 100: "Lorsque plusieurs personnes justiciables de juridictions de nature ou de rang différents, sont poursuivies conjointement à raison de leur participation à une même infraction ou à des infractions connexes, elles sont jugées l'une et l'autre par la juridiction ordinaire compétente du rang le plus élevé.

- Art. 102: "Lorsque deux tribunaux compétents se trouvent saisis de mêmes faits, le tribunal du rang le moins élevé déclinera sa compétence".

4. Complément : La compétence des juridictions militaires

On distingue deux juridictions militaires :

- Le Conseil de guerre
- La Cour militaire

1. Le conseil de Guerre

Connaît de toutes les infractions commises par les militaires du grade de soldat jusqu'à celui de Capitaine.

1. La Cour Militaire

Connaît de toutes les infractions commises par les officiers supérieurs (Major Colonel) ainsi que de l'appel des jugements rendus par le Conseil de Guerre.

Remarque

La compétence des juridictions militaires est essentiellement si pas exclusivement personnelle; elle tient au grade et non à la gravité de l'infraction par ailleurs la notion de la compétence territoriale est sans aucun intérêt du moment qu'il n'y a qu'une seule cour militaire et un seul conseil de guerre dans notre pays.

N.B.: Les jugements du conseil de guerre sont susceptibles d'appel et d'opposition alors que les arrêts de la cour militaire ne sont susceptibles que de l'opposition.

Section 2 : L'audience et les débats

Dès que le tribunal compétent a été saisi, les parties comparaissent à l'audience.

1. Les acteurs principaux à l'audience

- * Le jury : - Le juge Président
 - Les juges assesseurs

* Le greffier

- * Les parties :
 - Le prévenu
 - La partie civile (celui qui a été lésé par l'infraction)
 - L'O.M.P.

N.B.: L'officier du Ministère public n'est pas juge mais plutôt partie au procès.

2. Le déroulement des débats

A. Caractères fondamentaux de la procédure à l'audience

1. Les débats se font publiquement et oralement
2. Les débats sont contradictoires

Le caractère contradictoire des débats signifie pour les parties, qu'elles doivent soumettre leurs moyens de défense aux débats : chaque partie doit permettre à son adversaire de contredire les moyens sur lesquels elle fonde ses arguments.

Tandis que pour le juge, ce caractère signifie qu'il ne pourra dans sa décision, se fonder que sur les moyens (à charge ou à décharge) qui font l'objet d'un débat contradictoire.

B. L'ordre de la succession des actes dans la conduite des débats

1. L'instruction du juge (le juge essaie de se faire une idée exacte sur la vérité en fait et en droit).
 - a) Interrogatoire du prévenu
 - b) Audition des témoins
 - c) Autres éléments (ex: entendre les experts, l'examen des pièces à conviction, transport sur les lieux etc...)
 - d) Mesures d'instruction supplémentaires
(La juridiction de jugement peut ordonner des mesures d'instruction nouvelles si cela s'avère nécessaire)
2. Le réquisitoire et les plaidoiries
3. La clôture des débats.

Section 3 : Le jugement

Après la clôture des débats, le jury se réunit et délibère en secret sur l'affaire. Le jugement résulte de cette délibération; il doit être prononcé au plus tard dans les trois jours qui suivent la clôture des débats.

Après le prononcé du jugement, les parties peuvent exercer les voies de recours qui leur sont accordées par la loi et dans les délais prescrits pour ces voies de recours. A l'expiration de ces délais si aucune partie n'a exercé une voie de recours, le jugement devient exécutoire. L'O.M.P. est chargé de l'exécution des jugements.

Mais si l'une des parties a exercé une voie de recours, l'exécution du jugement peut parfois être suspendu. En fait, certaines voies de recours suspendent l'exécution du jugement.

IIème Partie : LES VOIES DE RECOURS

On distingue les voies de recours ordinaires (l'appel et l'opposition) et les voies de recours extra-ordinaires (le pouvoir en cassation et la révision).

CHAP. 1 : LES VOIES DE RECOURS ORDINAIRES

Section 1 : L'appel

A. Définition : C'est une voie de réformation qui est exercée devant une juridiction directement supérieure à celle qui a jugé en premier ressort.

B. Les personnes qui peuvent interjeter appel

1. Le prévenu
2. Le civilement responsable;
3. La partie civile;
4. L'officier du Ministère public.

N.B. : L'appel est toujours interjeté par l'OMP en faveur de tout condamné à mort.

C. Les formes de l'acte d'appel

L'appel peut être fait soit :

- Par déclaration en réponse au bas de l'original de l'acte de signification;
- Par déclaration au greffe de la juridiction qui a rendu le jugement ou de celle qui doit connaître de l'appel;
- Par lettre missive adressée au greffier de l'une ou l'autre de ces deux juridictions.

D. Le délai d'appel

L'appel doit être formé en principe, dans un délai de 10 jours à partir du prononcé du jugement ou de sa signification selon qu'il est contradictoire ou par défaut.

Remarque

"L'appel n'est pas suspensif (de l'exécution du jugement attaqué) sauf si la suspension est ordonnée par le Juge-Président de la juridiction d'appel..." (art. 105 al 1er CPP).

Section 2 : L'opposition

A. Définition : C'est une voie de rétractation par laquelle une partie demande à la juridiction qui a rendu un jugement en son absence de réexaminer le cas.

B. Les personnes qui peuvent faire opposition

1. Le prévenu
2. La personne civilement responsable
3. La partie civile

N.B. : L'O.M.P. ne peut jamais faire opposition parce qu'il ne peut jamais faire défaut. Lorsque l'OMP est absent la juridiction ne peut pas siéger et l'audience ne peut donc pas être tenu.

C. Les formes de l'acte d'opposition (art. 94 CPP)

- L'acte d'appel revêt l'une ou l'autre des formes ci-après :
- Déclaration en réponse au bas de l'original de l'acte de signification
 - Déclaration au greffe du tribunal qui a rendu le jugement
 - Lettre missive au greffier du tribunal qui a rendu le jugement

D. Le délai d'opposition (art. 92 CPP)

Contrairement à l'appel, l'opposition suspend l'exécution du premier jugement.

Remarque

Si l'opposant ne comparait pas l'audience d'opposition, l'opposition est non avenue en vertu du principe selon lequel "opposition sur opposition ne vaut".

CHAP. 2 : LES VOIES DE RECOURS EXTRAORDINAIRES

On distingue :

- Le pourvoir en cassation, et
- Le pourvoir en révision

Mais ici nous n'analyserons que le premier, le second étant d'un intérêt pratique moins important pour les élèves-gendarmes auxquels s'adresse ce cours d'abord, pour sa rareté ensuite et enfin parce que cette institution n'est pas prévue par notre code de procédure pénale.

SECTION UNIQUE

A. Les traits essentiels du pourvoir en cassation

A la différence de l'opposition et de l'appel qui sont des voies de recours ordinaires possibles aussi bien pour erreur de fait que de droit et qui font rejurer l'affaire soit par la même juridiction (opposition) soit par une juridiction supérieure à celle qui a déjà statué (appel), le pourvoir en cassation est une voie de recours extraordinaire qui ne peut être exercée que dans des cas déterminés (violation de la loi) devant la cour de cassation qui ne juge pas au fond mais vérifie seulement si la loi a été bien appliquée. C'est qu'en effet la cour de cassation n'est pas un troisième degré de juridiction. Elle n'apprécie pas les faits ni ne décide de la culpabilité et de la peine comme la juridiction qui statue sur opposition ou appel. Elle ne juge pas les procès en lui-même; elle juge uniquement au point de vue du droit, le jugement ou l'arrêt auquel il a donné lieu. Si elle estime que la loi a été correctement appliquée, elle rejette le pourvoir.

En cas de violation de la loi, elle casse la décision attaquée; et, comme elle ne juge pas en fait, elle renvoie généralement l'affaire devant une juridiction du même degré que celle qui l'avait déjà examiné pour qu'elle juge de nouveau au point de vue du fait et du droit.

B. Sortes de pourvoirs

Il existe deux sortes de pourvoirs en cassation :

- Le pourvoir fait dans l'intérêt des parties
- Le pourvoir fait dans l'intérêt de la loi

N.B.: Le premier est ouvert à toutes les parties alors que le second ne peut être exercé que par l'OMP seul.

C. Les cas d'ouverture du pourvoir

Le pourvoir en cassation n'est possible que dans certains cas déterminés que le demandeur en cassation fait valoir sous forme de "moyens de cassation".

Les cas d'ouverture qui se ramènent tous à une violation la loi par les juges du fond se présentent sous les aspects suivants:

a) Cas de la constitution irrégulière de la juridiction qui a rendu la décision et le défaut de publicité. Il en est ainsi lorsque:

- * la décision n'a pas été rendue par le nombre des juges prescrits;
- * ou par des juges qui n'ont pas assistés à toutes les audiences;
- * la décision a été rendue sans que le ministère public ait été entendu;
- * les débats n'ont pas eu lieu en audience publique.

b) Cas d'incompétence et d'excès de pouvoir de la juridiction qui a statué.

c) Cas d'observation des formes prescrites par la loi à peine de nullité ou considérées par la jurisprudence comme substantielles et sanctionnées de ce fait par la nullité malgré l'absence d'un texte.

ex: -Le non respect des formes destinées à assurer les garanties d'une bonne justice
-ou de celles destinées à protéger les droits de la défense
-le défaut, l'insuffisance ou la contradiction des motifs, etc...

d) Cas de violation proprement dite de la loi pénale de fond. Cette violation de la loi peut résulter soit d'une interprétation inexacte soit d'une fausse application d'un texte pénal (qualification erronée des faits considérés par exemple comme constitutifs d'un abus de confiance alors qu'il s'agit d'une escroquerie (application) incorrecte du sursis ou de la récidive-faits considérés à tort comme constituant une infraction) etc...

D. Les personnes admises à former un pourvoi

(art 38 loi organique portant procédure devant la cour suprême)

1. Les parties en cause ou leur fondé de pourvoi
2. L'O.M.P(dans l'intérêt de la loi ou de toute personne incapable de défendre elle-même sa cause)

E. Formes de l'acte de pouvoir (art.90 texte ci-haut cité)

Le pourvoi est formé par déclaration au greffe soit de la juridiction qui a rendu le jugement ou l'arrêt attaqué, soit de la Cour Suprême.

F. Le délai du pouvoir (art.89)

En matière pénale, le délai du pourvoi en cassation est de 10 jours à partir de la date du prononcé de l'arrêt ou du jugement contradictoire ou de la date de sa signification s'il a été rendu par défaut.

Remarque

Le pourvoi en cassation est possible uniquement contre les décisions rendues en dernier ressort.

IIIème Partie : L'EXECUTION DU JUGEMENT ET L'AUTORITE DE LA CHOSE JUGEE

CHAP. 1 L'AUTORITE DE LA CHOSE JUGEE

Lorsqu'un jugement n'est plus susceptible de voie de recours, il acquiert une force de la loi. Il devient irrévocable et s'impose. On dit qu'il a acquis l'autorité de la chose jugée. C'est dire qu'on ne peut pas y revenir il ne reste plutôt qu'à l'appliquer. Il devient exécutoire. On ne peut y revenir que dans des cas expressément prévus par la loi (cas de révision).

CHAP. 2. L'EXECUTION DU JUGEMENT

A. Qui est chargé de l'exécution du jugement ?

L'exécution du jugement se fait sous la diligence de l'OMP.

B. Modalités d'exécution

Les modalités d'exécution de jugement varient en fonction de la peine.

1. La peine Capitale

L'exécution de la peine capitale chez nous, se fait par coups de balles. Le condamné est fusillé. Si le condamné est une femme enceinte, on entendra le jour de la délivrance avant de

l'exécuter.

2. La Servitude Pénale à perpétuité ou à temps

S'exécuté au sein des établissements pénitentiaires de l'Etat reconnus.

3. L'amende

Est payée entre les mains d'un fonctionnaire de l'Etat et versée au Trésor Public.

4. La confiscation générale ou spéciale

Et d'autres peines comme l'interdiction de séjour ou l'obligation de séjour dans un lieu déterminé seront exécutées conformément à la nature propre de chacune de ces peines.

C. La réhabilitation du condamné

Dès qu'il a déjà purgé sa peine, le condamné réintègre la vie ordinaire et recouvre la plupart de ses droits. (Je dis la plupart parce que certains droits exigent qu'on ait un casier judiciaire vierge pour en jouir).

COURS DE DROIT PENAL GENERAL (EGENA)

Prof. KAYIJUKA NGABO

**COURS DE DROIT PENAL GENERAL
DISPENSE A L'ECOLE DE GENDARMERIE NATIONALE (EGENA - RUHENGIRI)**

AVANT- PROPOS

Nous avons le plaisir de mettre à la disposition des élèves gendarmes un outil de travail qui leur servira de référence tant durant leur formation que sur terrain après celle-ci.

Comme on le sait, le Droit Pénal Général est une matière assez vaste qui ne saurait être présentée sans heurts dans un volume aussi réduit que celui-ci. Mais les impératifs pédagogiques liés au temps qui nous est imparti d'une part ainsi qu'aux contingences spécifiques aux destinataires de ce travail d'autre part nous exigent de nous contenter de ce peu.

Ces notes répondent avant tout à un intérêt d'ordre pratique qu'à celui d'ordre purement scientifique. Elles sont de ce fait, loin de constituer un grand exposé scientifique où seraient détaillées les grandes théories et positions doctrinales. Ainsi, qu'un lecteur averti dans cette matière qui serait en quête de telle ou telle autre théorie et dont les attentes seraient déçues, comprenne que ces notes ne sont pas adressées à des spécialistes !

Toutefois, nous recevrons avec gratitude toute critique relative aux erreurs éventuelles ou aux lacunes non justifiées par la réalité exposée précédemment.

Nous vous remercions.

L'auteur

LECON N°1

INTRODUCTION GENERALE

Le Droit Pénal est la branche du Droit la plus connue du public et cela pour deux raisons fondamentales :

D'abord, il est l'instrument immédiat au service de l'ordre et de la tranquillité publique. Lorsque les règles édictées en vue d'une vie équilibrée en société ne se suffisent pas pour leur respect, le droit pénal intervient avec sa gamme des sanctions contraignantes (la peine de mort, la servitude pénale à perpétuité ou à temps, l'amende etc...)

Tantôt le Droit Pénal agit de manière autonome, en son sein, en définissant les infractions et les peines qui leur sont applicables, tantôt il intervient comme sanctionnateur des règles relevant d'autres disciplines juridiques (Droit Commercial, Droit Fiscal, Social etc.....).

L'importance du Droit Pénal s'explique aussi pour les valeurs essentielles pour les citoyens que son intervention met en jeu (la vie, la liberté, l'honneur, le patrimoine....). Mais qu'est-ce qu' est le Droit Pénal ?

§1. DEFINITION DU DROIT PENAL

Avant de définir le Droit Pénal, il serait peut être plus convenable de définir le Droit tout court.

Le DROIT est l'ensemble des règles qui régissent les rapports des hommes vivant en société. La diversité de Droit (Droit Pénal, Fiscal, Commercial...) tient à la fois à l'importance de la société considérée (qui peut être globale ou partielle) ,à sa composition ou au secteur d'activités qui est à réglementer.

N.B. Le Droit ainsi défini ne doit pas être confondu avec "l'ensemble des prérogatives que la société reconnaît ou octroie à chacun de ses membres". C'est dans ce second sens du mot Droit que l'on parle du droit d'expression c'est-à-dire, liberté d'expression, droit à la vie ou à l'intégrité physique, droit à ceci ou à cela et d'une façon générale du droit de l'homme. (Il s'écrit généralement au miniscule).

Pour revenir à la définition du Droit Pénal, rappelons qu'elle est difficile et multiple parce que le Droit Pénal comporte de nombreux aspects qu'il n'est pas facile de ramasser dans une seule définition. (Ceux relatifs à l'infraction, à la peine, au délinquant, etc....).

Ainsi, toute définition qui serait retenue apparaîtrait à certains égards incomplète. C'est le cas de celle de Donnedieu de Vabres pour qui le Droit Pénal est l'ensemble des lois qui réglementent dans un pays l'exercice de la répression par l'Etat.

Cette définition est incomplète parce qu'elle ne rend pas compte par exemple des lois de défense dont le rôle n'est pas essentiellement de réprimer les infractions mais plutôt d'isoler les délinquants dangereux ou de les soigner lorsqu'ils présentent quelques anomalies.

C'est pourquoi les auteurs estiment à juste titre que la meilleure façon de définir le Droit Pénal est d'en décrire le contenu de manière détaillée. C'est de ce sens que nous proposons la définition suivante qui permet de relever les aspects fondamentaux du Droit Pénal. "C'est la branche du droit public qui traite des infractions et des peines et dont l'objet essentiel est de définir les faits punissables et de fixer les sanctions qui doivent leur être appliquées".

§2. LES PRINCIPALES BRANCHES DU DROIT PENAL

1. Le Droit pénal général
2. Le Droit pénal spécial
3. La Procédure pénale
4. La Pénologie

1. Le Droit Pénal Spécial : s'occupe de la nomenclature et de la définition des infractions, la détermination de leurs éléments constitutifs ainsi que le régime juridique à leur appliquer.

2. Le Droit Pénal Général : fixe les règles et les principes applicables à toutes les infractions. Contrairement au Droit Pénal Spécial qui fixe les infractions et les peines en faisant abstraction de la personnalité des délinquants éventuels à qui s'appliqueront les peines prévues pour ces infractions, le Droit Pénal Général est, quant à lui, un droit philosophique qui, au delà de l'infraction et de la peine, tient compte à la fois de la personnalité du délinquant et des circonstances dans lesquelles l'infraction a été commise.

3. La Procédure Pénale est l'ensemble des règles qui régissent le déroulement du procès depuis la commission de l'infraction jusqu'à la condamnation définitive du coupable par les tribunaux compétents. Ces règles visent la découverte de la vérité et la lutte contre les crimes tout en sauvegardant les garanties individuelles.

4. La Pénologie étudie le régime d'exécution des peines ainsi que leurs conséquences tant pour le coupable que pour la société.

§3. LES RAPPORTS ENTRE LE DROIT PENAL ET LES DISCIPLINES VOISINES

Pour répondre de manière satisfaisante à sa mission, le Droit Pénal recourt à des sciences et techniques auxiliaires dont les principales sont :

1. La criminologie dont l'objet est la recherche des causes ainsi que l'évolution et les conséquences de la criminalité.

La cause de la criminalité étant triple (biologique, psychologique et sociologique), la criminologie comprend plusieurs sous-branches traitant chacun de ces trois aspects.

Nous avons : - la biologie criminelle
- l'anthropologie et la sociologie criminelle
- la psychiatrie criminelle

L'importance de la criminologie est manifeste tant pour le législateur que pour le juge.

Elle éclaire le premier sur la politique criminelle à adopter, tandis qu'au juge et au magistrat du parquet, elle permet de comprendre la personnalité du délinquant en vue de lui appliquer les peines adéquates.

2. La criminalistique comprend toute une série de disciplines et techniques scientifiques qui concourent à la constatation matérielle des infractions et à la découverte de leurs auteurs.

- la médecine légale renseigne sur les circonstances de l'infraction (circonstances de décès, de viol, avortement), cause, moyens utilisés etc....)
- la toxicologie étudie les poisons;
- la police scientifique et technique permettent l'identification de l'arme du crime.....

§ 4. CARACTERES DU DROIT PENAL

Le Droit Pénal est :

1. Un droit public : il est formé de règles régissant les rapports entre l'Etat et les citoyens. En effet, la répression de la criminalité est une fonction de l'Etat. Seul, l'Etat a la qualité pour définir les infractions et déterminer les peines applicables aux coupables.

Conséquence : les règles du droit pénal s'imposent à tous et ne peuvent dans leur application, faire l'objet d'aucune transaction sauf lorsque la loi le prévoit expressément.

2. Un droit légal (cf principe de légalité)

3. Un droit strict : l'ordre juridique pénal trouve toute son étendue et toutes ses limites dans la loi.

§5. LES SOURCES DU DROIT PENAL

On distingue quatre sources principales du droit pénal :

1. la loi (et la coutume)
2. la jurisprudence
3. la doctrine
4. les principes généraux du droit

Après cette introduction nous allons développer ce cours en quatre titres :

LECON N°2

TITRE I : LA LOI PENALE

CHAP 1. : GENERALITES SUR LA LOI PENALE

Section 1 : Définition : Une loi pénale est toute prescription de l'autorité publique relevant de la matière pénale c'est-à-dire relative aux infractions et à leur peines ainsi qu'à diverses modalités d'application des peines aux auteurs des infractions.

Section 2 : Inventaire des lois pénales : On peut classer les lois pénales en deux :
 - les dispositions du code pénal
 - les lois pénales particulières

A. Le code pénal comprend deux livres : le premier se rapporte aux infractions et à leur repression en général.

Ce livre pose des principes communs à l'ensemble des infractions. Il porte donc sur le droit pénal général.

Le deuxième livre, porte sur le droit pénal spécial. Il contient des titres correspondant chacun à des valeurs sociales fondamentales que la société entend protéger de manière particulière par la contrainte.

ex. TITRE I: Infractions contre les personnes
 TITRE II : Infractions contre la propriété
 etc....

Le livre II traite de la repression des infractions en particulier.

B. Les lois pénales particulières ce sont toutes les dispositions émanant des branches du Droit autres que le Droit pénal mais qui ont un caractère pénal parce qu'elles prévoient des infractions (comportements défendus) et en détermine les peines.

Exemples :

1. Une disposition du droit commercial qui interdit d'exercer le commerce avant de s'inscrire au registre de commerce est une loi pénale particulière si elle prévoit de peine à celui qui l'enfreint.
2. Il en est de même de celle qui émane du droit fiscal et qui impose aux entreprises ayant réalisé un bénéfice de payer dans un délai fixé l'impôt sur le bénéfice sous peine d'encourir une peine précisée. etc...

On peut trouver d'autres exemples tirés du droit social, droit du travail, droit civil etc....

Section 3 : Le principe de la légalité des incriminations et des peines§1. ENONCE DU PRINCIPE

"Nullum crimen, nulla poena sine lege". Il n'y a pas de crimes où de peines sans la loi. En d'autres termes ne peuvent faire l'objet d'une condamnation pénale que les faits déjà définis et sanctionnés par le législateur au moment où l'accusé a commis son acte et seules peuvent leur être appliquées les peines déjà édictées à ce moment par le législateur. Ce principe est consacré par l'article 11 de la déclaration universelle des droits de l'homme, par l'art. 12 alinéa 3 de la Constitution Rwandaise de 1978 et enfin par l'article 1er alinéa 2 du code pénal. (légalité des peines).

§2. JUSTIFICATION DU PRINCIPE

Deux raisons principales ont motivé la mise sur pied de ce principe :

- a) Il ne convient pas que le juge soit seul à décider de la punissabilité des faits, parce qu'il risque de soumettre sa démarche à son émotion, à son tempérament ou à ses intérêts voire à son zèle.
- b) Par ailleurs, il convient que la loi avertisse avant de frapper (punir) afin que dans son comportement l'agent sache à quoi s'en tenir (lex moneat, pridesquam feriat) (Rôle préventif et éducatif).

§3. LE CONTENU DU PRINCIPE

Le contenu de ce principe est double :

- légalité des délits
- légalité des peines

A) Légalité des incriminations

Il n'y a pas d'infraction qui ne soit pas prévue par la loi. Ainsi, un comportement, si odieux soit-il, ne saurait être considéré comme infraction si la loi ne le prévoit pas comme tel.

On ne peut être poursuivi que pour les faits qui, au moment où ils sont commis, étaient déjà définis par le législateur comme constitutifs d'infraction (c'est le principe de l'antériorité obligatoire des définitions des infractions).

La légalité des incriminations a des conséquences aussi bien pour le juge que pour le législateur.

I. Pour le législateur

a) Il a le monopole d'établir les normes pénales

b) Il doit édicter des textes précis quant à la définition des infractions et à la détermination des peines parce qu'une rédaction vague ouvrirait la porte à toute sorte d'interprétation et finalement à l'arbitraire que le principe de légalité est précisément censé combattre.

II. Pour le juge

Le juge ne peut considérer comme infraction, un fait que la loi ne définit pas comme tel, quelle que soit son appréciation personnelle sur la valeur morale de l'acte.

B) Légalité des peines

Ne peuvent être appliquées que des peines déjà édictées par le législateur au moment où l'accusé a commis son acte.

I. Légalité des peines à l'égard du législateur

Seul le législateur peut déterminer la nature et le taux de la peine.

II. Légalité des peines à l'égard du juge

a) Il ne peut prononcer des peines si le texte n'en prévoit pas;

b) Il ne peut prononcer une peine supérieure au maximum ni celle inférieure au minimum.

c) Il ne peut refuser de prononcer la peine prévue par la loi (sauf cause d'exonération).

§4. CRITIQUE DU PRINCIPE DE LEGALITE DES DELITS ET PEINES

Deux principales critiques sont formulées contre ce principe :

1) Par sa rigueur, ce principe ne permet pas de contenir dans une définition légale tous les comportements dangereux et favorise ainsi l'impunité de certaines gens pourtant nuisibles à l'ordre social.

2) Le principe détermine les infractions et les peines sans tenir compte de la personnalité du délinquant.

LECON N°3

CHAP 2. L'APPLICATION DE LA LOI PENALE DANS LE TEMPS

Une loi nouvelle abroge ou modifie une loi ancienne. Elle crée par exemple une nouvelle infraction, supprime une infraction existante, modifie ou crée de nouvelles peines. Il est évident que cette nouvelle loi s'appliquera à tous les faits commis après sa promulgation; mais qu'en sera-t-il de faits commis sous l'ancienne loi et qui ne sont pas encore définitivement jugés lors de l'avènement de la nouvelle ? Faut-il aussi leur appliquer la nouvelle loi ou doivent-ils continuer d'être régit par l'ancienne ? Pour répondre à cette question, il faut distinguer selon qu'il s'agit des lois pénales de fond ou de forme.

Est dite loi pénale de fond toute celle portant sur la matière du Droit Pénal proprement dit c'est-à-dire toute loi pénale qui énonce un comportement prohibé et qui détermine la peine. (Droit pénal spécial) ou celle qui fixe les conditions de punissabilité et sa mesure (D.P.G).

Par contre une loi pénale de forme est celle portant sur la matière de la procédure pénale c'est-à-dire celle qui vise à assurer une bonne administration de la justice pénale. En d'autres termes c'est toute celle qui fixe la procédure à suivre pour punir l'auteur de l'infraction ou pour décharger l'innocent.

§1. L'APPLICATION DANS LE TEMPS DES LOIS PENALES DE FOND

A. Principe

En matière de lois pénales de fond, le principe applicable est celui de la non-rétroactivité : la loi pénale de fond ne dispose que pour l'avenir, elle ne rétroagit pas c'est-à-dire qu'elle ne modifie rien sur ce qui a déjà été accompli avant elle.

B. Exceptions

1. La loi pénale nouvelle de fond rétroagit si elle est plus douce que l'ancienne. C'est-à-dire si elle lui est plus favorable.
2. Les lois pénales interprétatives rétroagissent toujours (qu'elles soient plus douces ou sévères pour le prévenu) parce qu'elles sont considérées comme faisant corps avec la loi interprétée et celle-ci est réputée avoir eu dès l'origine, le sens défini par la loi interprétative.
Une loi interprétative est celle qui vient en vue d'éclaircir une loi antérieure qui a été mal comprise ou mal interprétée. Elle doit donc rétroagir parce qu'elle manifeste la volonté réelle du législateur.

§2. L'APPLICATION DANS LE TEMPS DES LOIS PENALES DE PROCEDURE

Les lois pénales de forme ou de procédure sont d'application immédiate parce qu'elles visent une bonne administration de la justice pénale. Mais elles ne sauraient rétroagir à moins d'une volonté claire et expresse du législateur parce qu'il serait contraire aux intérêts des justiciables et de la société si tous les actes de procédure accomplis sous la loi ancienne pouvaient être anéantis d'un coup par la promulgation de la loi nouvelle.

LECON N°4

CHAP 3. L'EMPIRE DE LA LOI PENALE DANS L'ESPACE

Le problème qui se pose ici est de déterminer la loi applicable lorsqu'une personne auteur de l'infraction se trouve lors des poursuites dans un pays autre que celui du lieu du crime ou lorsque l'infraction se réalise en plusieurs territoires différents (càd l'infraction commencée sur un territoire s'est achevée sur un autre) ou encore lors que l'infraction commise à l'étranger lèse néanmoins les intérêts d'un Etat déterminé. Faut-il appliquer la loi nationale ou étrangère? Pour y répondre deux principaux systèmes sont d'application.

§1. SYSTEME DE LA TERRITORIALITE DE LA LOI PENALE

Selon ce système, la loi pénale s'applique à tous les individus quelle que soit leur nationalité qui ont commis une infraction sur le territoire du pays dans lequel cette loi est en vigueur.

L'Etat qui adopte ce système renonce à la répression des infractions commises en dehors de ses frontières nationales mais se réserve le droit d'appliquer sa législation pénale à tout individu national ou étranger qui se rend coupable de la commission d'une infraction.

NB. C'est ce système qui est d'application chez-nous (art 6 CPR)

A. Justification de ce système

1. C'est sur son propre territoire que l'Etat exerce efficacement son autorité car il peut y recourir à la contrainte qui caractérise le droit;
2. L'ordre public a été troublé dans l'Etat du lieu de la commission de l'infraction et pas ou très peu dans un autre;
3. Enfin du point de vue pratique, les preuves de l'infraction sont d'accès plus facile au lieu de la commission de l'infraction tandis que l'erreur judiciaire nous menace s'il faut les chercher de loin !

B. Critiques

L'adoption pure et simple du système de territorialité recèle certains dangers.

1. Il n'est plus vrai de dire aujourd'hui que l'ordre public n'est troublé qu'au lieu de la commission de l'infraction. Certaines infractions pour l'Etat sont dirigées à partir de l'étranger (ex. le cas du faux monnayage (émission de faux billets) ou de l'atteinte à la sûreté de l'Etat). Dans des cas pareils rien ne permet de dire que l'Etat ne pourrait pas appliquer sa législation pénale aux faits qui ont été commis à l'étranger; il lui suffirait d'attendre que celui qui a commis l'infraction à l'étranger foule son territoire pour le punir. Par ailleurs, les difficultés de preuve peuvent être surmontées grâce à une bonne coopération pénale entre les Etats (commissions rogatoires).
2. A nos yeux, le plus grand défaut de ce système est celui d'encourager la criminalité internationale. En effet, au regard de ce système, celui qui aura commis une infraction sur un territoire ne relevant d'aucune souveraineté comme la haute mer ne sera pas puni ! C'est à cause de ces inconvénients que d'autres Etats adoptent le système d'universalité.

§2. SYSTEME DE L'UNIVERSALITE

Ce système donne au juge du lieu d'arrestation le pouvoir de juger toutes les infractions quel que soit le lieu de leur commission sans égard à la nationalité du délinquant.

A. Justification de ce système

Une infraction reste une infraction et porte atteinte plus au droit qu'à un pays déterminé.

B. Critiques

Ce système d'universalité présente quelques inconvénients :

1. Il suppose que l'Etat soit suffisamment outillé pour s'informer de toute activité criminelle se déployant tant sur son propre territoire qu'à l'étranger; ce qui n'est pas facile;
2. En l'absence d'une véritable coopération internationale, il conduit aux erreurs judiciaires parce que les moyens de preuve restent éloignés et d'accès difficile;
3. Ce système conduit souvent aux conflits entre Etats réclamant le même individu et celui-ci (individu) risque de faire l'objet de plusieurs jugements (parfois contradictoires) sur les mêmes faits.

Remarque

Devant les inconvénients de l'un et l'autre de ces deux systèmes principaux, la plupart des Etats évitent de les appliquer purement et simplement. D'où l'existence des systèmes mixtes qui présentent dans certaines proportions les caractères de l'un et l'autre de ces deux systèmes principaux.

Exemples :

- systèmes de la personnalité (active ou passive) pure
- système de territorialité à l'intérieur, et personnalité active à l'extérieur des frontières;
- système de territorialité à l'intérieur, personnalité passive à l'extérieur etc.....

§3. L'EXTRADITION

La dimension internationale qu'acquiert la criminalité fait que le combat contre celle-ci ne peut réussir sans une grande collaboration entre les Etats. Cette collaboration trouve son expression la plus importante dans l'extradition.

A. Définition

L'extradition est une procédure d'entraide répressive internationale par laquelle un Etat appelé (Etat requis) accepte de livrer un délinquant qui se trouve sur son territoire d'un autre Etat (Etat requérant) pour que ce dernier puisse juger cet individu ou s'il a déjà été jugé et condamné pour lui faire subir la peine.

L'extradition se base juridiquement sur les traités que les Etats concluent entre eux afin de se livrer mutuellement (principe de réciprocité) les délinquants les plus dangereux.

B. Les conditions d'extradition

1. L'extradition est accordée sur demande de l'Etat requérant.
2. Il doit exister entre les deux Etats une convention d'extradition;
3. L'individu qui fait l'objet de la demande d'extradition doit être auteur, co-auteur ou complice d'une infraction consommée ou tentée que l'Etat requérant a la compétence de réprimer.
4. Il faut que les faits punissables revêtent une certaine gravité et soient punissables à la fois par les législations de l'Etat requis et de l'Etat requérant. (Principe de la double incrimination).
5. L'infraction commise doit être une infraction de droit commun à l'exclusion des infractions politiques (droit d'asile) et militaires.

NB : L'Etat ne peut pas extrader ses propres nationaux.

La procédure d'extradition, présente une phase judiciaire, diplomatique et politique.

LECON N°5

TITRE II: L'INFRACTIONCHAP 1. DEFINITION ET ELEMENTS DE L'INFRACTIONSection 1. : Définition

L'infraction est tout comportement prohibé par la loi et sanctionné par une peine. Ce comportement peut consister en une action (acte positif) ou en une omission ou abstention. Nous dirons donc que l'infraction est toute action ou omission défendue par une loi et pour laquelle il est prévu une peine.

Section 2. : Les éléments de l'infraction

On appelle les éléments constitutifs de l'infraction ceux qui, lorsqu'ils sont mis ensemble, réalisent une infraction déterminée et la distingue ainsi d'autres infractions voisines : il s'agit de :

- l'élément légal;
- l'élément matériel;
- l'élément moral.

§1 L'ELEMENT LEGAL DE L'INFRACTION

C'est la disposition légale (le texte de loi) qui prévoit cette infraction.

§2. L'ELEMENT MATERIEL DE L'INFRACTION

On ne peut jamais punir quelqu'un pour avoir uniquement songé ou projeté de commettre l'infraction. Il faut plutôt qu'il ait au préalable affiché une action ou omission défendue par la loi.

Le Droit Pénal n'incrimine pas les seules intentions coupables tant qu'elles n'ont pas encore été matérialisées dans les actes extérieurs apparents.

On appelle donc l'élément matériel de l'infraction, l'action ou l'omission qui constitue le corps même de cette infraction.

§3. L'ELEMENT MORAL DE L'INFRACTION

C'est le motif d'ordre psychologique (intellectuel ou sentimental) qui a poussé l'auteur de l'infraction à la commettre.

L'élément moral de l'infraction se présente sous deux aspects :

- le dol
- la faute pénale

a) Le dol

Le dol consiste dans l'intention coupable ou la volonté de commettre l'infraction. Il donne naissance aux infractions intentionnelles.

b) La faute pénale

C'est toute négligence, imprudence ou défaut de précaution qui conduit à l'infraction alors que l'auteur n'en avait pas l'intention délibérée. Elle donne naissance aux infractions non-intentionnelles.

Remarque

Il existe des infractions dites "Matérielles" ou contraventionnelles qui sont établies indépendamment (ou mieux abstraction faite) de leur élément moral. Nous disons "dites" parce qu'on a pensé dans un premier temps que ces infractions n'avaient pas d'élément moral et qu'elles se réduisaient à l'élément matériel.

L'infraction est dite matérielle lorsque dans son libellé, la loi n'indique pas que l'élément moral en est soit le dol, soit l'imprudence. La loi rest muette à ce propos parce que l'élément moral ne lui importe pas. Que l'on ait commis l'infraction intentionnellement ou non peu importe.

Exemples

- Port illégal des insignes d'un ordre auquel on n'appartient pas
- Rupture de ban (fait pour quelqu'un de retourner sans autorisation dans un lieu où il a été chassé...)
- Bris des scellés
- Inexécution d'un ordre reçu (et le non respect (violation) des consignes)
- Abandon de poste

N.B. Pour découvrir les infractions dites matérielles, il y a une seule voie : considérer si la loi exige un dol, une négligence ou pas.

LECON N°6

CHAP. 2. CLASSIFICATION DES INFRACTIONS

La classification des infractions peut-être fondée sur différents critères : nous pouvons distinguer :

A. La classification des infractions quant à leur gravité

On distingue à cet effet :

- 1) Les crimes
- 2) Les délits
- 3) Les contraventions

- 1) Punies d'une peine de 5 ans de prison à la peine de mort
- 2) Punies d'une servitude pénale de 2 mois à 5 ans
- 3) Punies d'une servitude pénale inférieure ou égale à 2 mois et d'une amende de 2000 fr ou l'une de ces peines seulement.

B. Classification des infractions quant à leur DUREE

On distingue les infractions instantanées dont la consommation se réalise en un instant (ex. vol)

* Les infractions dont la consommation est échelonnée sur une durée plus ou moins longue (Ex. : Détention illégale des armes).

C. Quant à leur NATURE

Nous avons d'une part les infractions des droits communs et d'autre part les infractions politiques et militaires.

Importance de cette distinction : c'est au niveau de la répression.
Conséquences civiles de l'infraction = léser les intérêts de quelqu'un.

LECON N°7

CHAP.3. LE CONCOURS D'INFRACTION

Définition: On parle de concours d'infractions lorsqu'au moment des poursuites l'accusé est poursuivi à la fois pour plusieurs infractions dont aucune n'a encore fait l'objet d'une condamnation pénale.

On distingue deux types de concours :

Section I. Concours idéal d'infraction (Art92 CPR)

Il y a concours idéal lorsqu'un sur même fait peut donner naissance à plusieurs infractions ou lorsque l'action comprend des faits constituant des infractions distinctes mais unies entre elles comme procédant d'une intention délictueuse unique. (Ex. Meurtre d'un sentinelle en vue de faciliter le vol).

Section 2. Le concours matériel (Réal)

Il y a concours réel lorsque les faits distincts sur le plan matériel se sont succédés et ont constitués des infractions indépendantes. (Ex. vol, meurtre, la diffamation commise successivement mais pour lesquelles l'auteur a été poursuivi en même temps).

Section 3. La répression du concours d'infractions

§ 1. LA REPRESSION DU CONCOURS IDEAL

Lorsque les infractions sont en concours idéal, on applique la peine la plus forte. (Ex. i1, i2, i3) c'est-à-dire : celle prévue pour l'infraction la plus importante.

Ex: Meurtre et vol en concours idéal meurtre

S.P à perpétuité

Vol 2 à 5 ans de prison : on applique la peine la plus forte.

§2. LA REPRESSION DU CONCOURS MATERIEL

On fait la somme des peines prononcées pour toutes les infractions en respectant les limites prévues par l'article 94 du code pénal rwandais.

1. La peine de mort et l'emprisonnement à perpétuité absorbent de droit toute peine privative de liberté.

2. Le total des peines cumulées d'emprisonnement temporaire et d'amende ne peut pas dépasser le double du maximum des peines les plus fortes prévues pour l'une ou l'autre des infractions retenues contre les condamnés.

LECON N°8

CHAP 4. LE PROCESSUS CRIMINEL

Entre le moment où l'accusé projette de commettre l'infraction et celui où il commet effectivement il y a plusieurs étapes :

- Etape du projet (le projet de commettre l'infraction)
- La recherche des moyens nécessaires à sa réalisation
- L'exécution proprement dite de l'infraction.

Notons que l'exécution de l'infraction elle aussi peut être constituée de plusieurs actes qui se succèdent dans le temps.

Or l'auteur de l'infraction jusqu'à la réalisation du résultat qu'il recherche mais il y a des moments où il ne parvient pas au résultat soit parce que son infraction a été interrompue dans son exécution, soit encore parce que l'exécution complète de l'infraction a raté le résultat à cause d'une circonstance indépendante de la volonté de l'agent.

La question ici est de savoir si l'on ne pourra punir que celui qui a complètement exécuté l'infraction jusqu'à la réalisation du résultat, ou si l'on punira toute personne ayant posé un des actes d'exécution de l'infraction même s'il n'est pas allé jusqu'au résultat.

La législation rwandaise comme beaucoup d'autres estime que dans certains cas, une personne peut être punie alors qu'elle n'a pas pu achever les actes de consommation (finalisation) de l'infraction. C'est ce qu'on appelle la tentative punissable.

C'est ce cas notamment où une personne a interrompu les actes d'exécution de l'infraction à causes des circonstances indépendantes de sa volonté ou encore lorsque tous les actes d'exécution nécessaires à la réalisation du résultat ont été accomplis mais le résultat n'est pas survenu à cause des circonstances une fois de plus indépendantes de la volonté de l'auteur.

Dans les deux cas, il est évident que l'auteur doit être puni, parce que son intention coupable demeure même si le résultat n'a pas eu lieu.

Section 1. Définition de la tentative punissable Art 21 CPR

"Il y a tentative punissable lorsque la résolution de commettre l'infraction a été manifestée par des actes extérieurs non équivoques, formant commencement d'exécution et qui devant avoir pour conséquence directe et immédiate de consommer l'infraction n'ont été suspendus ou n'ont manqué leur effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur".

Il ressort de cette disposition qu'il existe 2 types de tentatives punissables.

- le délit tenté
- le délit manqué

§ 1. L'INFRACTION TENTÉ

Il y a délit tenté ou infraction tentée lorsque l'exécution des actes matériels qui consomment l'infraction est suspendue par suite des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur.

Conditions de l'infraction tentée

Pour qu'il y ait infraction tentée il faut :

1. La résolution de commettre une infraction déterminée
2. Des actes extérieurs constituant un commencement d'exécution de l'infraction projetée.
3. L'absence du désistement volontaire.

Remarque : Il ne faut pas confondre les actes préparatoires et les actes de commencement d'exécution. Les actes préparatoires sont ceux relatifs à la recherche des moyens qui serviront à la réalisation de l'infraction ou ceux qui tracent le cadre dans lequel va se réaliser l'infraction.

Section 2. Infraction manquée

L'infraction manquée diffère de l'infraction tentée en ce sens que les actes extérieurs n'ont pas été interrompus.

Tous les actes incriminés par la loi ont été complètement exécutés, cependant le résultat n'a pas été atteint par suite d'une circonstance fortuite.

Le délit manqué remplit deux conditions :

- l'accomplissement de tous les actes d'exécution
- l'échec de ces actes non imputables à l'agent.

Section 3. La répression de la tentative

La tentative est punie comme l'infraction consommée (voir art 24 CPR)

LECON N°9

CHAP 5. LA PARTICIPATION CRIMINELLE

L'infraction peut être l'oeuvre d'une ou de plusieurs personnes et c'est dans ce dernier cas que l'on parle de la participation criminelle. Dans cette hypothèse, il convient de voir l'importance de la participation de chaque personne.

Il existe des personnes dont la participation a été si déterminante pour la réalisation de l'infraction au point que sans leur concours, l'infraction n'aurait pas été possible. Ce sont des co-auteurs.

Pour d'autres par contre, leur participation a été utile mais pas indispensable. C'est-à-dire, en d'autres termes que même sans leur concours l'infraction aurait été possible: ce sont les complices. La participation criminelle se présente sous deux aspects :

- la complicité
- la corréité

et le code pénal doit déterminer les actes de corréité et ceux de complicité.

§1. LA PARTICIPATION CRIMINELLE DANS LE CODE PENAL RWANDAIS

La participation criminelle en droit rwandais est prévu par les articles 89, 90 et 91 CPR.

L'article 90 définit l'auteur et le (s) co-auteur (s).

L'article 91 définit les complices.

Notons que le code pénal rwandais ne fait pas de distinction terminologique de "l'auteur" et des "co-auteurs". On parle simplement des auteurs pour tous.

Art 90 "Sont considérés comme auteurs ceux qui auront exécutés l'infraction ou auront coopéré directement à son-exécution".

Art 91 "Sont considérés comme complices :

- 1) ceux qui par, dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir machinations ou artifices coupables auront directement provoqué à cette action ou auront donné des instructions pour la commettre;
- 2) Ceux qui auront procuré des armes, des instruments ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir;
- 3) Ceux qui auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action, dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée ou dans ceux qui l'auront consommée;
- 4) Ceux qui, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publiques, soit par des écrits, des imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publiques, soit par des placards ou affiches, exposés aux regards publics, auront directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre cette action, sans préjudice des peines prévues contre les auteurs de provocation à des infractions, même dans le cas où les provocations ne seraient pas suivies d'effets.
- 5) Ceux qui ont recelé ou aidé des malfaiteurs dans les conditions prévues à l'art 257 du présent code.

§ 2. CONDITIONS DE LA PARTICIPATION CRIMINELLE

Pour qu'il y ait participation criminelle il faut :

- l'existence d'une infraction principale
- un acte de participation (soit de complicité ou de corréité) c'est-à-dire un de ceux prévus aux articles 90 et 91.
- l'existence de l'élément moral

A. L'infraction principale

La participation à un acte est punissable lorsque elle vise à aider ou à faciliter la commission de l'infraction.

Cette infraction peut être consommée ou une simple tentative punissable.

N.B. : Les co-auteurs et complices peuvent être punis même si l'auteur principal ne l'est pas à cause de certaines raisons qui lui sont propres. En d'autres termes les co-auteurs et complices peuvent être punis même si la loi exonère l'auteur principal à cause de certaines circonstances dont il jouit seul.

B. Un acte de participation criminelle

Pour qu'il y ait participation criminelle il faut qu'il y ait l'un des actes prévus par les articles 90 et 91 du CP, 90 (les actes de corréité), 91 (les actes de complicité).

C. L'élément moral de la participation criminelle

Celui qui participe à l'infraction (co-auteur ou complice) doit agir sachant bien que ses actes visent l'exécution de l'infraction ou alors facilitent l'exécution de celle-ci.

Remarque : Il faut éviter de confondre la participation criminelle (qui est une modalité des infractions) avec les infractions dites plurales. Les infractions plurales sont celles qui se réalisent toujours même à l'état simple, avec les concours de plusieurs personnes.
Ex. 1. Adultère : c'est une infraction qui se commet toujours avec le concours de deux personnes de sexes opposés.
2. L'association des malfaiteurs
3. La corruption (celui qui corrompt et celui qui est corrompu)

N.B. : Cependant même dans ces infractions dites plurales la participation criminelle est possible.

Régime répressif de la participation criminelle

Art 89 " Les complices d'une infraction sont passibles des mêmes peines que les auteurs même de l'infraction, sauf dans les cas où la loi en dispose autrement. Ils peuvent être poursuivis même si l'action publique ne peut pas être exercée contre l'auteur pour des causes qui sont personnelles à celui-ci, telles que la chose jugée, la mort, la démence, la non identification.

LECON N° 10

CHAP 6. LA PRESCRIPTION

§1. DEFINITION

La prescription est l'extinction de l'action publique (poursuite) ou de la peine qui résulte de l'écoulement d'un certain laps de temps. En d'autres termes c'est une durée prévue par la loi au delà de laquelle la justice n'a plus le droit de poursuivre l'auteur de l'infraction, ou de lui appliquer les peines qui ont été prononcés contre lui s'il a déjà été condamné.

§2. FONDEMENT DE LA PRESCRIPTION

Cette impunité fondée, sur l'écoulement du certain laps de temps est justifiée par le fait que après une durée plus ou moins longue, certaines traces de l'infraction ont disparu et il y a ainsi risque d'appliquer au coupable des peines qui ne sont pas proportionnelles aux faits commis ou de punir celui qui n'est pas le vrai coupable.

Par ailleurs en ce qui concerne la prescription de la peine, à un certain, moment, après l'écoulement d'une certaine durée, sans que la peine prononcée ait été appliquée ceux qui attendaient la condamnation effective du coupable désespèrent et n'y trouvent plus aucun intérêt.

D'une façon générale qu'il s'agisse de l'action publique ou de la peine la prescription vise à

mettre en alerte tous ceux qui sont chargés de la poursuite ou de la condamnation des coupables afin qu'ils agissent en toute célérité sans quoi ils se verraient privés du droit de poursuivre ou de punir le délinquant. Il existe deux sortes des prescriptions :

- prescription de l'action publique
- prescription des peines

A. Prescription de l'action publique (Art 11)

"L'action publique résultait d'une infraction, se prescrit :

- 1) Par dix années révolues pour les crimes;
- 2) Par trois années pour les délits;
- 3) Par une année révolue pour les contraventions".

Le point de départ de la prescription de l'action publique

Art 112 " En matière d'infractions instantanées la prescription court du jour où tous les éléments constitutifs de l'infraction sont réunis.

Alinéa 2 : En matière d'infractions continues, la prescription courent du jour ou l'état délictueux à cesser.

Alinéa 3 : Lorsque plusieurs faits constituent l'exécution d'une même intention délictueuse, la prescription court du jour où le dernier fait a été commis.

NB. : Il existe des infractions imprescriptibles

- Génocide
- Piraterie
- Crime contre l'humanité

B. La prescription de la peine

Art 117: Les peines d'amende de moins de 500 F se prescrivent par deux années révolues. Et les peines de 500 F et plus se prescrivent par trois années révolues.

Art 118 : Les peines d'emprisonnement égales ou inférieures à 8 ans se prescrivent par un délai double de la durée de la peine prononcée sans que ce délai soit inférieur à trois années.

Aliné 2 : Les peines d'emprisonnement supérieures à 5 ans et la peine de mort se prescrivent par 20 années révolues.

LECON N°11

TITRE III. LA PEINECHAP. I. CARACTERES ET FONCTIONS DE LA PEINE§1. DEFINITION

La peine est une mesure prise par le juge en conformité avec la loi pénale, contre ceux qui ont violé la loi pénale, mesure qui vise à amener le coupable à réparer ce qu'il a endommagé ou simplement à le faire souffrir en vue de décourager toute autre personne qui tenterait de violer la loi pénale.

L'analyse de cette définition nous amène à considérer les fonctions suivantes de la peine.

§2. LES FONCTIONS DE LA PEINE

Il y a quatre fonctions principales de la peine :

- la fonction de retribution ou d'expiation
- la fonction d'intimidation ou de prévention
- la fonction d'élimination (peine de mort)
- la fonction de réformation, réadaptation, résocialisation

A. La fonction de retribution

Lorsqu'on se base sur cette fonction, la peine se proportionne à la culpabilité du délinquant, c'est-à-dire au dommage qu'il a causé à la société. Ici la peine est considérée comme le salaire de l'infraction du coupable.

B. La fonction d'intimidation

"La crainte du châtement est le commencement de la sagesse. Pour celui qui a déjà commis une infraction et qui a déjà goûté l'amertume de la peine, celui-ci évitera de retomber dans l'infraction. Quant à celui qui n'a pas encore commis une infraction, la fonction d'intimidation signifie qu'il va se garder de ne pas commettre l'infraction pour ne pas être frappé par la peine.

L'intimidation de la peine peut être générale ou spéciale : elle est générale lorsque les individus dans la société c'est-à-dire d'une façon générale évitent de commettre les infractions à cause de la menace de la loi pénale.

Elle est spéciale quand elle s'adresse à un condamné déterminé pour qu'il ne retombe pas dans une activité anti sociale.

C. La fonction d'élimination

Elle consiste à mettre le condamné hors d'état de nuire. La fonction d'élimination proprement dite se retrouve dans la peine de mort. Mais certaines autres peines comme l'emprisonnement à perpétuité ou la rélegation en constituent dans une certaine mesure.

D. La fonction de réformation

La fonction de réformation a pour objet de favoriser l'amendement du délinquant et même de préparer son reclassement social.

§3. DES CARACTERES DE LA PEINE

La peine doit être :

- Légale : pas de peine si elle n'était pas prévue par la loi lors de la commission de l'infraction
- Egale, pour toutes les personnes: la peine est la même si l'infraction a été commise dans les mêmes conditions
- Personnelle: aucune personne ne peut être punie pour une infraction commise par une tierce personne
- Exécutée en respectant les droits fondamentaux de l'homme (manger, se vêtir).

LECON N°12

CHAP 2. LES PEINES AU CODE PENAL RWANDAIS

Le code pénal Rwandais prévoit 7 peines qui sont :

1. La peine de mort
2. L'emprisonnement (à perpétuité ou à temps)
3. L'amende
4. La confiscation spéciale
5. L'interdiction de séjour et l'obligation de séjour
6. La mise à la disposition du gouvernement
7. La dégradation civique

La classification des peines du C.P.R.

On distingue :

- les peines principales (les 3 premières)
- les peines accessoires (la contrainte, 4 dernières)
- les peines subsidiaires (la contrainte par corps, la servitude pénale subsidiaires à l'amende).

LECON N°13

CHAP 3. LES CAUSES DE LA VARIATION DE LA PEINEIntroduction

Chaque fois que la loi prévoit une infraction, elle doit lui attribuer une peine déterminée. Mais il existe des moments où en tenant compte des circonstances dans lesquelles l'infraction a été commise, on est obligé soit de diminuer, soit d'augmenter la peine prévue pour l'infraction simple.

Section 1. Les causes d'atténuation de la peine

Parmi les causes d'atténuation de la peine certaines sont légales c'est-à-dire prévues par la loi, alors que les autres sont l'oeuvre du juge.

Les causes légales d'atténuation de la peine en droit pénal rwandais sont :

- la minorité prévue à l'art 77 du C.P.R.
- la provocation prévue à l'art. 78 excuse de minorité (réduire la peine) (14 moins de 18 ans).

Les causes d'excuse atténuantes.

Art 77 "Lorsque l'auteur ou le complice d'une crime ou d'un délit était âgé de plus de 14 ans et de moins 18 ans au moment de l'infraction les peines seront prononcées ainsi qu'il suit s'il doit faire l'objet d'une condamnation pénale :

- s'il a encouru une peine de mort ou l'emprisonnement à perpétuité, il sera condamné à une peine de 10 à 20 ans d'emprisonnement;
- s'il a encouru une peine d'emprisonnement (à temps) ou une peine d'amende, les peines qui pourront être prononcées contre lui, ne pourront s'élever au dessus de la moitié de celles auxquelles il aurait été condamné, s'il avait eu 18 ans".

Art 78 " Pour les crimes et délits le juge relève dans les faits de la cause, (constituant de procès) s'il y a lieu les éléments qui consistent la provocation de la victime et qui rendent l'infraction excusable.

En dehors de la minorité et de la provocation toutes les autres circonstances dont le juge peut prendre en compte pour atténuer la peine sur sa propre appréciation sont dites circonstances atténuantes.

Remarque Parmi les causes d'atténuation de la peine on classe (situe) également la cause d'excuse absolutoire. Une cause d'excuse absolutoire est une circonstance prévue par la loi dont le juge tient compte pour effacer complètement la peine. Cette définition nous montre que la cause d'excuse absolutoire n'est pas en réalité une cause de la peine ce n'est que par commodité de variation pédagogique qu'elle peut être étudiée dans cette partie.

Exemple d'une cause d'excuse absolutoire Art 257 alinéa 2

"..... échappent à ces dispositions (dispositions relatives au recel des malfaiteurs) le conjoint, les parents ou aliés de l'auteur du crime ou du délit jusqu'au 4ème degré inclusivement".

Section 2 . Les circonstances aggravantes

Les causes d'aggravation de la peine doivent être toujours prévues par la loi.

Une circonstance aggravante est tout fait ou événement accidentel retenu par la loi et dont elle tient compte pour commuer une peine plus forte que celle qu'elle attache à l'infraction prise à l'état simple.

Les faits constitutifs des circonstances aggravantes sont multiples. On peut citer :

- la qualité de l'auteur ou celle de la victime
- les conséquences ou résultat de l'infraction
- le temps dans lequel l'infraction a été commise
- les moyens utilisés pour la commettre etc... (vol à mains armées)

CHAP 4. LES CAUSES D'EXTINCTION DE LA PEINE

Il existe quatre causes d'extinction de la peine.

On appelle cause d'extinction de la peine des circonstances qui comme l'indique leur nom, éteignent ou effacent complètement la peine. Il s'agit notamment de :

- 1) L'exécution complète de la peine
- 2) La mort du condamné
- 3) La prescription (de la peine)
- 4) La grâce présidentielle
- 5) L'amnistie (parlement) (législative)

LECON N°14

TITRE IV . LES CAUSES DE JUSTIFICATION

Définition : On appelle causes de justification des faits qui sont attachés soit à la personne même de l'auteur, soit à l'infraction et dont l'existence contraint le juge d'absoudre complètement l'auteur c'est-à-dire de l'exempter de toute peine parce que l'élément moral (faisant défaut) . Il existe deux sortes de causes de justification :

- des causes de justification objectives
- des causes de justification subjectives

CHAP 1. DES CAUSES DE JUSTIFICATION OBJECTIVES

Les causes de justification objectives sont attachées à l'infraction elle-même et se rapportent souvent à la façon ou aux circonstances dans lesquelles l'infraction a été commise.

On distingue trois sortes de causes de justification objectives :

- l'ordre de la loi et le commandement de l'autorité légitime
- l'état de nécessité
- la légitime défense

§1. L'ORDRE DE LA LOI OU LE COMMANDEMENT DE L'AUTORITE LEGITIME

Il existe des moments où une personne peut commettre une infraction sans l'avoir décidée de son propre chef, mais plutôt parce que l'infraction est le résultat de l'exécution de l'ordre qu'il a reçu de l'autorité habilitée à cet effet.

Dans ce cas, la personne qui a commis l'infraction pourra bénéficier d'une cause de justification.

Il en est de même lorsque la personne a commis l'infraction sur ordre ou permission de la loi (un cas très rare).

§2. L'ETAT DE NECESSITE

- a) Définition : Il y a état de nécessité lorsqu'une personne se trouve dans une situation telle que pour sauvegarder un intérêt supérieur il n'a pas d'autres ressources que de commettre l'infraction.
- Ex. 1) Quelqu'un qui vole la nourriture parce que il vient de faire trois jours sans manger.
- 2) L'avortement thérapeutique

b) Conditions de l'état de nécessité

Pour invoquer l'état de nécessité il faut que :

- l'intérêt protégé soit supérieur ou égal à l'intérêt sacrifié
- l'intérêt protégé soit menacé d'un danger présent ou imminent.

Par conséquent, on ne peut pas invoqué l'état de nécessité si le danger était éloigné ou passé.

Remarque : Le danger doit être réel et grave.

- La commission de l'infraction doit être l'unique moyen d'éviter ce danger imminent.

§3. LA LEGITIME DEFENSE

Définition: Elle consiste dans l'emploi de la violence pour repousser une agression injuste et imminente c'est-à-dire qui se commet ou qui est sur le point de se commettre.

Les conditions de la légitime défense :

Pour invoquer valablement la légitime défense, les conditions suivantes doivent être respectées :

- 1) L'attaque doit être actuelle et imminente sinon vous avez tendance de l'éviter.
En effet, lorsque l'attaque n'est pas actuelle ou rapprochée dans le temps, celui qui est agressé à l'occasion de l'éviter et de faire recours aux autorités compétentes en vue de sa protection.
- 2) L'agression doit être injuste
- 3) La défense ou la riposte doit être le seul moyen de se protéger contre l'agression
- 4) L'agression doit être dirigée contre les personnes
- NB: La riposte du défenseur lui-même ou alors d'autres personnes
- 5) La riposte (lég. déf.) doit être proportionnelle à l'agression.

N.B. Il existe une certaine similitude entre la légitime défense et l'état de nécessité. En effet la légitime défense apparaît comme un état de nécessité particulier où l'intérêt protégé est la vie de la personne attaquée et l'intérêt à sacrifier est la vie ou l'intégrité physique de l'agresseur.

CHAP 2. LES CAUSES DE JUSTIFICATION SUBJECTIVES OU CAUSES DE NON-IMPUTABILITE

Définition : Les causes de justification subjectives sont celles qui sont liées à la personne même de l'auteur de l'infraction.

Le Droit Pénal moderne ne punit pas automatiquement chaque fois qu'il y a commission de l'infraction avant d'examiner si celui-ci avait une volonté saine lorsqu'il posait ses actes. Si la volonté de l'auteur était entachée d'un certain vice (défaut) au moment de la commission de l'infraction (la folie, l'éthylisme, la minorité d'âge, un traumatisme psychologique), dans ce cas l'auteur ne sera pas puni.

Toute cette diversité des causes de justification subjectives peut être classée en trois points :

- 1) La contrainte
- 2) La démence et ses états voisins
- 3) L'ignorance

§1. LA CONTRAINTE

La notion de contrainte est difficile à expliquer toute fois elle exprime toute cause externe à l'auteur qui l'amène à commettre l'infraction contre sa volonté sous la menace d'un mal physique ou moral.

Ex : Une femme commet l'adultère parce qu'elle y était contrainte en refusant on allait tuer son mari ou son fils.

§2. LA DEMENCE ET SES ETATS VOISINS

La démence est une déficience mentale congénitale ou acquise. Les états voisins de la démence sont l'éthylisme, la minorité d'âge.

L'éthylisme c'est l'ivresse résultant de l'alcool ou de tout autre produit pouvant perturber d'une façon passagère le fonctionnement normal du cerveau.

§3. L'IGNORANCE

Il existe deux sortes d'ignorance :

- l'erreur grossière
- l'erreur invincible

- Une erreur grossière est une erreur grave qui ne peut pas être commise par un homme ordinaire.
- Une erreur invincible (qu'on ne peut pas vaincre) est une erreur normale dans laquelle toute personne peut tomber. Seule l'erreur invincible peut constituer une cause de justification subjective. L'erreur grossière ne peut pas constituer une cause de justification parce qu'elle relève de l'imprudence de l'auteur.

AK
les fin out fin real
reasons are above

RURANGIRWA Théopiste
C/O LOGISTIC-CMC

Le 02.08.95.

Monsieur le Chef du Personnel
Local, MINUAR-KIGALI. *4/8*

Objet: Demande de transfert.

Monsieur,

Par la présente, je voudrais
solliciter un transfert dans d'autres services de la MINUAR situés à KIGALI.

En effet, Monsieur, ma demande
est motivée par des raisons de convenance personnelle.

Espérant une suite favorable à
ma requête, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

C.I: Monsieur Gilles Brière
C C M / TRAFIPRO.

RURANGIRWA Théopiste.

Real.



INTEROFFICE MEMORANDUM

Date: 4 August 1995
To: Mr. Gilles Brière
CCM
From: Kimso Nilsvang
CCPO
Subject: Requests of transfer from Mr. T. Rurangirwa
and Ms. V. Mukantabana

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Kimso Nilsvang', is written over the 'From' field of the memorandum.

I have just received requests ~~of~~ transfer from the two locally recruited staff members of your office.

I would appreciate receiving your written approval concerning these transfers.

Thank you for your cooperation.

PROJET DE FORMATION DES AGENTS DE LA POLICE COMMUNALE

I. OBJET:

Assister le Gouvernement d'Union Nationale à Base Elargie du Rwanda pour la formation d'agents de Police en vue de renforcer la sécurité dans les communes.

II. ORGANISATION

- 1) Type de formation: Elèves agents de Police.
- 2) Lieux de formation: Chefs lieux de préfecture. Choix du site: laissé à l'appréciation des autorités locales.
- 3) Effectif: Contingents de 50 sur la base de 10 agents par Commune.
- 4) Durée de la formation: 12 semaines réparties ainsi qu'il suit:
 - 8 semaines de cours théoriques;
 - 1 semaine de formation pratique;
 - 1 semaine de révision;
 - 2 semaines d'examen.
- 5) Qualifications.

Les agents à l'issue de la formation doivent être aptes à:

 - mettre en oeuvre les techniques de maintien de l'ordre;
 - assurer la garde des points sensibles;
 - recevoir les plaintes et déclarations;
 - procéder aux constatations d'infractions;
 - accomplir les missions de Police administrative et de circulation routière (Police de roulage);
 - rechercher et exploiter les renseignements relatifs à l'ordre public et à la sécurité.
- 6) Programme: Le programme de formation est joint en annexe.
- 7) Aptitudes requises pour les candidats:
 - être en mesure de:
 - lire et écrire couramment dans l'une des langues reconnues officielles au Rwanda;

VI. MODALITES

Dès approbation du projet par les autorités compétentes Rwandaises, les élèves agents après leur mise en conditions seront regroupés pour la formation aux lieu et date prévus.

Le Chef de l'Equipe de la Police Civile des Nations Unies de la préfecture, réglera en rapport avec le Préfet toutes les questions d'ordre matériel et organisationnel.

NOTE SUR LE PROGRAMME MISE A JOUR D'ASSISTANCE

POUR LA POLICE RWANDAISE

I. INTRODUCTION

La guerre civile d'Avril 1994, qui a ébranlé tous les services administratifs n'a pas épargné la Gendarmerie Nationale ni la Police Communale. Les deux forces de sécurité étaient directement impliquées dans cette tragédie.

Au lendemain des événements, il y a eu des besoins croissants de sécurité publique et de police judiciaire. C'est pourquoi, il est nécessaire pour les autorités Rwandaises de redynamiser les deux Forces de Polices en leur attribuant des ressources matérielles et humaines nécessaires pour l'accomplissement de leurs tâches.

Les besoins de la Gendarmerie Nationale et de la Police Communale sont énormes et exigent une assistance de la Communauté Internationale.

II. DETAIL DE L'ASSISTANCE DE LA MINUAR.

A. Formation

Le programme d'assistance pour la nouvelle force de Police du Rwanda a débuté en Août 1994 suivant la demande du Gouvernement de l'Unité Nationale. A cette époque le Gouvernement sollicitait la formation de 6.000 Gendarmes et 1.500 Policiers Communaux.

A cette date, 403 gendarmes dont cinq officiers ont été formés en deux phases et la troisième phase de formation pour 515 nouveaux gendarmes est en exécution à l'Ecole Nationale de Gendarmerie de Ruhengeri.

Quant à la formation de la Police Communale, contrairement à la Gendarmerie, cette formation n'a pas encore commencé à cause du manque d'infrastructure et d'équipement.

Toutefois la formation ~~devra~~ commencer au début d'octobre, aussitôt que seront achevés les travaux de rénovation du ~~Centre~~ de Formation.

Présentement, le Directeur de la Police Communale de même que le Directeur de l'Ecole de Police Communale ont été nommés. Le site choisi pour cette école se trouve à Gishari à 50 km à l'Est de Kigali.

De plus, le CIVPOL a préparé tous les documents nécessaires et a nommé des instructeurs pour cette formation.

Au cours de cette formation, des cours professionnels et juridiques seront dispensés pour donner aux étudiants gendarmes et officiers, les connaissances leur permettant de s'acquitter efficacement de leur tâches. De plus, les étudiants recevront des cours militaires, physiques et sportifs.

Le programme révisé à cours terme se présente comme suit:

- 515 gendarmes en cours de formation jusqu'en décembre d'une durée de 12 semaines comptent 100 instructeurs parmi eux.
- La formation de 2,250 Officiers de Police Communaux recrutés en groupes successifs de 750 personnes chacun pour une période de 13 semaines à partir de Septembre 1995.
- La formation du dernier contingent sera suivi par celle de 50 instructeurs.

B. Assistance Consultative

Le CIVPOL va fournir son assistance consultative à l'Etat Major ainsi qu'à la Direction Générale de la Gendarmerie en tenant en leur disposition des spécialistes en préparation de documents concernant la restructuration et la détermination des besoins opérationnels des deux corps de Gendarmerie et de la Police Communale.

C. Assistance Matérielle

La MINUAR va soutenir la formation en cours en fournissant le matériel pédagogique et en réhabilitant les sites des centres de formation. Dernièrement la MINUAR a reçu du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la contribution d'un montant de 350.000,00 de Dollars Américains destinés au programme de formation de la Gendarmerie Nationale ainsi qu'un montant de 400.000,00 de Dollars Américains pour le programme de formation de la Police Communale; les deux montants seront accordés par le Fonds en dépôt des Nations Unies pour le Rwanda.

CONCLUSION

L'assistance à la Police Rwandaise se concrétise en plusieurs domaines, tels que la formation, l'assistance matérielle et l'assistance consultative. Les éléments de bases de 403 gendarmes déjà formés sont déployés à travers le pays. On compte atteindre à la fin du mandat, le nombre de 918 gendarmes et 750 officier de Police Communale. De plus, les deux centres de formations seront réhabilités.

RECOMMANDATIONS ET CONSEILS PRATIQUES ENPRELUDE A LA PRATIQUE DES TECHNIQUES DE POLICE

Il ne s'agit pas, en effet, de développer harmonieusement votre corps, ni de vous spécialiser et vous entraîner comme des athlètes, mais d'entretenir physiquement des fonctionnaires chargés d'une tâche administrative particulière requérant parfois l'emploi de la force.

Les mots-clés sont ici "équilibre physique, discipline des réflexes, diminution des risques, défense rationnelle et économique".

Vous serez souvent devant des situations exigeant l'emploi de la force individuelle ou collective. C'est pourquoi il vous sera dispensé des cours de self-défense ou vous étudierez des ensembles de prises et de parades permettant, le plus simplement possible, de faire face à un danger créé par l'initiative agressive d'un adversaire, armé ou non.

Il s'agira d'apporter une réponse rapide à la question suivante : attaquer ou immobiliser de telle manière, comment se dégager en supprimant le danger et comment reprendre l'avantage?

I. REGLES ESSENTIELLES

1. Devant les dangers d'un combat, adopter une attitude calme et résolue.
2. Afin d'apaiser toute surexcitation, faire quelques inspirations et expirations lentes et profondes.
3. Fixer les yeux de l'adversaire pour mieux prévoir ses intentions.
4. En face d'un individu douteux, se tenir de profil, à environ un mètre de celui-ci, c'est à dire dans une position défensive voisine de la garde.
5. Ne se battre que dans les cas d'urgence extrême, mais si la bagarre est inévitable, attaquer le premier sans perdre cependant de vue que tout n'est pas permis pour vaincre.
6. Eviter toujours de faire saigner l'adversaire.
7. La défense doit être dans toute la mesure du possible proportionnée à l'attaque : ne pas confondre self défense avec Close-Combat.
8. Si l'on tient un individu en respect avec une arme à feu, le menacer à une certaine distance (jamais à bout portant), l'arme tenue près de la hanche.

9. Si l'attaquant s'avance en brandissant un objet quelconque, commencer par lui jeter en direction des yeux tout ce qui peut se trouver sous la main et contre-attaquer aussitôt par coup de pied "direct" dans la région abdominale. En présence d'un individu armé d'un rasoir (couteau), s'entourer l'avant-bras d'un vêtement afin de former un bouclier protecteur.
(Utilisation d'un Tonfa).

10. En poursuivant un individu dangereux, ne pas se tenir directement derrière lui mais légèrement sur son côté. Dans le cas inverse, le laisser se rapprocher à environ deux mètres derrière soi, puis en s'arrêtant brusquement, poser les mains au sol et lancer une ou les deux jambes en ruade pour atteindre le bas ventre.

11. La nuit, éviter de longer les murs (embuscade)

II. LES "ATEMI"

Les "atemi" sont des coups frappés sur certains points vitaux qui peuvent entraîner des lésions plus ou moins graves, la paralysie momentanée d'une partie du corps ou d'un membre, l'évanouissement ou la mort.

L'atemi se combine avec les parades, il prépare "l'enchaînement" ou permet de "conclure" en cas de grave danger. Il doit, pour être efficace, se porter avec le maximum de décontraction, de vitesse et de précision, dans un mouvement "détaché" presque retenu. Le coup ne doit être donné avec toute sa force et sa densité qu'au seul instant de l'impact.

Toutefois notre but n'est pas de blesser l'adversaire, mais de lui causer une certaine douleur visant à détourner, ne serait-ce qu'une fraction de seconde son attention agressive.

L'atemi devra donc être contrôlé et servir surtout de moyen de diversion destiné à faciliter l'enchaînement défensif.

Cet enchaînement pourra se traduire selon le cas par : un dégagement simple, une clé (articulation forcée à contresens) ou une projection (faire chuter l'adversaire).

L'atemi peut être porté avec :

- * La tête : front, occiput.
- * La main : bout des doigts, tranchant, base palmaire
- * Le poing : articulations des métacarpiens et des phalanges, articulations des premières et deuxièmes phalanges, surface cubitale.
- * Le coude, le genou, le pied : pointe, talon, bord interne ou externe du pied.

RECOMMANDATIONS ET CONSEILS PRATIQUES ENPRELUDE A LA PRATIQUE DES TECHNIQUES DE POLICE

Il ne s'agit pas, en effet, de développer harmonieusement votre corps, ni de vous spécialiser et vous entraîner comme des athlètes, mais d'entretenir physiquement des fonctionnaires chargés d'une tâche administrative particulière requérant parfois l'emploi de la force.

Les mots-clés sont ici "équilibre physique, discipline des réflexes, diminution des risques, défense rationnelle et économique".

Vous serez souvent devant des situations exigeant l'emploi de la force individuelle ou collective. C'est pourquoi il vous sera dispensé des cours de self-défense ou vous étudierez des ensembles de prises et de parades permettant, le plus simplement possible, de faire face à un danger créé par l'initiative agressive d'un adversaire, armé ou non.

Il s'agira d'apporter une réponse rapide à la question suivante : attaquer ou immobiliser de telle manière, comment se dégager en supprimant le danger et comment reprendre l'avantage?

I. REGLES ESSENTIELLES

1. Devant les dangers d'un combat, adopter une attitude calme et résolue.
2. Afin d'apaiser toute surexcitation, faire quelques inspirations et expirations lentes et profondes.
3. Fixer les yeux de l'adversaire pour mieux prévoir ses intentions.
4. En face d'un individu douteux, se tenir de profil, à environ un mètre de celui-ci, c'est à dire dans une position défensive voisine de la garde.
5. Ne se battre que dans les cas d'urgence extrême, mais si la bagarre est inévitable, attaquer le premier sans perdre cependant de vue que tout n'est pas permis pour vaincre.
6. Eviter toujours de faire saigner l'adversaire.
7. La défense doit être dans toute la mesure du possible proportionnée à l'attaque : ne pas confondre self défense avec Close-Combat.
8. Si l'on tient un individu en respect avec une arme à feu, le menacer à une certaine distance (jamais à bout portant), l'arme tenue près de la hanche.

9. Si l'attaquant s'avance en brandissant un objet quelconque, commencer par lui jeter en direction des yeux tout ce qui peut se trouver sous la main et contre-attaquer aussitôt par coup de pied "direct" dans la région abdominale. En présence d'un individu armé d'un rasoir (couteau), s'entourer l'avant-bras d'un vêtement afin de former un bouclier protecteur.
(Utilisation d'un Tonfa).

10. En poursuivant un individu dangereux, ne pas se tenir directement derrière lui mais légèrement sur son côté. Dans le cas inverse, le laisser se rapprocher à environ deux mètres derrière soi, puis en s'arrêtant brusquement, poser les mains au sol et lancer une ou les deux jambes en ruade pour atteindre le bas ventre.

11. La nuit, éviter de longer les murs (embuscade)

II. LES "ATEMI"

Les "atemi" sont des coups frappés sur certains points vitaux qui peuvent entraîner des lésions plus ou moins graves, la paralysie momentanée d'une partie du corps ou d'un membre, l'évanouissement ou la mort.

L'atemi se combine avec les parades, il prépare "l'enchaînement" ou permet de "conclure" en cas de grave danger. Il doit, pour être efficace, se porter avec le maximum de décontraction, de vitesse et de précision, dans un mouvement "détaché" presque retenu. Le coup ne doit être donné avec toute sa force et sa densité qu'au seul instant de l'impact.

Toutefois notre but n'est pas de blesser l'adversaire, mais de lui causer une certaine douleur visant à détourner, ne serait-ce qu'une fraction de seconde son attention agressive.

L'atemi devra donc être contrôlé et servir surtout de moyen de diversion destiné à faciliter l'enchaînement défensif.

Cet enchaînement pourra se traduire selon le cas par : un dégagement simple, une clé (articulation forcée à contresens) ou une projection (faire chuter l'adversaire).

L'atemi peut être porté avec :

- * La tête : front, occiput.
- * La main : bout des doigts, tranchant, base palmaire
- * Le poing : articulations des métacarpiens et des phalanges, articulations des premières et deuxièmes phalanges, surface cubitale.
- * Le coude, le genou, le pied : pointe, talon, bord interne ou externe du pied.

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

PROGRAMME DE FORMATION DES AGENTS DE LA POLICE COMMUNALE

**COLONEL DIARRA
CIVPOL COMMISSIONER**



PROGRAMME DE FORMATION DES AGENTS DE LA POLICE COMMUNALE

I. Introduction

La Police Communale au Rwanda est la deuxième composante des forces de sécurité dont fait partie également la Gendarmerie Nationale.

Contrairement à la Gendarmerie qui a une compétence nationale, la Police Communale est une force constituée au niveau de la commune. Elle est placée sous l'autorité du Bourgmestre qui l'utilise pour l'exécution des lois et règlements et des tâches de maintien et de rétablissement de l'ordre public.

De nos jours, cette force a totalement disparu du fait de la guerre, et les nouvelles autorités du pays, pour assurer la sécurité publique dans les communes ont sollicité l'assistance de la MINUAR en vue de la mise en place d'une nouvelle Police Communale.

L'assistance de la MINUAR à l'instruction de la Police Rwandaise a été confirmée par les résolutions n°965 et 997 du Conseil de Sécurité.

Le Gouvernement a décidé la création d'une force de 3000 agents. Le programme d'instruction des agents de la Police préparé par la MINUAR et approuvé par le Gouvernement vise à former rapidement et en plusieurs étapes des agents de Police capables d'exécuter les tâches qui leur sont dévolues en vue de constituer le nouveau noyau de la Police Communale.

- Un Directeur de la Police Communale a été nommé.
- Un site pour servir de centre de formation des agents de la Police Communale a été choisi et sera renové pour recevoir les élèves.
- Un Commandant du Centre a été nommé.
- Un projet a été conclu relatif à l'assistance à la phase I du programme de formation de la Police Communale concernant 1500 agents.

Au terme de ce projet:

- Le PNUD contribuera à la rénovation et la construction des bâtiments, fournira des matériels de bureau, de campement et de literie.
- La MINUAR fournira les instructeurs et certains équipements.
- Le PAM assurera l'alimentation des élèves.
- L'O M S fournira les médicaments nécessaires.

Un second projet soumis aux donateurs prévoit la consolidation du centre de formation de Gishari, la construction et l'équipement de 145 postes de Police, la formation de 750 agents supplémentaires et la fourniture d'uniformes et l'octroi de salaires pour un an aux agents en service.

II. Présentation Générale du Programme de Formation

a) Type de formation :

Elèves agents de Police

b) Lieu de formation :

GISHARI, RWAMAGANA.

c) Effectif: Trois contingents successifs de 750 agents suivis d'un contingent de 50 formateurs destinés à donner de façon continue des cours de rafraichissement.

d) -Durée : 13 semaines réparties comme suit:

- * 10 semaines de formation professionnelle théorique.
- * 1 semaine de formation professionnelle pratique.
- * 1 semaine de révision.
- * 1 semaine d'examen.

e) Qualifications: Les agents à l'issue de la formation doivent être aptes à :

- mettre en oeuvre les techniques de maintien de l'ordre;
- assurer la garde des points sensibles;
- recevoir les plaintes et déclarations;
- procéder aux constatations d'infractions;
- accomplir les missions de Police Administrative et de circulation routière (Police de roulage);
- rechercher et exploiter les renseignements relatifs à l'ordre public et à la sécurité.

f) Contenu du programme:

Il comprend 4 volets:

- 1 -Formation générale
- 2 -Formation technique et professionnelle
- 3 -Formation militaire
- 4 -Formation physique et sportive.

1. Formation générale:

Elle doit inclure des matières dont l'empreinte positive pourrait forger le caractère ou le comportement du stagiaire dans ses actes et gestes de la vie sociale et professionnelle.

Elle comprend:

- La formation morale.
- La formation civique.
- Le secourisme et l'hygiène générale.

2. Formation technique et professionnelle

Elle porte sur des disciplines dont la connaissance est nécessaire pour l'affirmation du profil de l'agent chargé de l'exécution des lois et règlements qu'est le Policier. Ces matières dites professionnelles sont les suivantes:

- a-Renseignements généraux.
- b-Maintien de l'Ordre.
- c-Sécurité publique ou Police Administrative.
- d-Circulation routière.
- e-Service en Unités de Police.
- f-Droit pénal spécial.
- g-Droit pénal général.
- h-Procédure pénale.
- i-Droit de l'homme.

3. Formation Militaire

Elle est indispensable et va de pair avec les autres volets de la formation des élèves policiers.

4. Formation Physique et Sportive

Elle est permanente et elle contribue à développer chez l'élève policier l'endurance et la résistance mais aussi l'esprit d'équipe.

Le contenu de ces deux dernières formations est laissé à l'appréciation des autorités Rwandaises.

g) Besoins pour la Formation:

A. Matériel

1. Infrastructure

Centre d'instruction de Gishari, Gwamagana.

2. Matériel didactique

-Code et autres ouvrages divers:

Le Ministre de l'Intérieur contactera le Ministre de la Justice pour la fourniture des ouvrages et recueils de droit.

Les fournitures de bureau seront mises à la disposition du centre par la MINUAR et le PNUD.

3. Véhicules

Les véhicules nécessaires à la formation seront mis à la disposition du centre par la partie Rwandaise qui pourra bénéficier de l'assistance éventuelle de la MINUAR et du PNUD.

4. Tenues

Le Gouvernement doit demander l'assistance pour la fourniture de deux tenues par élève.

5. Matériel d'entraînement au Maintien de l'Ordre

Ce matériel sera fourni pendant la phase pratique en rapport avec l'Etat Major de la Gendarmerie.

II. Présentation Générale du Programme de Formation (suite)

B. Personnel d'encadrement

- La partie Rwandaise nommera un Commandant du centre et désignera des instructeurs civils (Magistrats, Administrateurs Civils, Professeurs d'enseignement).
- La MINUAR désignera un Directeur des études et des instructeurs fournis par CIVPOL.

III. Répartition des volumes horaires entre les formations.

Les cours se dérouleront du lundi au jeudi de huit heures à douze heures le matin et de quatorze heures à dix-sept heures l'après-midi.

- Le Vendredi matin de huit heures à douze heures: formations militaires.
- Le Vendredi après-midi de quatorze heures à dix sept heures: formation théorique.
- Le Samedi de huit à douze heures: formation théorique

Horaires	Jours	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
8 H à 12 H		F.P.T	F.P.T	F.P.T	F.P.T	M.D	F.P.T	Répos
Après-midi								
14 H à 17 H		F.P.T	F.P.T	F.P.T	F.P.T	F.P.T		Répos

Légende: F.P.T. : Formation professionnelle théorique

M.D.: Mise à la disposition de la partie Rwandaise.

Ce programme donnera des journées de sept heures et des semaines de trente neuf heures soit un volume global de trois cent quatre-vingt dix heures réparties comme suit:

FORMATION	VOLUME HORAIRE
Formation Théorique	280 H
Formation Pratique	35 H
Formation Militaire	75 H

IV. PROGRAMME DETAILLE DE FORMATION DES AGENTS DE LA POLICE COMMUNALE

1. FORMATION GENERALE

Leçons	Durée Séance	Durée Totale	Observations
<u>Instruction Civique:</u> <u>Leçon n°1:</u> La Constitution Rwandaise Principes et caractères fondamentaux	2 H	10 H	
<u>Leçon n° 2:</u> Organisation administrative du Rwanda . Généralités	2 H		
<u>Leçon n° 3:</u> Organisation Communale Les responsabilités pénales et civiles du personnel de la Police Communale	2 H		
<u>Leçon n°4:</u> Secourisme-protection et assistance aux citoyens: Les accidents divers-dégagement d'urgence	2 H		
<u>Leçon n°5:</u> Savoir observer et savoir déplacer une victime en cas d'urgence	2 H		

2. FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE

a. RENSEIGNEMENTS GENERAUX.

Leçons	Durée Séance	Durée Totale	Observations
<u>Leçon n°1:</u> <u>Généralités:</u> -Notions fondamentales -A.Définition des R.G. -B.Missions des R.G.	1 H 2 H	25 H	
<u>Leçon n°2:</u> <u>Renseignement en tant qu'activités:</u> <u>Domaines:</u> <u>Objectifs:</u> -Politique, économique -Social, religieux -Administratif -Militaire, national	1 H 1 H 1 H 1 H		
<u>Leçon n°3:</u> <u>Moyens:</u> -Les sources matérielles -Les moyens humains -Les moyens techniques	2 H 2 H 2 H		

Leçons	Durée Séance	Durée Totale	Observations
<u>Leçon n°4:</u> - Traitement, - Collecte, Tri - Recoupement, analyse	2 H 2 H		
<u>Leçon n°5:</u> <u>Documents-</u> <u>Exploitation-</u> <u>Transmission.</u> A. Document(note d'information et note de renseigne- ment). B. Exploitation C. Transmission D. Sécurité des documents.	2 H 2 H 2 H 2 H		

b. MAINTIEN DE L'ORDRE

Leçons	Durée Séance	Durée Totale	Observations
<u>Leçon n°1:</u> - Définition - Principes Généraux - Forces du maintien de l'ordre	1 H 1 H 2 H	40 H	
<u>Leçon n°2:</u> <u>La policier au maintien de l'ordre.</u> - Cas de la police Communale.	2 H		
<u>Leçon n°3:</u> - Généralités attitudes et comportement - Mouvements individuels et collectifs.	2 H 2 H		
<u>Leçon n°4:</u> <u>Les opérations de mouvements en M.O.</u> -Les formations de marche -La patrouille Escorte d'individus appréhendés	1 H 2 H		

Leçons	Durée Séance	Durée Totale	Observations
<u>Leçon n°5:</u> <u>Les Barrages:</u> -Barrage d'arrêt fixe, fermé, etc... -Barrage filtrant -Barrage en tiroir	2 H 2 H 2 H		
<u>Leçon n°6:</u> <u>Les opérations de dégagement</u> -Traversée des foules -Vague de refoulement	2 H 2 H		
<u>Leçon n°7:</u> <u>Les opérations de garde</u> -Le poste de police	2 H		
<u>Leçon n°8 :</u> -Les haies -Les escortes -La vague de ratissage	2 H 2 H 2 H		

Leçons	Durée Séance	Durée Totale	Observations
<u>Leçon n°9:</u> -Les sommations -Emploi de la force sans usage des armes -Emploi de la force avec usage des armes.	2 H 1 H 2 H		
<u>Leçon n°10:</u> -La légitime défense individuelle au M.O	2 H		
<u>Leçon n°11:</u> Les infractions courantes au Maintien de l'ordre	2 H		

C. SECURITE PUBLIQUE OU POLICE ADMINISTRATIVE.

Leçons	Durée Séance	Durée Totale	Observations
<u>Leçon n°1:</u> <u>Sécurité publique</u> -Notion de police administrative -Domaine de la police communale -La prévention -Les organes de police administrative -Les autorités de police administrative -Les auxiliaires de police administrative	1 H 2 H 1 H 2 H 1 H 1 H	40 H	
<u>Leçon n°2:</u> <u>Armes et munitions:</u> -Définition des armes, réglementation -L'autorisation d'achat, de fabrication ou de port d'armes -Contrôle des armes	2 H 2 H 2 H		
<u>Leçon n°3:</u> <u>Régime des boissons alcooliques:</u> -Règlementation -Les licences -Contrôle des débits de boissons	1 H 1 H 2 H		
<u>Leçon n°4:</u> <u>Les troubles à l'ordre public</u> -Attroupements -Différentes formes d'attroupements -Les sommations -Les manifestations: (Les différentes formes de manifestations) -Les Réunions *Définition *Réunion publiques *Réunion privées.	2 H 2 H 2 H 2 H 4 H		

Leçons	Durée séance	Durée Totale	Observations
<p><u>Leçon n°5:</u> <u>L'immigration et les conditions d'entrée et de sortie des étrangers.</u></p> <p>-Notion d'étrangers -Condition d'entrée -Différentes sortes de visas -Contrôle de l'immigration</p> <p><u>Les documents de voyage:</u> *Passeports Nationaux *Laissez-passer *Passeports diplomatiques et de service</p>	<p>2 H 1 H 1 H 2 H</p>		
<p><u>Leçon n°6:</u> <u>Les accidents:</u></p> <p>-Accidents de la circulation avec: -Homicide involontaire -Blessure involontaire -Délit de fuite</p>	<p>2 H</p>		
<p><u>Leçon n°7:</u> <u>Les Opérations funéraires:</u></p> <p>-Déclaration de décès -Permis d'inhumer -Chambres funéraires -Mise en bière</p>	<p>2 H</p>		

d. CIRCULATION ROUTIERE

Leçons	Durée Séance	Durée Totale	Observations
<u>Leçon n°1:</u> <u>Règles Générales applicables à tous les usagers.</u> -Protection de la voie publique et des usagers -Manoeuvres -Croisement et dépassement.	2 H 1 H 1 H	20 H	
<u>Leçon n°2:</u> <u>Règles générales applicables à tous les usagers (suite)</u> -Sens unique, changement de direction -Vitesse, arrêt et stationnement -Emploi de feux.	2 H 1 H 1 H		
<u>Leçon n°3:</u> <u>Règles générales applicables à tous les usagers (suite)</u> -Indication de changement de direction et d'allure -Emploi des appareils avertisseurs sonores	2 H		
<u>Leçon n°4:</u> <u>Règles spéciales applicables à certains usagers :</u> *Piétons *Convois *Véhicules attelés	1 H		

Leçons	Durée Séance	Durée Totale	Observations
<u>Leçon n°5:</u> <u>Champ d'Application</u> <u>du code de la route</u> <u>Texte légal et</u> <u>Définitions</u> -Présent règlement -Voie publique et ses parties -Les personnes(usagers) -Les véhicules -Les véhicules sur rail -Les animaux	1 H 2 H 1 H 1 H 1 H 1 H		
<u>Leçon 6:</u> <u>Champ d'application du code</u> <u>de la route (suite)</u> -Poids, position et accessoires des véhicules -Agents qualifiés -Pièces afférentes à la conduite et à la mise en circulation des véhicules	1 H		
<u>Leçon n°7:</u> <u>-Accidents de la route au</u> <u>Rwanda.</u>	1 H		

e.SERVICE EN UNITES DE POLICE

Leçons	Durée Séance	Durée Totale	Observations
<u>Leçon n°1:</u> <u>Introduction</u> A. <u>La Notion de l'Etat</u> I. Définition II. Les différentes formes de l'Etat III. Les différentes formes de Gouvernement.	2 H	15 H	
<u>Leçon n°2:</u> IV. Les fonctions de l'Etat le N°de l'Etat (suite et fin)	1 H		
<u>Leçon n°3:</u> B. <u>La Notion de Police</u> I. Définition II. Etude de cette définition	2 H		
<u>Leçon n°4:</u> C. <u>Organisation de la Police</u> I. Missions	2 H		
<u>Leçon n°5:</u> II. Organisation type (suite)	2 H		
<u>Leçon n°6:</u> III. Service journalier dans une unité de Police (suite)	2 H		
<u>Leçon n°7:</u> IV. Cas Rwandais (suite)	2 H		
<u>Leçon n°8:</u> V. Devoirs et Obligations du Policier (suite et fin) Conclusion.	2 H		

f.DROIT PENAL SPECIAL

Leçons	Durée Séance	Durée Totale	Observations
<u>Leçon n°1:</u> -Généralités=Objet	2 H	40 H	
<u>Leçon n°2:</u> <u>La rébellion:</u> -Opposition à l'autorité légitime.	2 H		
<u>Leçon n°3:</u> -Crimes et délits contre les personnes	2 H		
<u>Leçon n°4:</u> <u>Coups et blessures:</u> -Les homicides	2 H		
<u>Leçon n°5:</u> -L'empoisonnement	2 H		
<u>Leçon n°6:</u> -Les violences	2 H		
<u>Leçon n°7:</u> -Avortement	2 H		
<u>Leçon n°8:</u> -Les outrages à la pudeur	2 H		
<u>Leçon n°9:</u> -Les attentats à la pudeur	2 H		

Leçons	Durée Séance	Durée Total	Observations
<u>Leçon n°10</u> -La prostitution	2 H		
<u>Leçon n°11:</u> -La diffamation	2 H		
<u>Leçon n°12:</u> -La dénonciation calomnieuse	2 H		
<u>Leçon n°13:</u> -Crimes et délits contre les biens	2 H		
<u>Leçon n°14:</u> -Les vols	2 H		
<u>Leçon n°15:</u> -L'escroquerie	2 H		
<u>Leçon n°16:</u> -L'abus de confiance et détournement	2 H		
<u>Leçon n°17:</u> -Etude comparative entre l'abus de confiance et l'escroquerie	2 H		
<u>Leçon n°18:</u> -Le recel des biens	2 H		
<u>Leçon n°19:</u> -Les incendies	2 H		
<u>Leçon n°20:</u> -Notion de délits de presse	2 H		

g. DROIT PENAL GENERAL

Leçons	Durée	Durée Totale	Observations
<u>Leçon N°1 :</u> Introduction Générale	2 H	35 H	
<u>Leçon N°2 :</u> TITRE I. : La Loi Pénale Chap 1. : Généralités sur la loi pénale	2 H		
<u>Leçon N°3 :</u> La Loi Pénale (suite et fin) Chap 2.: L'application de la loi pénale dans le temps	2 H		
<u>Leçon N°4 :</u> Chap 3.: L'application de la loi pénale dans l'espace	2 H		
<u>Leçon N°5 :</u> TITRE II : L'infraction Chap 1.: Définition et éléments de l'infraction	2 H		
<u>Leçon N°6 :</u> L'infraction (suite) Chap 2.: Classification des infractions	2 H		
<u>Leçon N°7 :</u> L'infraction (suite) Chap 3.: Le concours d'infractions	2 H		
<u>Leçon N°8 :</u> L'infraction (suite) Chap 4.: Le processus criminel	2 H		
<u>Leçon N°9 :</u> L'infraction (suite) Chap 5.: La participation criminelle	2 H		

g. DROIT PENAL GENERAL

Leçons	Durée	Durée Totale	Observations
<u>Leçon N°10</u> : L'infraction (suite et fin) Chap 6.: La prescription	2 H		
<u>Leçon N° 11</u> : TITRE III : La Peine Chap 1.: Caractères et fonctions de la peine	2 H		
Leçon N°12 : La Peine (suite) Chap 2.: Les peines du Droit Pénal Rwandais et leur mode d'exécution	2 H		
<u>Leçon N°13</u> : La Peine (suite et fin) Chap 3.: Les causes de variation de la peine Chap 4.: Les causes d'extinction de la peine	2 H		
<u>Leçon N° 14</u> : TITRE IV : Les Causes de Justification Chap 1: Généralités Chap 2: Les causes de justification subjectives Section 1: La démente et les états voisins	2 H		
<u>Leçon N° 15</u> : Les Causes de Justification (suite) Section 2 : La contrainte Section 3 : L'ignorance et l'erreur invincible	2 H		

g. DROIT PENAL GENERAL

Lecons	Durée	Durée Totale	Observations
<u>Lecon N° 16</u> : Les Causes de Justification (suite) Chap 3 : Les causes de justification objectives Section 1 : L'ordre ou la permission de la loi et le commandement de l'autorité légitime	2 H		
<u>Lecon N° 17</u> : Les Causes de Justification (suite et fin) Section 2 : La légitime défense Section 3 : L'état de nécessité	2 H		
<u>Lecon N° 18</u> : Conclusion Générale	1 H		

h. PROCEDURE PENALE

Leçons	Durée Séance	Durée Totale	Observations
<u>Leçon n°1:</u> -Le Code de procédure pénale au Rwanda: -Aperçu-définition du procès pénal-déroulement	5 H	30 H	
<u>Leçon n°2:</u> -La faute: faute civile, faute pénale, action civile, action publique.	5 H		
<u>Leçon n°3:</u> -Les mandats de justice	2 H		
<u>Leçon n°4:</u> -Le Procureur général	2 H		
<u>Leçon n°5:</u> -Les pourvois en cassation	2 H		
<u>Leçon n°6:</u> -L'appel du jugement	2 H		
<u>Leçon n°7:</u> -Le jugement par défaut	2 H		
<u>Leçon n°8:</u> -Les ordres du jugement	2 H		

Leçons	Durée Séance	Durée Totale	Observations
<u>Leçon n°9:</u> -Les voies de recours	4 H		
<u>Leçon n°10:</u> -L'opposition au jugement	4 H		

i.DROIT DE L'HOMME

Leçons	Durée Séance	Durée Totale	Observations
<u>Leçon n°1:</u> <u>Introduction au</u> <u>Droit de l'homme</u> -Tendre au strict respect des droits de l'homme et des libertés fonدامen- tales	1 H	10 H	
<u>Leçon n°2:</u> <u>La Déclaration uni-</u> <u>verselle des droits</u> <u>de l'homme</u>	1 H		
<u>Leçon n°3:</u> A. <u>Le Gouvernement</u> <u>et la loi:</u> B. <u>Organes délibé-</u> <u>rants et</u> <u>Tribunaux</u>	1 H		
<u>Leçon n°4:</u> -Egalité devant la loi	1 H		
<u>Leçon n°5:</u> -Liberté de pensée, de conscience, de religion,d'opinion et d'expression	1 H		
<u>Leçon n°6:</u> -Cadre de référence -Les mots qui blessent	1 H		
<u>Leçon n°7:</u> -Liberté d'asso- ciation et droit de prendre part à la direction des affaires publiques	1 H		

Leçons	Durée Séance	Durée Totale	Observations
<u>Leçon n°7 (suite):</u> -Un club des droits de l'homme	1 H		
<u>Leçon n°8:</u> - <u>La discrimination:</u> A.Discrimination fondée sur la couleur ou la race(classe non raciste). B.Discrimination fondée sur le sexe(voir bibliographie ABC L'enseignement des droits de l'homme. ONU (Activités prati- ques pour les écoles primaires et secondaires N.Y. 1989.	2 H		

LES TECHNIQUES DE POLICE

INTRODUCTION

I. LES SITUATIONS DE POLICE

Si l'on observe l'ensemble des actions de police, beaucoup de situations présentent à priori peu de risques. D'autres, par contre, peuvent évoluer dangereusement, ou sont d'emblée à haut risque. Aucune cependant ne se ressemble et ne peut faire appel à des scénarios préétablis, traités sur un mode répétitif, en référence à des situations vécues antérieurement.

Pour mieux vous situer par rapport aux missions de police, trois modes d'intervention correspondant à trois types de situations ont été retenus. Si l'on retrouve ces situations de jour comme de nuit, l'action nocturne exige davantage de prudence et le respect de règles de sécurité accrues.

N.B : Pour faciliter la lecture des fiches de travail, chacune des trois situations sera représentée par un code "couleur" correspondant. De même, un code "lettre" permettra d'identifier le rôle de chaque policier en action, non sur un plan hiérarchique, mais par rapport aux fonctions "Liaison" - "Protection" - "Intervention" développées dans le chapitre intitulé "Principes de Sécurité d'Action".

II. LES DIFFERENTS TYPES DE SITUATION

1. La situation verte

Il s'agit d'un Climat s'inscrivant dans le travail quotidien de la Police. Elle n'implique pas de se tenir systématiquement sur ses gardes, mais nécessite toutefois un minimum d'attention pour percevoir le moindre signe d'évolution de la situation en cours.

2. La situation orange

Des indices, des faits, des expressions conduisent à penser que l'on doit renforcer sa vigilance et s'entourer de précautions supplémentaires.

3. La situation rouge

Le danger est immédiat et offre une possibilité d'affrontement, voire d'usage de l'arme.

Le choix du mode d'intervention "Vert" - "Orange" - "Rouge" est délicat et toujours en référence à une conjoncture que seul le policier dans l'action est en mesure d'apprécier, sans jamais se départir du cadre juridique institutionnel. Ainsi, on peut passer d'une situation "Verte" à une situation "Orange" ou immédiatement "Rouge", ou encore intervenir dès le départ en situation "Orange" ou "Rouge".

PRINCIPES DE SECURITE D'ACTION

Elles se résument en recommandations permettant aux policiers d'apporter une réponse rapide aux différentes situations .

1. - Analyser avant toute réponse policière la nature de l'intervention par rapport :

- * au moment
- * au lieu
- * à l'absence de risque ou à l'existence d'un danger, chaque mission pouvant aller de la simple relation à la situation de crise .

2. - Ajuster son mode de réaction en utilisant des outils appropriés. Ne pas oublier qu'avant l'usage de la FORCE (self-défense, bombe lacrymogène, pistolet, etc...) d'autres moyens peuvent être efficaces (techniques d'expression, attitudes et comportement, etc...) .

- Chaque fois que possible, dans toute intervention, ne pas oublier de se situer par rapport aux personnes impliquées dans la situation, se présenter et manifester clairement son intention et ses attentes .

3. - Convenir toujours avant d'agir, d'une stratégie commune aux intervenants .

Se répartir les missions selon trois fonctions :

- * liaison
- * protection
- * intervention

4. - En cas de dégradation de la situation, ou d'insuffisance numérique , savoir que seules les fonctions "Liaison" et "Protection" sont cumulables par un seul, tout autre cumul rendant le dispositif dangereux .

- Avant de commencer une intervention à plusieurs policiers :

- . s'entendre sur l'ensemble du dispositif à mettre en place.
- . convenir de signes conventionnels pour s'informer mutuellement et agir simultanément.
- . fixer le rôle de chacun par rapport aux autres .
- . rappeler les principales consignes de sécurité .

5. - Se relâcher dans les missions "Liaison" - "Protection" - "Intervention" peut être lourd de conséquences .

Penser qu'aucun rôle n'est secondaire dans un dispositif retenu . Au cours de l'action, s'en tenir aux dispositions arrêtées et ne plus changer de rôle, sauf cas de force majeure. Dans cette hypothèse, avertir toujours les autres policiers des modifications apportées au plan initial . De même porter à la connaissance des collègues tout incident en apparence mineur au cours de l'évolution de la situation .

Informer toujours les renforts sollicités ou d'initiative ainsi que les autres personnels impliqués se trouvant en liaison à distance .

- Par rapport aux armes, ne jamais avoir un collègue dans sa ligne de tir, ni pratiquer de coups de feu d'intimidation . En cas d'usage d'arme, effectuer systématiquement un contrôle de sécurité . Neutraliser immédiatement toute arme découverte .
- Enfin, éviter au maximum de transgresser les précautions élémentaires de sécurité développées dans cet ouvrage; ne prendre des risques supplémentaires qu'en toute connaissance de cause, et en réponse à une impérieuse nécessité.

<p style="text-align: center;">INTERPELLATION AVEC OU SANS ARRESTATION D'UNE PERSONNE SE DEPLACANT A PIED</p>
--

PRINCIPES DE BASE:

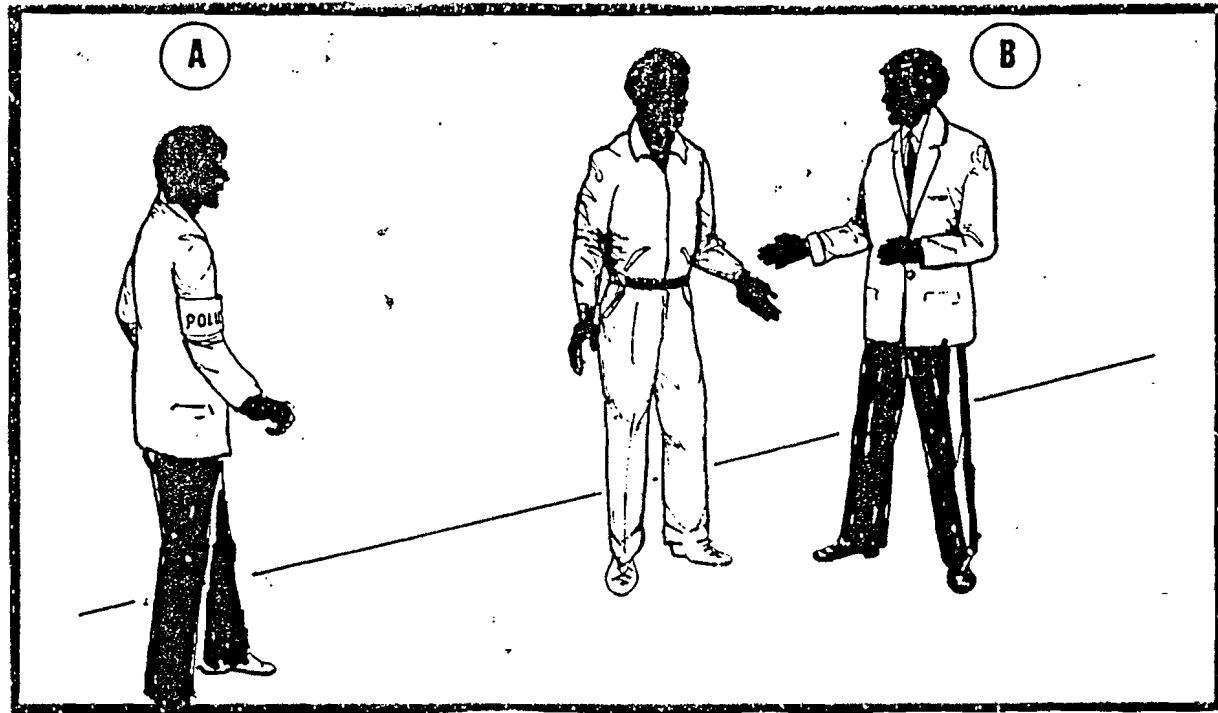
- Chaque fois que possible, effectuer cette mission de préférence à deux policiers
- Se répartir les rôles: Liaison - Protection - Intervention
- Choisir le lieu le mieux adapté par rapport à des critères de sécurité. Eviter d'interpeller dans des secteurs peu pratiques, au milieu de la chaussée, dans la foule, dans une zone obscure; privilégier par contre les protections naturelles offertes et les endroits à faible densité de population.

Missions:

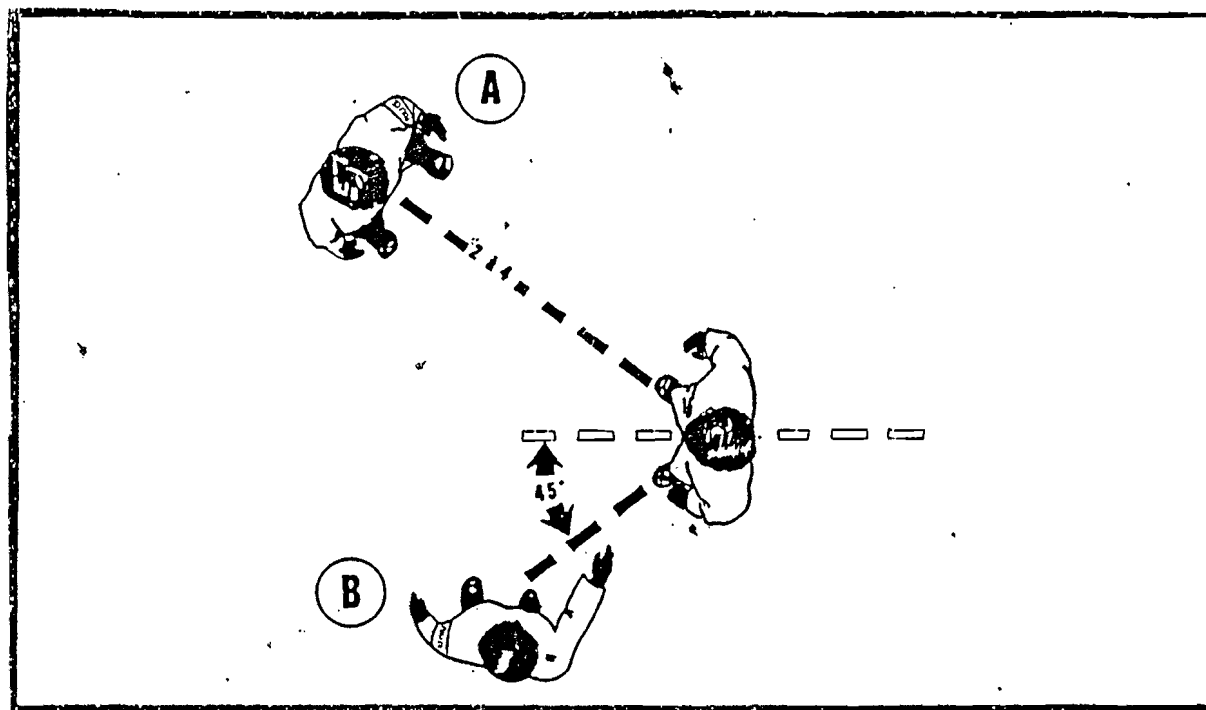
- Policier A: Protection - Liaison
- Policier B: Intervention

Situation Verte :

- Policier A :
- Se "positionner" à une distance suffisante de la personne interpellée pour avoir un champ de vision le plus large possible de la situation et de l'espace environnant.
 - Protéger B qui intervient.

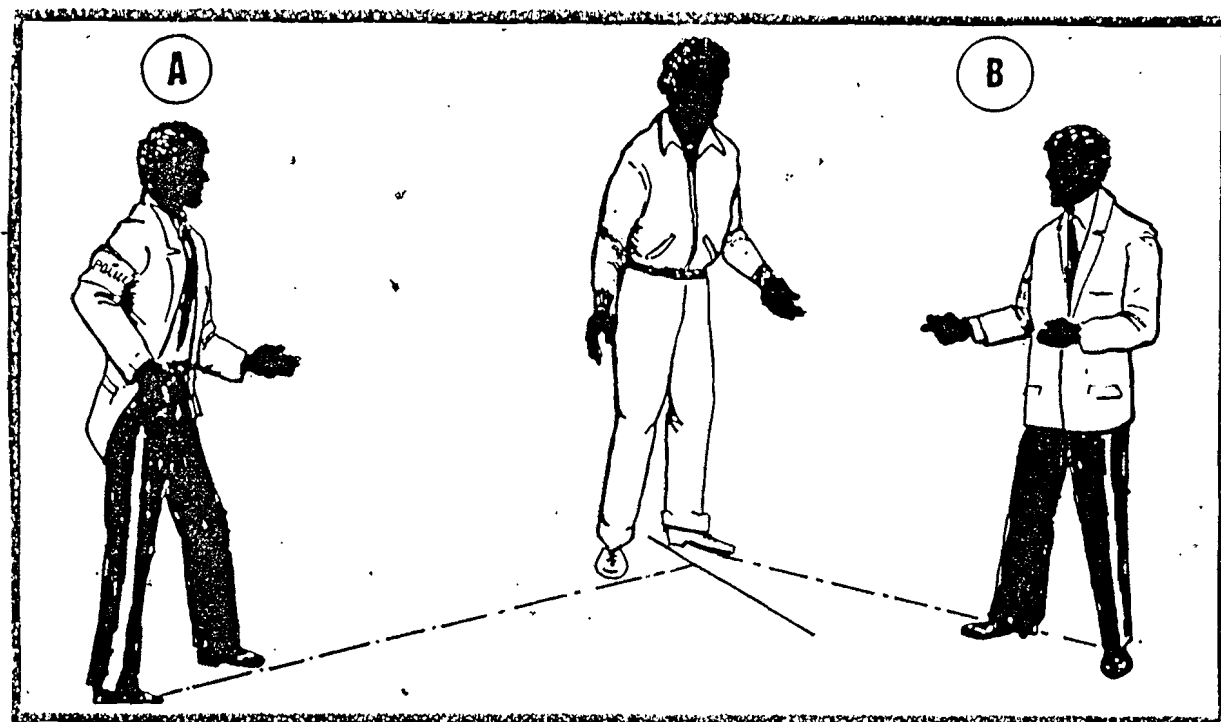


- POLICIER B :
 - se situer
 - annoncer clairement son intention
 - Procéder aux vérifications d'usage



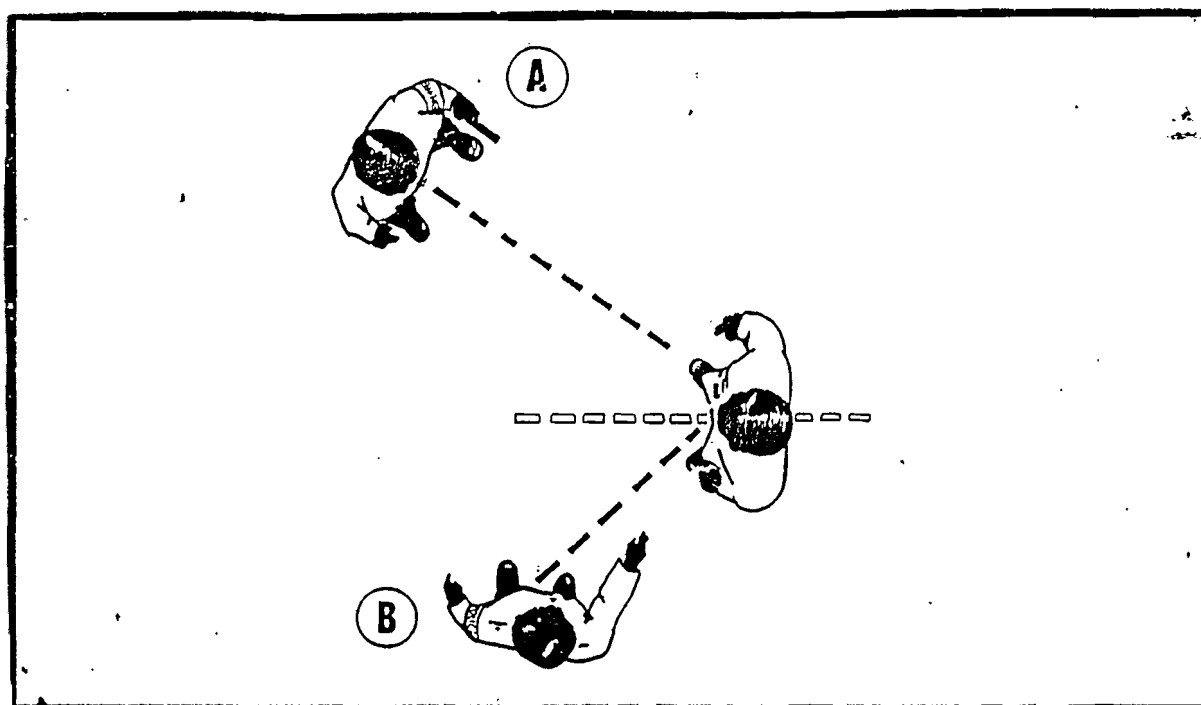
SITUATION ORANGE:

- **Policier A :**
 - maintenir la même position, mais s'assurer de son arme, prêt à intervenir
- **Policier B :**
 - Procéder à une palpation de sécurité (voir "situation n° 3).
 - à la moindre difficulté, ou en cas de découverte d'objets dangereux, informer A du risque et neutraliser le suspect en le menottant. (Voir "situation" N° 4).



SITUATION ROUGE :

- **Policier A :**
 - tenir le suspect en respect avec son arme
 - faire évoluer sa position spatiale en fonction de B qui intervient, tout en conservant le même intervalle de sécurité.
- **Policier B :**
 - ordonner au suspect de ne plus bouger
 - neutraliser ensuite le suspect en le menottant dans le dos
 - Procéder enfin à la palpation de sécurité



PALPATION

PRINCIPES DE BASE:

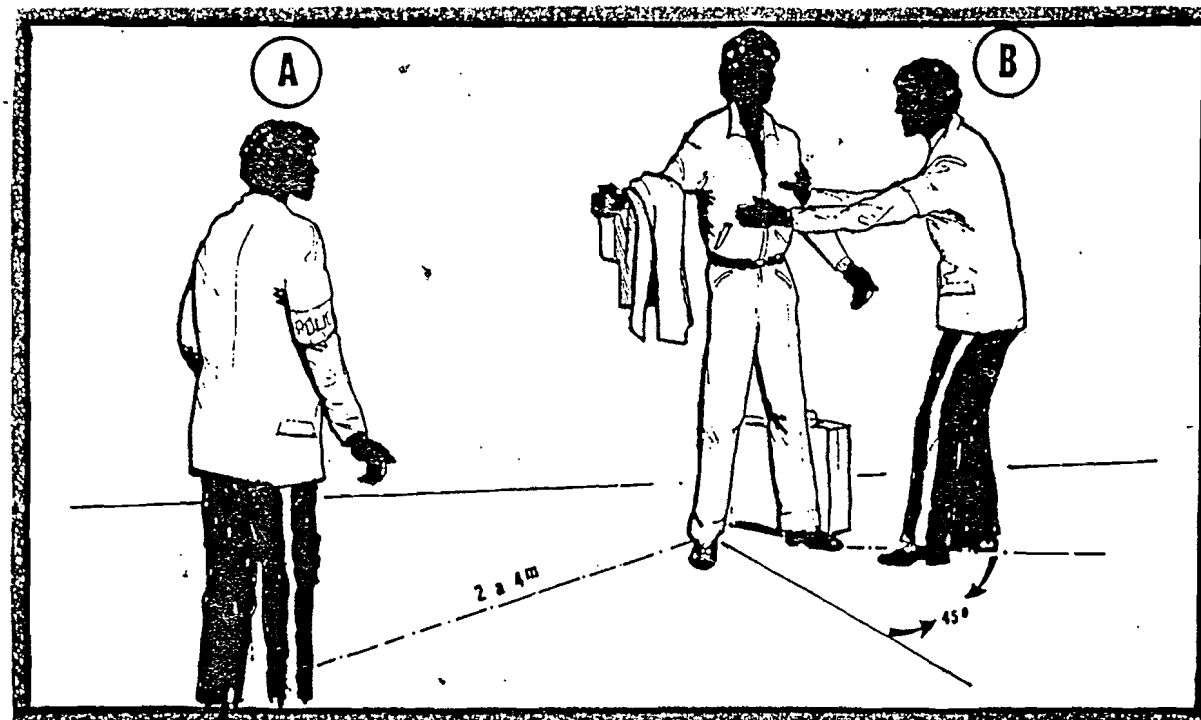
- La palpation n'est pas une fouille. Appliquer les mains par dessus les vêtements; ne jamais oublier de palper tout autre vêtement ou accessoire (parapluie, sac, etc...) appartenant à un suspect.
- en règle générale, ne pas intervenir seul, mais effectuer seul la palpation de sécurité, le collègue assurant la protection.
- intervenir avec rapidité et méthode
- travailler discrètement, si possible hors de la vue du public.
- dès la découverte d'un objet suspect, informer les autres policiers intervenant.

MISSIONS:

- Policier A: Protection - Liaison
- Policier B: Intervention

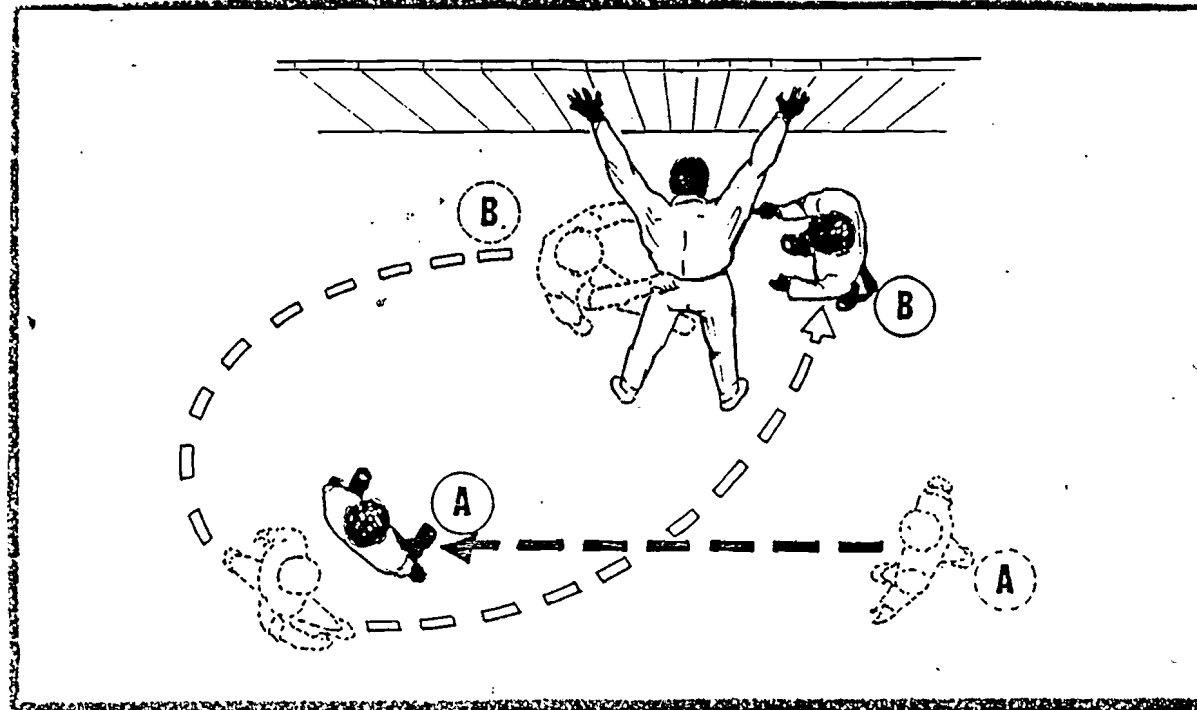
SITUATION VERTE:

- Policier A :
 - se "positionner" face à l'individu légèrement de côté, en respectant la zone de sécurité, pour protéger B en cas de nécessité.
 - rester attentif à toute évolution de comportement de la personne interpellée ainsi qu'à l'environnement.
- Policier B :
 - faire face à l'individu, en se décalant légèrement de côté pour le palper bras tendus.
 - agir avec méthode en commençant par : la tête (coiffure, nuque, etc...), les épaules, le tronc, les bras et les mains, le bas du dos, les jambes, l'entrejambe, les chevilles.

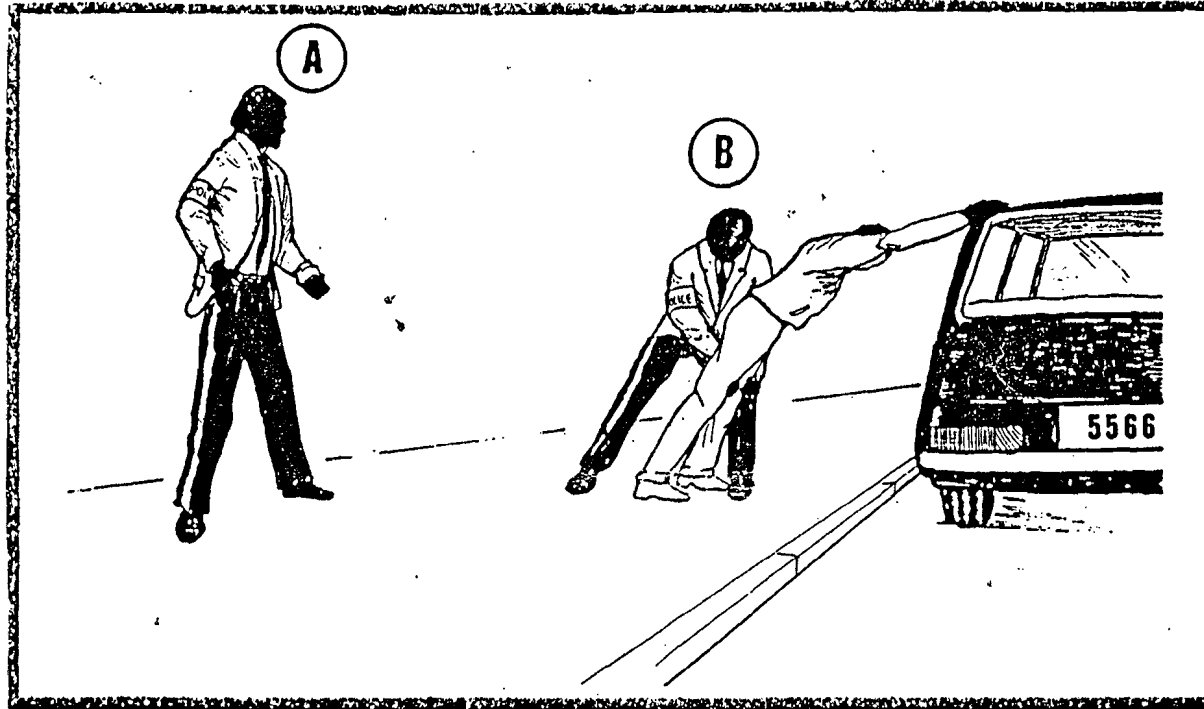


SITUATION ORANGE:

- Policier A :
 - suivre B dans son intervention, en assurant sa protection et en respectant la zone de sécurité.
 - s'assurer de son arme qui reste à l'étui.

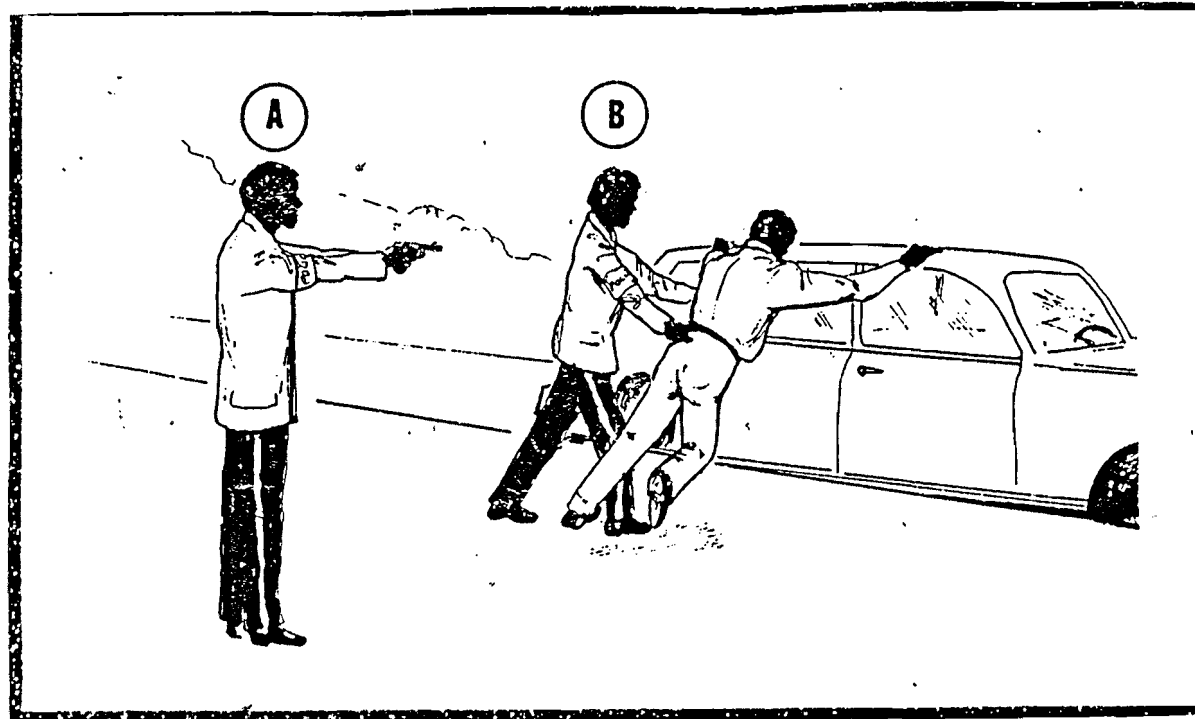


- Policier B :
- choisir l'obstacle naturel le plus favorable (mur, toit de voiture, etc.) et en informer son collègue.
 - simultanément, manifester ses intentions au suspect en le plaçant en position de déséquilibre.
 - effectuer la palpation selon la progression décrite en "situation verte".



SITUATION ROUGE :

- **Policier A :**
 - tenir le suspect en respect avec son arme
 - faire évoluer sa position spatiale en fonction de B qui intervient, tout en conservant le même intervalle de sécurité.
- **Policier B :**
 - ordonner au suspect de ne plus bouger
 - neutraliser ensuite le suspect en le menottant dans le dos
 - Procéder enfin à la palpation de sécurité



MENOTTAGE

PRINCIPES DE BASE:

Chaque fois que possible, penser à choisir un terrain favorable pour menotter un suspect (opportunités de lieu, de temps, de densité de population, etc.)

- Effectuer énergiquement et rapidement le menottage, toujours dans le dos (le menottage avant n'offrant pas un maximum de sécurité).
- Quand le suspect possède une ceinture, y passer si nécessaire de part et d'autre la chaînette des menottes.
- Vérifier avant l'utilisation des menottes que le verrouillage n'est pas mis.
- Poser les menottes pointes en bas, en les serrant suffisamment mais sans excès. Utiliser le double verrouillage s'il existe.
- Lorsque le suspect est récalcitrant ou dangereux, le menotter avant de procéder à la palpation de sécurité.
- En cas de réactions hostiles de la part du public, privilégier dans l'argumentation l'aspect "sécurité pour tous".

Missions:

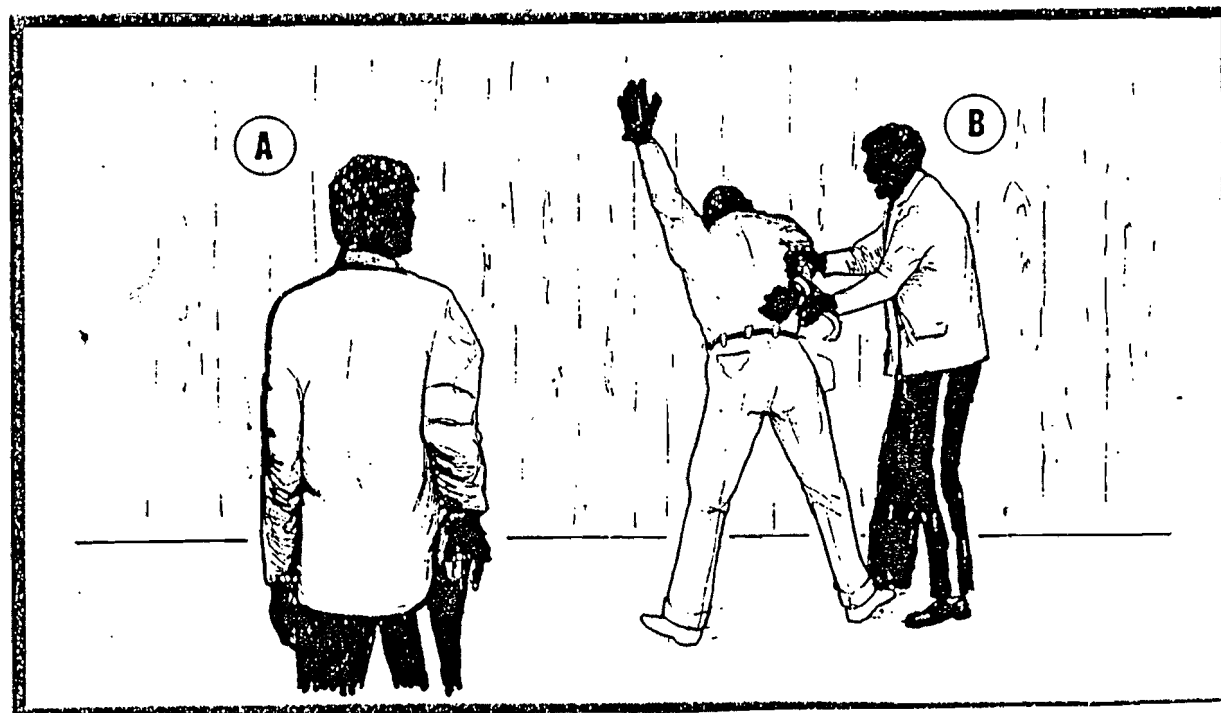
Le menottage ne se pratique qu'en situation "orange" ou "rouge".

- **Policier A** : Protection - Liaison
- **Policier B** : Intervention

SITUATION ORANGE :

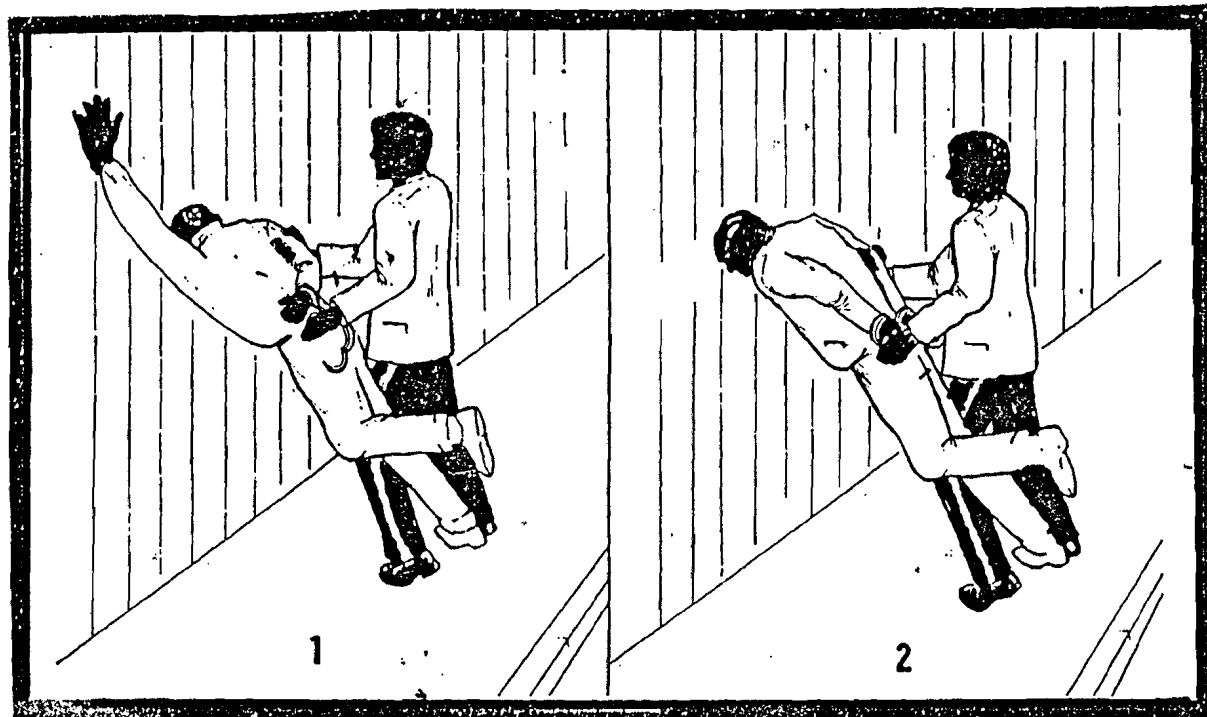
- **Policier A :**
 - se placer, main sur l'arme laissée à l'étui, à quelques mètres en retrait de son collègue B (environ trois à quatre mètres) qui en principe, effectue seul la palpation et le menottage.
 - Veiller à ce que le suspect se place mains au mur, jambes écartées, en position de déséquilibre.
 - surveiller l'environnement pour prévenir toute agression extérieure
 - faire varier très rapidement l'axe de tir de l'arme au moment où le policier B change de position.

- **Policier B :**
 - manifester fermement son intention pour placer le suspect mains au mur, jambes écartées, en position de déséquilibre.
 - se placer à droite ou à gauche du suspect, barrer la jambe droite ou gauche de l'individu avec sa jambe gauche ou droite selon le cas, de manière à le déséquilibrer en cas de réaction hostile (utiliser les techniques de self-défense).
 - Procéder méthodiquement à la palpation de sécurité
 - menotter le poignet droit ou gauche en fonction de la position initiale adoptée et ramener rapidement le bras menotté dans le dos. Le suspect redressé, saisir l'autre bras, le ramener dans le dos et le menotter à son tour.
 - Vérifier le serrage et verrouiller les menottes
 - se placer derrière le suspect et saisir les menottes pour le faire avancer.



SITUATION ROUGE :

- **Policier A :**
 - Procéder comme en situation "orange" mais sortir l'arme de l'étui
 - si l'environnement devient hostile, se mettre dos au mur, à deux mètres environ, côté opposé à son collègue.
- **Policier B :**
 - Procéder comme en situation "orange" mais en ordonnant au suspect de mettre sa tête contre le mur
 - s'aider si nécessaire des techniques de self-défense pour menotter l'individu.



CONDUITE D'UNE PERSONNE A PIED SOUS LA SURVEILLANCE DE DEUX POLICIERS
--

1. Principes de base:

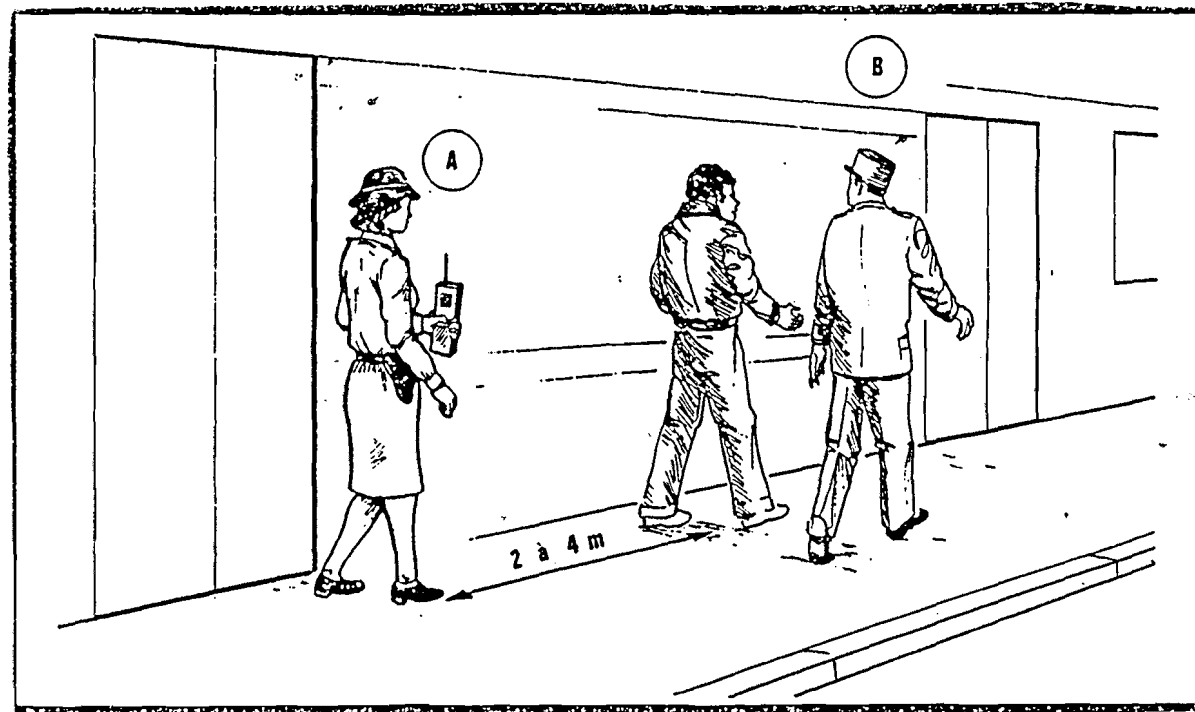
- Enregistrer les principales caractéristiques de la personne escortée en vue de donner son signalement en cas de fuite.
- Choisir un itinéraire rapide, discret, offrant le maximum de sécurité pour les policiers et la personne escortée. S'entendre sur la progression avec son collègue.
- Etre très attentif à l'environnement au cours du déplacement. Effectuer cette mission au moins à deux policiers, si aucune autre solution ne peut être envisagée.
- Penser à prendre un équipement minimum (poste radio portatif, menottes, bombe lacrymogène, etc,...)
- Ne jamais pratiquer de tir d'intimidation en cas de tentative de fuite
- Procéder de la même manière pour les situations "orange" et "rouge" quant aux mesures de sécurité

2. Missions :

- Policier A = Protection - Liaison
- Policier B = Intervention

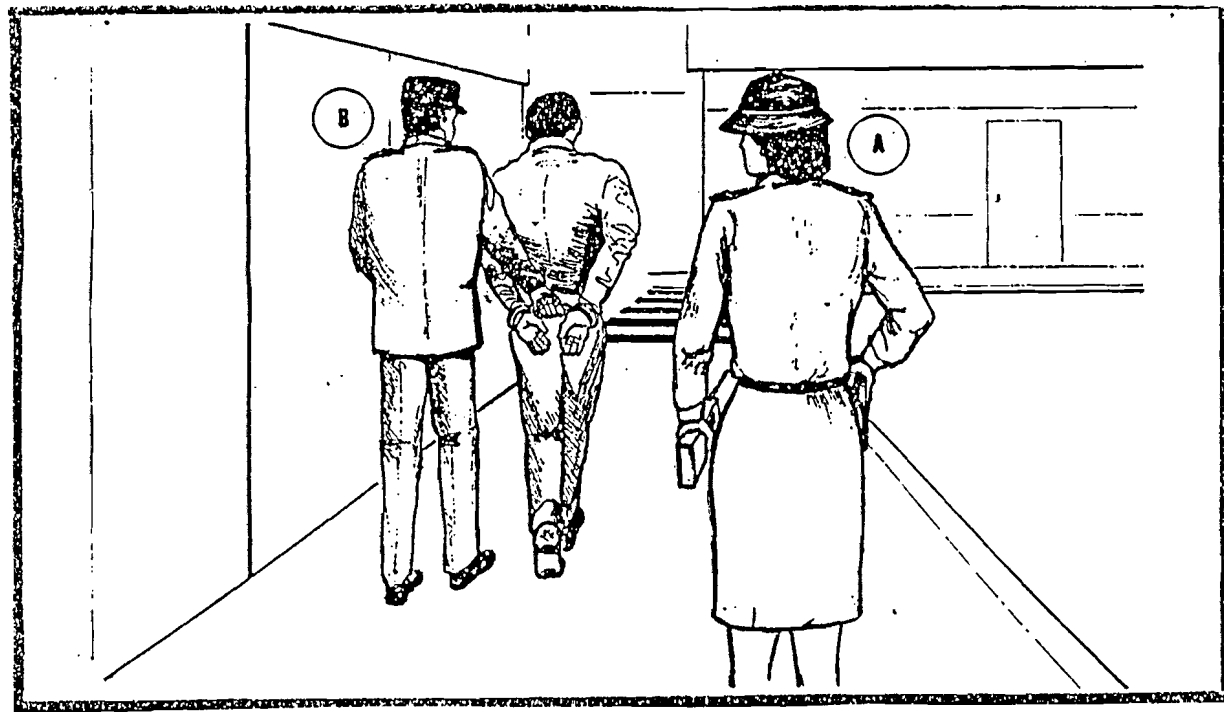
SITUATION VERTE :

- **Policier A :**
 - se tenir à quelques mètres en retrait (deux à quatre mètres) de la personne accompagnée, côté opposé à B.
 - rester attentif à l'environnement et à l'évolution de la situation
 - assurer la liaison radio durant la progression
- **Policier B :**
 - se placer à côté de la personne escortée sans la tenir, côté opposé à l'obstacle naturel.
 - manifester uniquement ses attentes au cours de la progression.
 - s'assurer discrètement que A suit.



SITUATION ORANGE OU ROUGE :

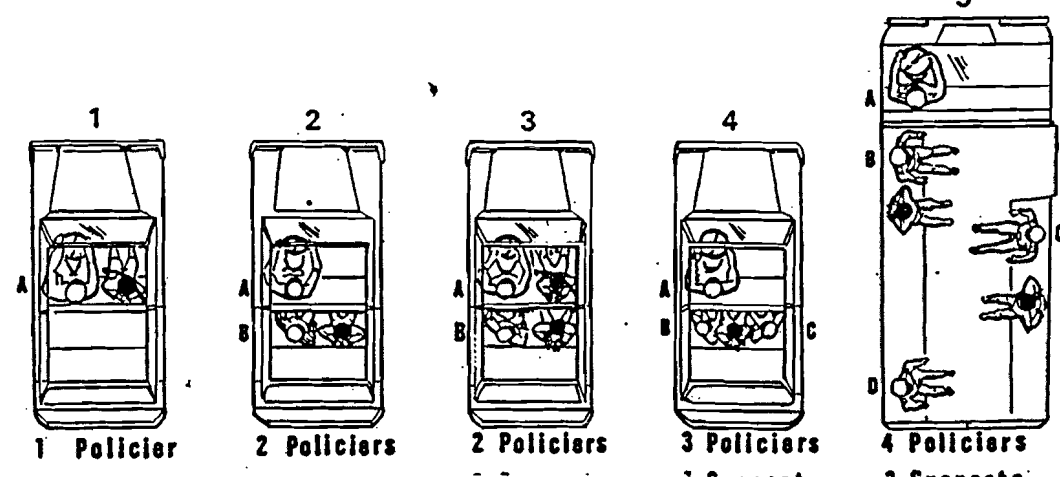
- **Policier A :**
 - même conduite à tenir que dans la situation "verte", mais s'assurer de son arme qui reste à l'étui en situation "orange".
 - sortir son arme en situation "rouge", c'est à dire en cas d'aides extérieures. Faire appel immédiatement à des renforts par radio.
 - en attendant, trouver rapidement une zone de sécurité pour soi, pour B et le suspect. Ne plus se déplacer jusqu'à l'arrivée des autres policiers.
- **Policier B :**
 - effectuer systématiquement une palpation de sécurité.
 - selon la personnalité de l'individu, procéder ou non au menottage dans le dos.
 - tenir le suspect soit par le bras en utilisant les techniques de self-défense, soit par les menottes (menottage effectuée dans le dos), et le faire avancer.
 - si l'environnement devient hostile, isoler, et protéger le suspect par tous moyens (le faire s'asseoir par terre et prendre toutes dispositions pour éviter qu'il puisse s'enfuir), en attente des renforts.



CONDUITE D'UNE PERSONNE A BORD D'UN VEHICULE DE POLICE SOUS LA SURVEILLANCE DE DEUX POLICIERS

PRINCIPES DE BASE :

- Effectuer en règle générale une palpation de sécurité avant de faire monter toute personne à transporter dans un véhicule de police.
- Vérifier qu'aucun objet dangereux ne se trouve à proximité de l'individu interpellé, dans le véhicule de police. Ne jamais laisser le produit de la palpation ou de la fouille près de lui.
- Compte tenu de l'espace restreint du véhicule de police; veiller à ce que l'arme administrative ne soit pas à la portée du suspect.
- Ne jamais faire asseoir une personne derrière le conducteur
- Ne pas répondre à toute sollicitation surprenante à caractère non urgent, et contraire aux règles de sécurité (demande de cigarette, d'ouverture de vitre, etc...)
- S'il s'agit d'une personne menottée, s'assurer que le menottage est effectué dans le dos. Ne jamais attacher les menottes à une partie fixe du véhicule de police; utiliser par contre la ceinture de sécurité pour le maintenir assis sur le siège de la voiture. Laisser les menottes au suspect durant tout le temps du transport.
- Si nécessaire, penser à utiliser la sécurité de la serrure sur trois côtés qui ne permet ainsi qu'une ouverture par l'extérieur des portières;
- Veiller à la discrétion pour les communications par radio.



Thème II Organisation de la Police

OPTO
—
me ver
C

LES TECHNIQUES DE POLICE

INTRODUCTION

I. LES SITUATIONS DE POLICE

Si l'on observe l'ensemble des actions de police, beaucoup de situations présentent à priori peu de risques. D'autres, par contre, peuvent évoluer dangereusement, ou sont d'emblée à haut risque. Aucune cependant ne se ressemble et ne peut faire appel à des scénarios préétablis, traités sur un mode répétitif, en référence à des situations vécues antérieurement.

Pour mieux vous situer par rapport aux missions de police, trois modes d'intervention correspondant à trois types de situations ont été retenus. Si l'on retrouve ces situations de jour comme de nuit, l'action nocturne exige davantage de prudence et le respect de règles de sécurité accrues.

N.B : Pour faciliter la lecture des fiches de travail, chacune des trois situations sera représentée par un code "couleur" correspondant. De même, un code "lettre" permettra d'identifier le rôle de chaque policier en action, non sur un plan hiérarchique, mais par rapport aux fonctions "Liaison" - "Protection" - "Intervention" développées dans le chapitre intitulé "Principes de Sécurité d'Action".

II. LES DIFFERENTS TYPES DE SITUATION

1. La situation verte

Il s'agit d'un Climat s'inscrivant dans le travail quotidien de la Police. Elle n'implique pas de se tenir systématiquement sur ses gardes, mais nécessite toutefois un minimum d'attention pour percevoir le moindre signe d'évolution de la situation en cours.

2. La situation orange

Des indices, des faits, des expressions conduisent à penser que l'on doit renforcer sa vigilance et s'entourer de précautions supplémentaires.

3. La situation rouge

Le danger est immédiat et offre une possibilité d'affrontement, voire d'usage de l'arme.

Le choix du mode d'intervention "Vert" - "Orange" - "Rouge" est délicat et toujours en référence à une conjoncture que seul le policier dans l'action est en mesure d'apprécier, sans jamais se départir du cadre juridique institutionnel. Ainsi, on peut passer d'une situation "Verte" à une situation "Orange" ou immédiatement "Rouge", ou encore intervenir dès le départ en situation "Orange" ou "Rouge".

PRINCIPES DE SECURITE D'ACTION

Elles se résument en recommandations permettant aux policiers d'apporter une réponse rapide aux différentes situations .

1. - Analyser avant toute réponse policière la nature de l'intervention par rapport :

- * au moment
- * au lieu
- * à l'absence de risque ou à l'existence d'un danger, chaque mission pouvant aller de la simple relation à la situation de crise .

2. - Ajuster son mode de réaction en utilisant des outils appropriés. Ne pas oublier qu'avant l'usage de la FORCE (self-défense, bombe lacrymogène, pistolet, etc...) d'autres moyens peuvent être efficaces (techniques d'expression, attitudes et comportement, etc...) .

- Chaque fois que possible, dans toute intervention, ne pas oublier de se situer par rapport aux personnes impliquées dans la situation, se présenter et manifester clairement son intention et ses attentes .

3. - Convenir toujours avant d'agir, d'une stratégie commune aux intervenants .

Se répartir les missions selon trois fonctions :

- * liaison
- * protection
- * intervention

4. - En cas de dégradation de la situation, ou d'insuffisance numérique , savoir que seules les fonctions "Liaison" et "Protection" sont cumulables par un seul, tout autre cumul rendant le dispositif dangereux .

- Avant de commencer une intervention à plusieurs policiers :

- . s'entendre sur l'ensemble du dispositif à mettre en place.
- . convenir de signes conventionnels pour s'informer mutuellement et agir simultanément.
- . fixer le rôle de chacun par rapport aux autres .
- . rappeler les principales consignes de sécurité .

5. - Se relâcher dans les missions "Liaison" - "Protection" - "Intervention" peut être lourd de conséquences .

Penser qu'aucun rôle n'est secondaire dans un dispositif retenu . Au cours de l'action, s'en tenir aux dispositions arrêtées et ne plus changer de rôle, sauf cas de force majeure. Dans cette hypothèse, avertir toujours les autres policiers des modifications apportées au plan initial . De même porter à la connaissance des collègues tout incident en apparence mineur au cours de l'évolution de la situation .

Informer toujours les renforts sollicités ou d'initiative ainsi que les autres personnels impliqués se trouvant en liaison à distance .

- Par rapport aux armes, ne jamais avoir un collègue dans sa ligne de tir, ni pratiquer de coups de feu d'intimidation . En cas d'usage d'arme, effectuer systématiquement un contrôle de sécurité . Neutraliser immédiatement toute arme découverte .
- Enfin, éviter au maximum de transgresser les précautions élémentaires de sécurité développées dans cet ouvrage; ne prendre des risques supplémentaires qu'en toute connaissance de cause, et en réponse à une impérieuse nécessité.

INTERPELLATION AVEC OU SANS ARRESTATION D'UNE PERSONNE SE DEPLACANT A PIED

PRINCIPES DE BASE:

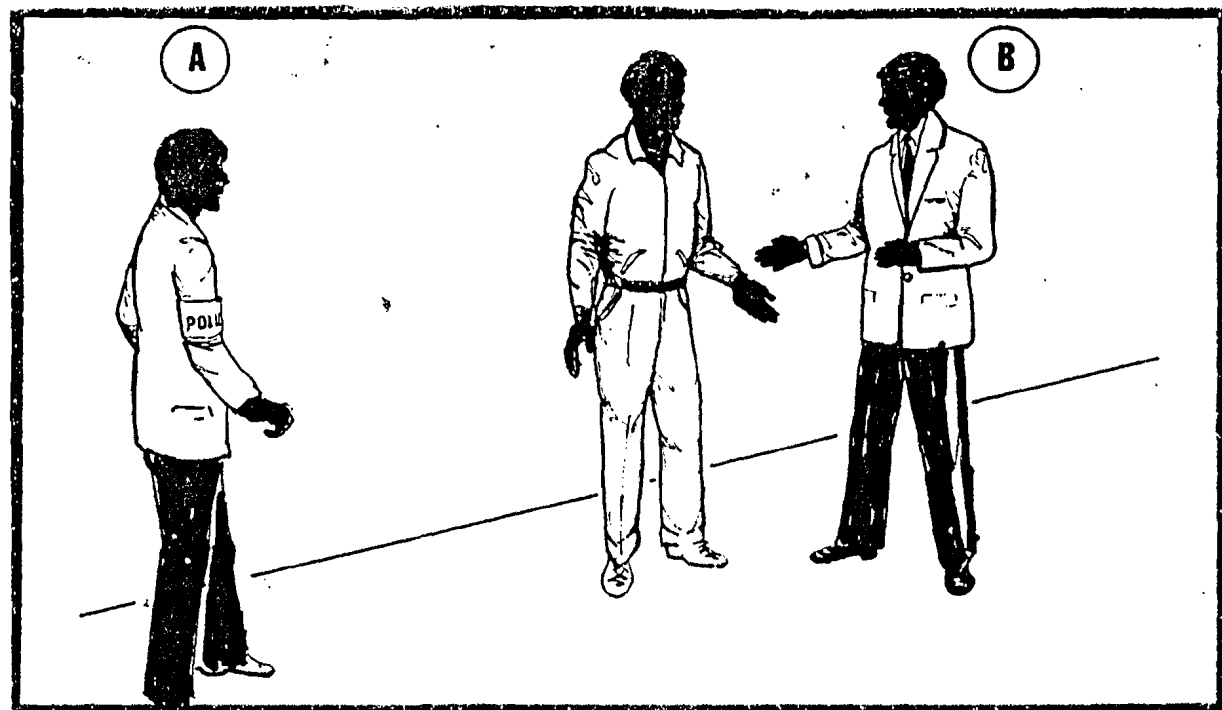
- Chaque fois que possible, effectuer cette mission de préférence à deux policiers
- Se repartir les rôles: Liaison - Protection - Intervention
- Choisir le lieu le mieux adapté par rapport à des critères de sécurité. Eviter d'interpeller dans des secteurs peu pratiques, au milieu de la chaussée, dans la foule, dans une zone obscure; privilégier par contre les protections naturelles offertes et les endroits à faible densité de population.

Missions:

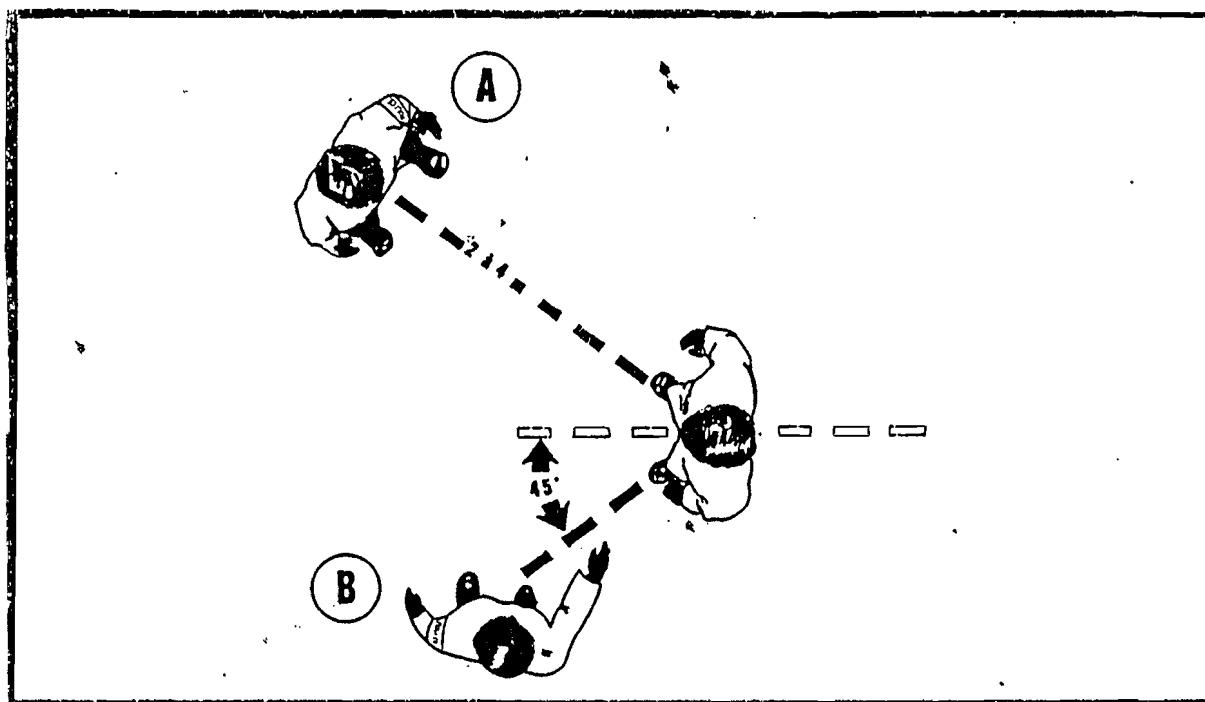
- Policier A: Protection - Liaison
- Policier B: Intervention

Situation Verte :

- Policier A :
- Se "positionner" à une distance suffisante de la personne interpellée pour avoir un champ de vision le plus large possible de la situation et de l'espace environnant.
 - Protéger B qui intervient.

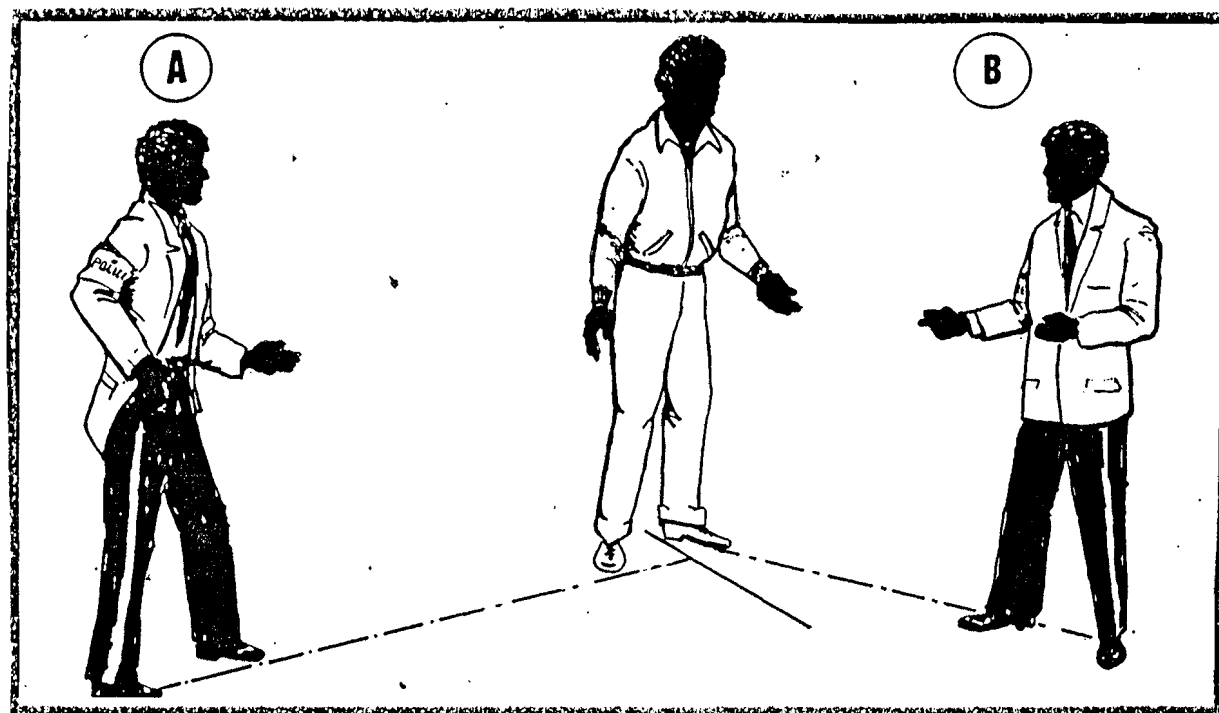


- POLICIER B :
 - se situer
 - annoncer clairement son intention
 - Procéder aux vérifications d'usage



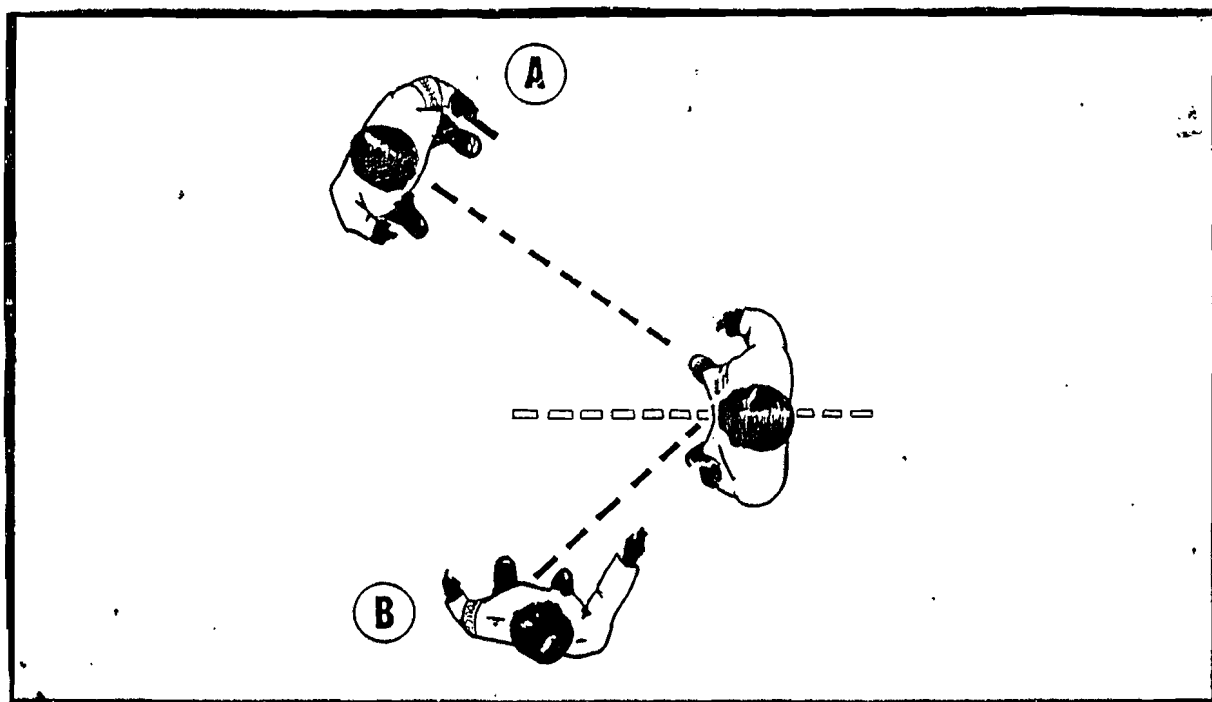
SITUATION ORANGE:

- **Policier A :**
 - maintenir la même position, mais s'assurer de son arme, prêt à intervenir
- **Policier B :**
 - Procéder à une palpation de sécurité (voir "situation n° 3).
 - à la moindre difficulté, ou en cas de découverte d'objets dangereux, informer A du risque et neutraliser le suspect en le menottant. (Voir "situation" N° 4).



SITUATION ROUGE :

- **Policier A :**
 - tenir le suspect en respect avec son arme
 - faire évoluer sa position spatiale en fonction de B qui intervient, tout en conservant le même intervalle de sécurité.
- **Policier B :**
 - ordonner au suspect de ne plus bouger
 - neutraliser ensuite le suspect en le menottant dans le dos
 - Procéder enfin à la palpation de sécurité



PALPATION

PRINCIPES DE BASE:

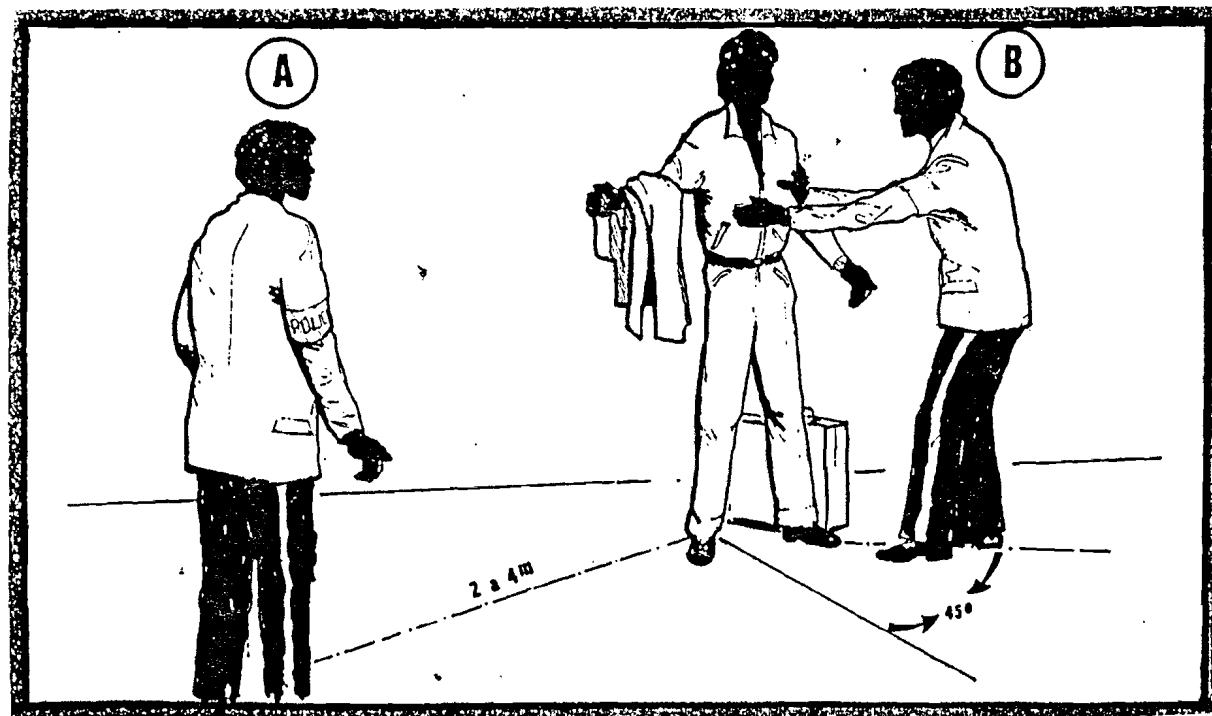
- La palpation n'est pas une fouille. Appliquer les mains par dessus les vêtements; ne jamais oublier de palper tout autre vêtement ou accessoire (parapluie, sac, etc...) appartenant à un suspect.
- en règle générale, ne pas intervenir seul, mais effectuer seul la palpation de sécurité, le collègue assurant la protection.
- intervenir avec rapidité et méthode
- travailler discrètement, si possible hors de la vue du public.
- dès la découverte d'un objet suspect, informer les autres policiers intervenant.

MISSIONS:

- Policier A: Protection - Liaison
- Policier B: Intervention

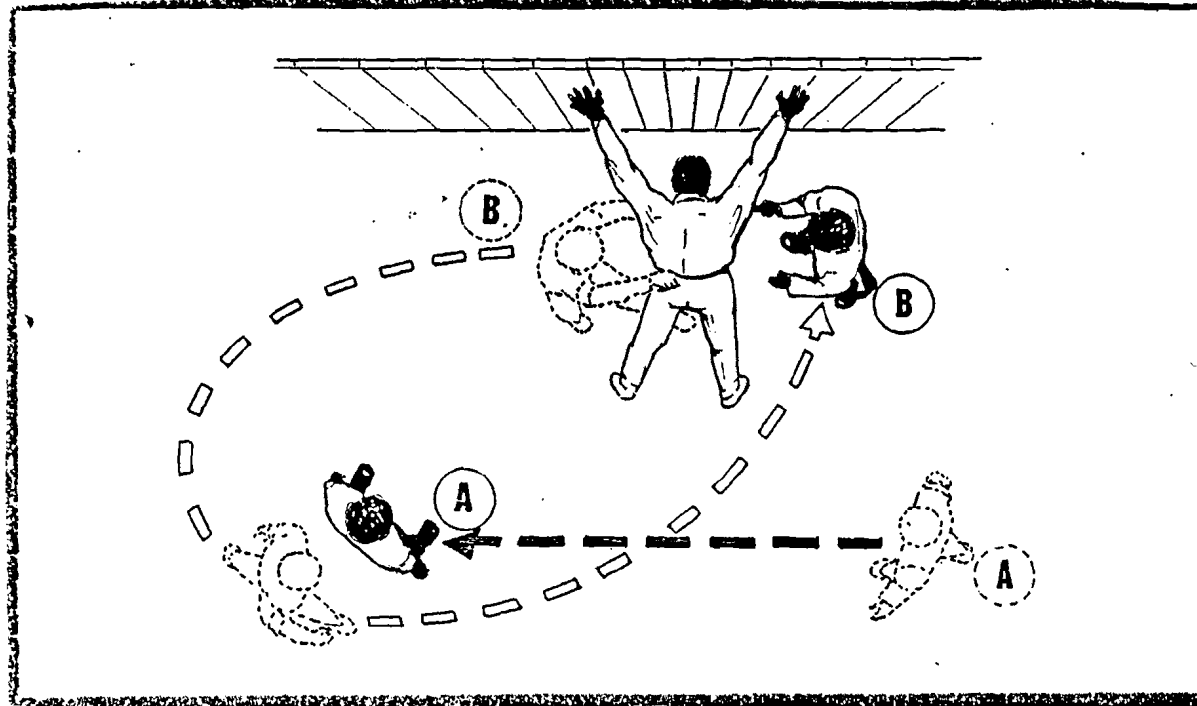
SITUATION VERTE:

- Policier A :
 - se "positionner" face à l'individu légèrement de côté, en respectant la zone de sécurité, pour protéger B en cas de nécessité.
 - rester attentif à toute évolution de comportement de la personne interpellée ainsi qu'à l'environnement.
- Policier B :
 - faire face à l'individu, en se décalant légèrement de côté pour le palper bras tendus.
 - agir avec méthode en commençant par : la tête (coiffure, nuque, etc...), les épaules, le tronc, les bras et les mains, le bas du dos, les jambes, l'entrejambe, les chevilles.

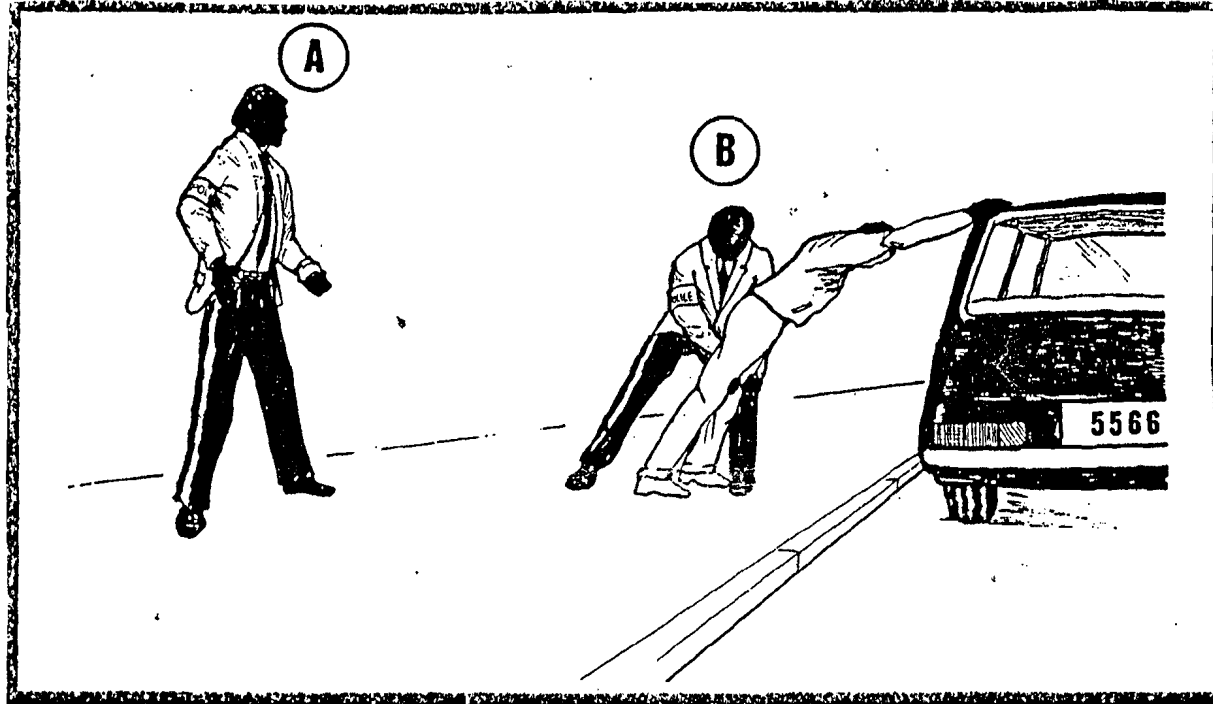


SITUATION ORANGE:

- Policier A :
 - suivre B dans son intervention, en assurant sa protection et en respectant la zone de sécurité.
 - s'assurer de son arme qui reste à l'étui.

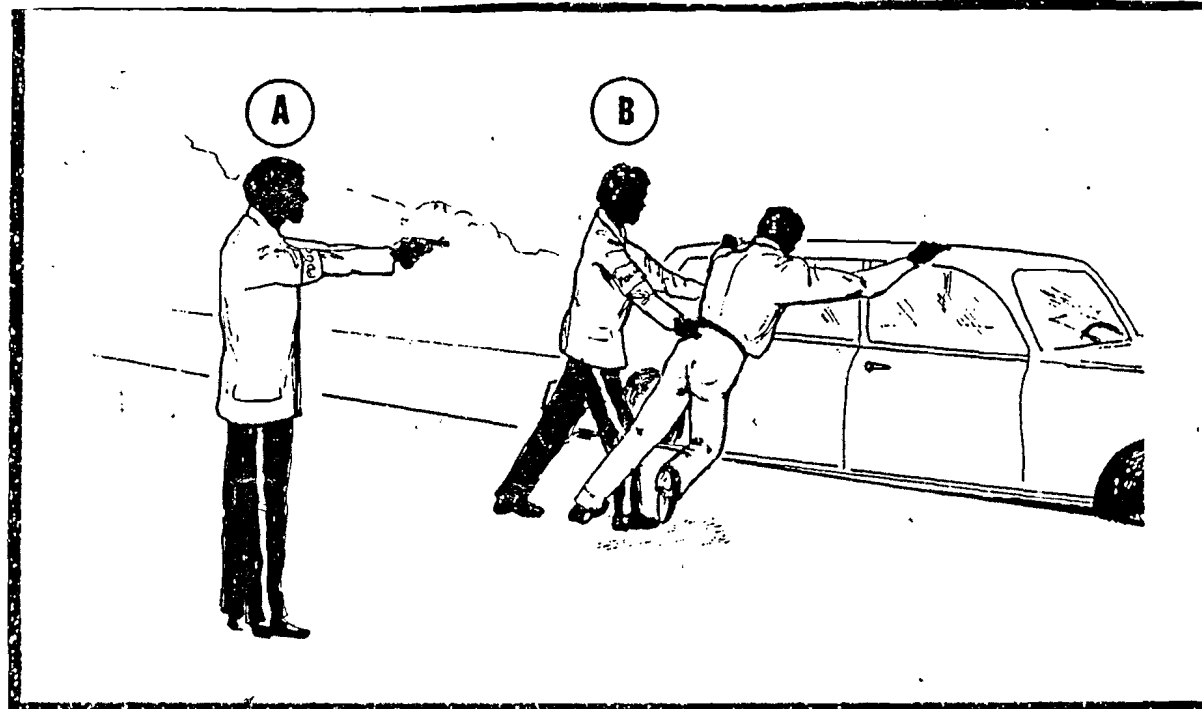


- Policier B :
- choisir l'obstacle naturel le plus favorable (mur, toit de voiture, etc.) et en informer son collègue.
 - simultanément, manifester ses intentions au suspect en le plaçant en position de déséquilibre.
 - effectuer la palpation selon la progression décrite en "situation verte".



SITUATION ROUGE :

- **Policier A :**
 - tenir le suspect en respect avec son arme
 - faire évoluer sa position spatiale en fonction de B qui intervient, tout en conservant le même intervalle de sécurité.
- **Policier B :**
 - ordonner au suspect de ne plus bouger
 - neutraliser ensuite le suspect en le menottant dans le dos
 - Procéder enfin à la palpation de sécurité



MENOTTAGE

PRINCIPES DE BASE:

Chaque fois que possible, penser à choisir un terrain favorable pour menotter un suspect (opportunités de lieu, de temps, de densité de population, etc.)

- Effectuer énergiquement et rapidement le menottage, toujours dans le dos (le menottage avant n'offrant pas un maximum de sécurité).
- Quand le suspect possède une ceinture, y passer si nécessaire de part et d'autre la chaînette des menottes.
- Vérifier avant l'utilisation des menottes que le verrouillage n'est pas mis.
- Poser les menottes pointes en bas, en les serrant suffisamment mais sans excès. Utiliser le double verrouillage s'il existe.
- Lorsque le suspect est récalcitrant ou dangereux, le menotter avant de procéder à la palpation de sécurité.
- En cas de réactions hostiles de la part du public, privilégier dans l'argumentation l'aspect "sécurité pour tous".

Missions:

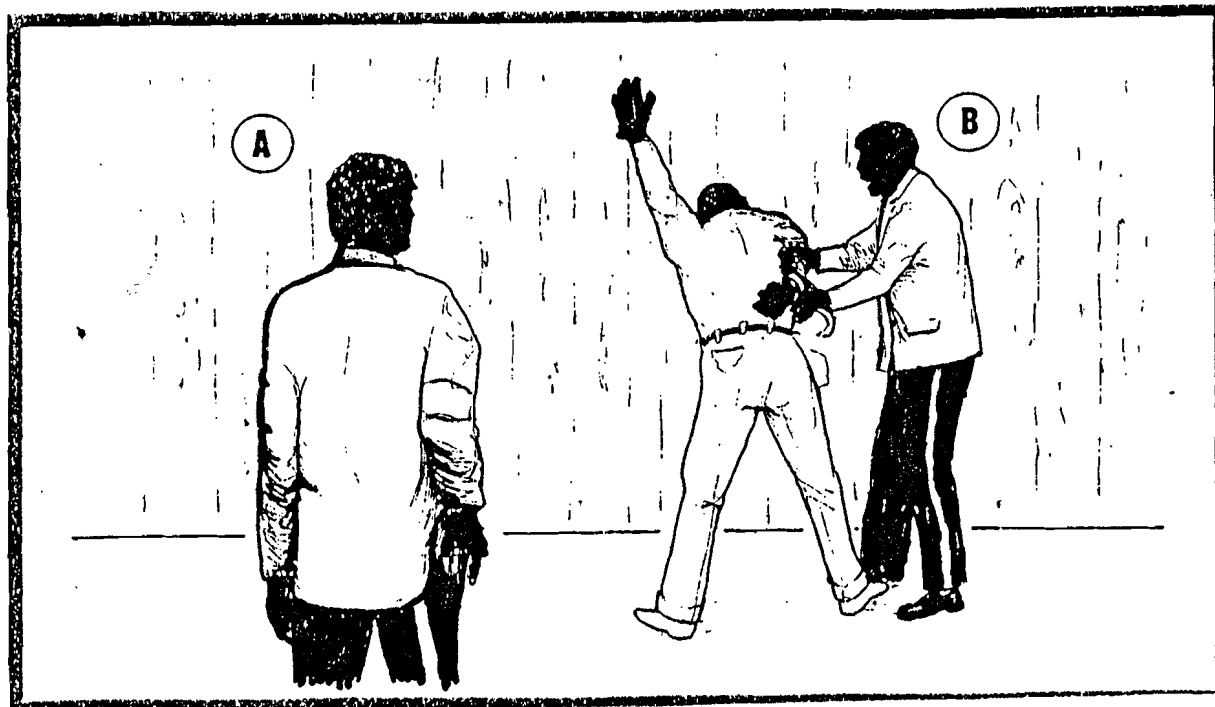
Le menottage ne se pratique qu'en situation "orange" ou "rouge".

- **Policier A** : Protection - Liaison
- **Policier B** : Intervention

SITUATION ORANGE :

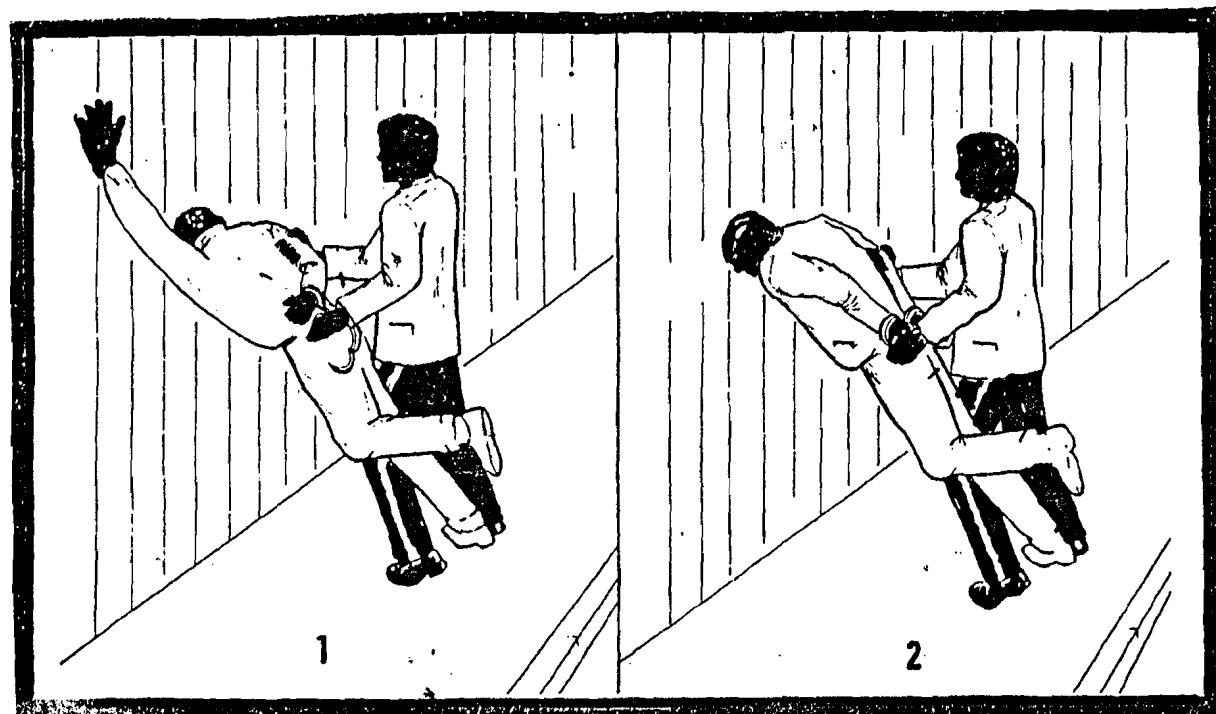
- **Policier A :**
 - se placer, main sur l'arme laissée à l'étui, à quelques mètres en retrait de son collègue B (environ trois à quatre mètres) qui en principe, effectue seul la palpation et le menottage.
 - Veiller à ce que le suspect se place mains au mur, jambes écartées, en position de déséquilibre.
 - surveiller l'environnement pour prévenir toute agression extérieure
 - faire varier très rapidement l'axe de tir de l'arme au moment où le policier B change de position.

- **Policier B :**
 - manifeste fermement son intention pour placer le suspect mains au mur, jambes écartées, en position de déséquilibre.
 - se placer à droite ou à gauche du suspect, barrer la jambe droite ou gauche de l'individu avec sa jambe gauche ou droite selon le cas, de manière à le déséquilibrer en cas de réaction hostile (utiliser les techniques de self-défense).
 - Procéder méthodiquement à la palpation de sécurité
 - menotter le poignet droit ou gauche en fonction de la position initiale adoptée et ramener rapidement le bras menotté dans le dos. Le suspect redressé, saisir l'autre bras, le ramener dans le dos et le menotter à son tour.
 - Vérifier le serrage et verrouiller les menottes
 - se placer derrière le suspect et saisir les menottes pour le faire avancer.



SITUATION ROUGE :

- **Policier A :**
 - Procéder comme en situation "orange" mais sortir l'arme de l'étui
 - si l'environnement devient hostile, se mettre dos au mur, à deux mètres environ, côté opposé à son collègue.
- **Policier B :**
 - Procéder comme en situation "orange" mais en ordonnant au suspect de mettre sa tête contre le mur
 - s'aider si nécessaire des techniques de self-défense pour menotter l'individu.



CONDUITE D'UNE PERSONNE A PIED SOUS LA SURVEILLANCE DE DEUX POLICIERS
--

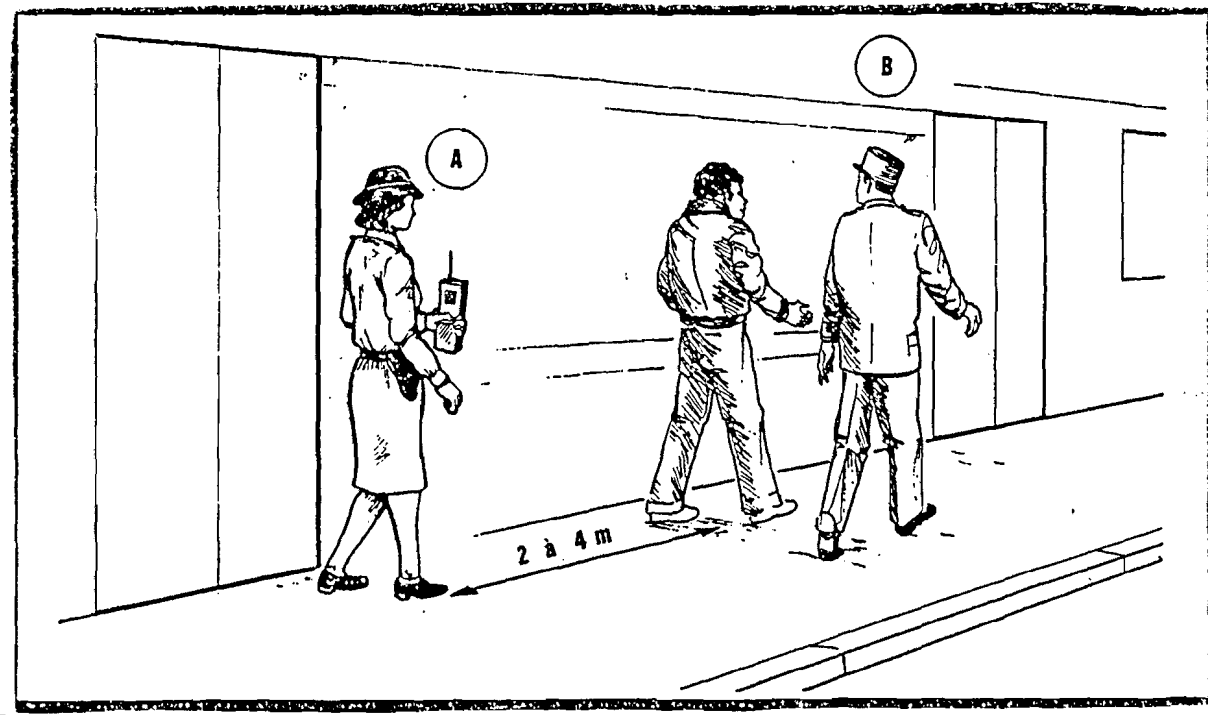
1. Principes de base:

- Enregistrer les principales caractéristiques de la personne escortée en vue de donner son signalement en cas de fuite.
- Choisir un itinéraire rapide, discret, offrant le maximum de sécurité pour les policiers et la personne escortée. S'entendre sur la progression avec son collègue.
- Etre très attentif à l'environnement au cours du déplacement. Effectuer cette mission au moins à deux policiers, si aucune autre solution ne peut être envisagée.
- Penser à prendre un équipement minimum (poste radio portatif, menottes, bombe lacrymogène, etc,...)
- Ne jamais pratiquer de tir d'intimidation en cas de tentative de fuite
- Procéder de la même manière pour les situations "orange" et "rouge" quant aux mesures de sécurité

2. Missions :
- Policier A = Protection - Liaison
 - Policier B = Intervention

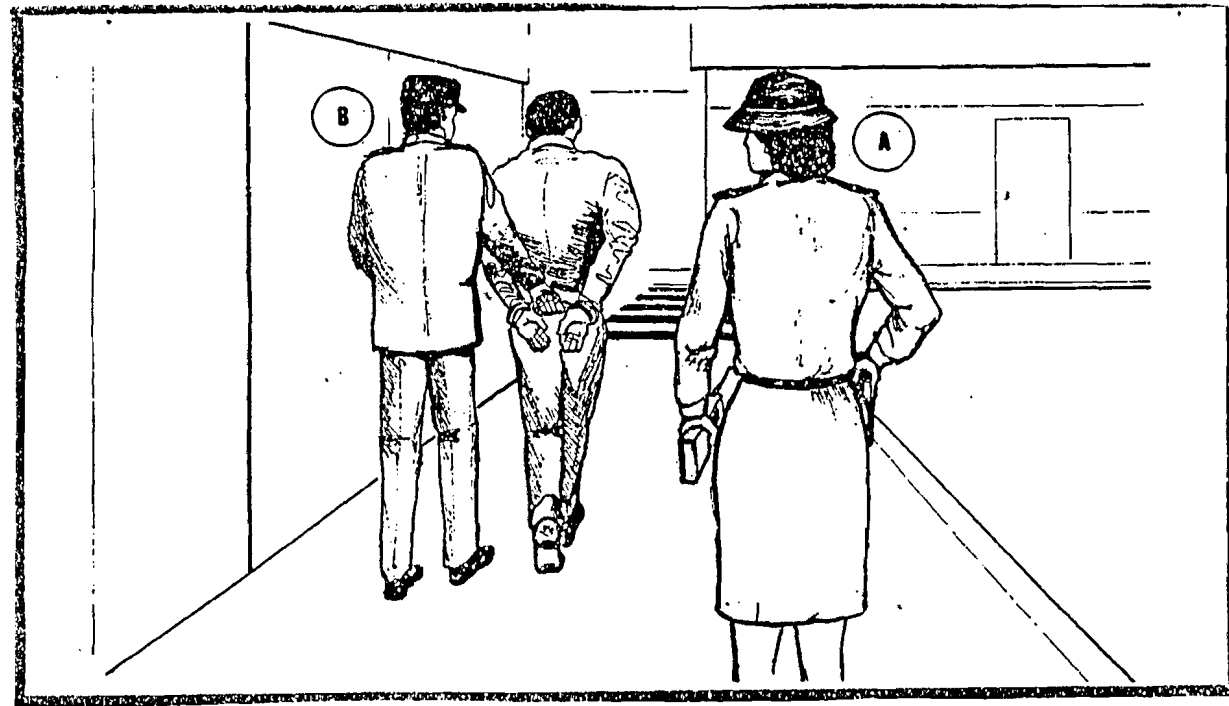
SITUATION VERTE :

- **Policier A :**
 - se tenir à quelques mètres en retrait (deux à quatre mètres) de la personne accompagnée, côté opposé à B.
 - rester attentif à l'environnement et à l'évolution de la situation
 - assurer la liaison radio durant la progression
- **Policier B :**
 - se placer à côté de la personne escortée sans la tenir, côté opposé à l'obstacle naturel.
 - manifester uniquement ses attentes au cours de la progression.
 - s'assurer discrètement que A suit.



SITUATION ORANGE OU ROUGE :

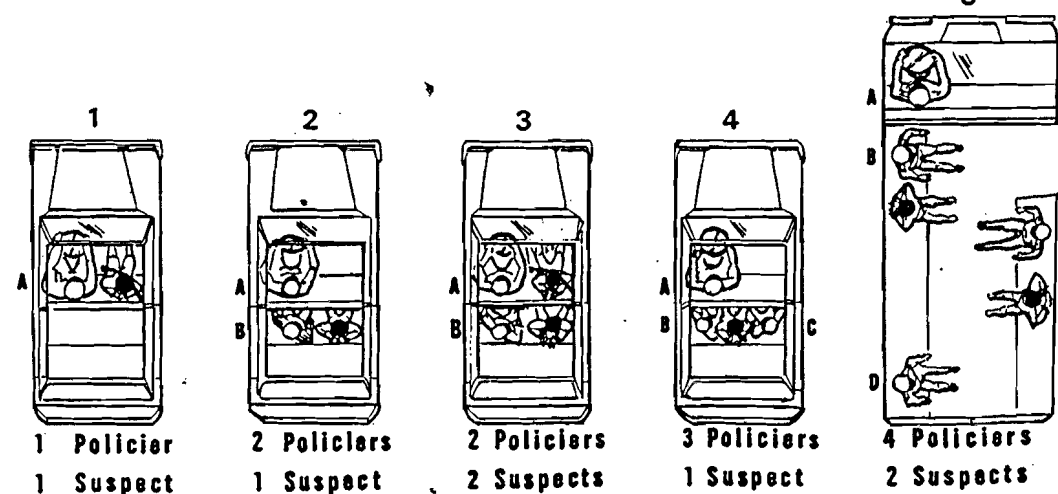
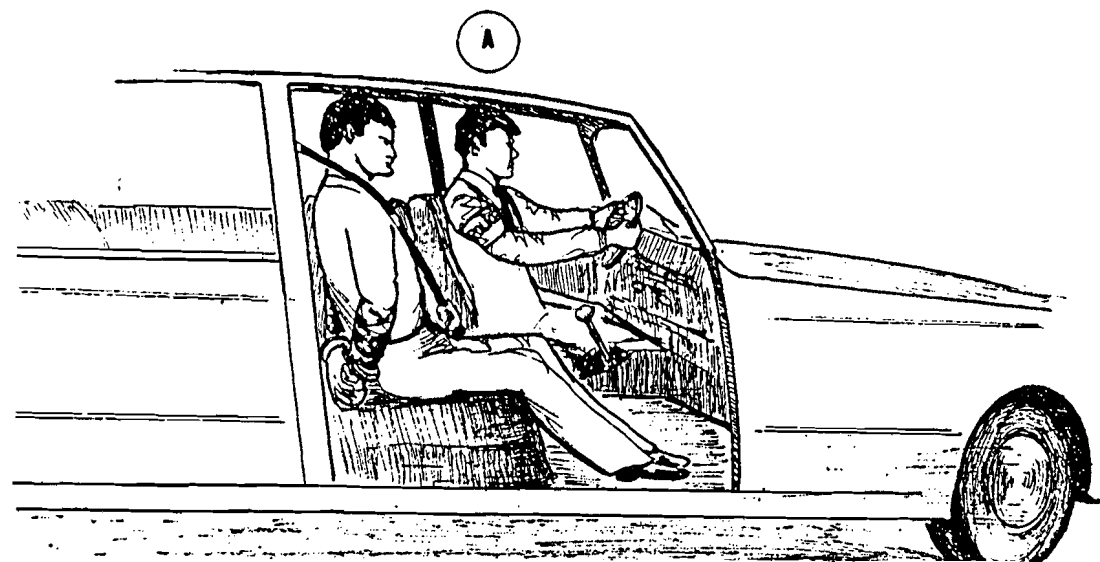
- **Policier A :**
 - même conduite à tenir que dans la situation "verte", mais s'assurer de son arme qui reste à l'étui en situation "orange".
 - sortir son arme en situation "rouge", c'est à dire en cas d'aides extérieures. Faire appel immédiatement à des renforts par radio.
 - en attendant, trouver rapidement une zone de sécurité pour soi, pour B et le suspect. Ne plus se déplacer jusqu'à l'arrivée des autres policiers.
- **Policier B :**
 - effectuer systématiquement une palpation de sécurité.
 - selon la personnalité de l'individu, procéder ou non au menottage dans le dos.
 - tenir le suspect soit par le bras en utilisant les techniques de self-défense, soit par les menottes (menottage effectuée dans le dos), et le faire avancer.
 - si l'environnement devient hostile, isoler, et protéger le suspect par tous moyens (le faire s'asseoir par terre et prendre toutes dispositions pour éviter qu'il puisse s'enfuir), en attente des renforts.



CONDUITE D'UNE PERSONNE A BORD D'UN VEHICULE DE POLICE SOUS LA SURVEILLANCE DE DEUX POLICIERS

PRINCIPES DE BASE :

- Effectuer en règle générale une palpation de sécurité avant de faire monter toute personne à transporter dans un véhicule de police.
- Vérifier qu'aucun objet dangereux ne se trouve à proximité de l'individu interpellé, dans le véhicule de police. Ne jamais laisser le produit de la palpation ou de la fouille près de lui.
- Compte tenu de l'espace restreint du véhicule de police, veiller à ce que l'arme administrative ne soit pas à la portée du suspect.
- Ne jamais faire asseoir une personne derrière le conducteur
- Ne pas répondre à toute sollicitation surprenante à caractère non urgent, et contraire aux règles de sécurité (demande de cigarette, d'ouverture de vitre, etc...)
- S'il s'agit d'une personne menottée, s'assurer que le menottage est effectué dans le dos. Ne jamais attacher les menottes à une partie fixe du véhicule de police; utiliser par contre la ceinture de sécurité pour le maintenir assis sur le siège de la voiture. Laisser les menottes au suspect durant tout le temps du transport.
- Si nécessaire, penser à utiliser la sécurité de la serrure sur trois côtés qui ne permet ainsi qu'une ouverture par l'extérieur des portières;
- Veiller à la discrétion pour les communications par radio.





PROJET D'ASSISTANCE A LA FORMATION DE LA POLICE COMMUNALE.

INTRODUCTION :

La Police Communale au Rwanda est la deuxième composante des forces de sécurité dont fait partie également la Gendarmerie Nationale. Contrairement à la Gendarmerie qui a une compétence nationale, la Police Communale est une force constituée au niveau de la Commune. Elle est placée sous l'autorité du bourgoumestre qui l'utilise pour l'exécution des lois et règlement et des tâche de maintien et de rétablissement de l'ordre public.

De nos jours, cette force a totalement disparu du fait de la guerre et les nouvelles autorités du pays à travers le Ministère de l'Intérieur, pour lutter contre l'insécurité grandissante, ont sollicité la MINUAR afin de l'assister à la mise en place d'une nouvelle force de Police intégrée.

A cet effet, le site de Gishari à 50 km de KIGALI a été retenu pour servir de centre de formation des agents de la Police Communale.

Les visites conjointes (Ministère de l'Intérieur - MINUAR) effectuées sur le dit site ont permis de constater que les infrastructures se trouvent dans un état de délabrement total caractérisé par la vétusté des locaux existants l'absence d'équipements, de mobiliers et de matériels didactiques.

La restauration de ce site et son équipement sont indispensables pour assurer dans les meilleurs délais la formation des effectifs demandés par le Gouvernement. Il est aussi nécessaire de pouvoir à l'entretien des élèves pendant toute la durée de la formation.

Le présent document est relatif aux besoins indispensables visant à la mise en place de cette nouvelle Police Communale.

	DESIGNATION DES BESOINS	QUANTITÉ	PRIX UNIT en US\$	MONTANT en US\$	OBSERVATIONS
	IV. Equipements				
	a. Equipements d'ordre général				
28.	Groupes électrogènes	3			
29.	Frigidaire	6			
30.	Congélateurs	4			
31.	Antenne parabolique	1			
	b. Equipements bureau				
32.	Machines à écrire	6			
33.	Ordinateurs	4			
34.	Photocopieuse	2			
	c. Equipements audio-visuels				
35.	Retro-projecteurs	15			
36.	Tableaux noir	10			
37.	Téléviseur	2			
38.	Magnétoscope	2			
39.	Projecteurs de diapositives	2			
40.	Appareils photographiques	3			
41.	Appareils de développement photos	2			
	d. Equipements infirmerie				
42.	Equipements divers et médicaments (voir annexe 1)				
	e. Equipements Sportifs				
	- Football				
43.	Paire de filets	4			
44.	Ballons	25			
45.	Maillots	70			
46.	Chaussures	70			
	- Basket-ball				
47.	Ballons	10			
48.	Paniers	10			
49.	Maillots	50			
50.	Chaussures	60			
	- Volley-ball				
51.	Filets	10			
52.	Ballons	15			
53.	Maillots de sport	60			
54.	Chaussures	60			
	- Tennis				
55.	Tables	5			
56.	Raquettes	15			
57.	Chaussures	60			

N°	DESIGNATION DES BESOINS	QUANTITÉ	PRIX UNIT en US\$	MONTANT en US\$	OBSERVATIONS
58.	Ballons	10			
	V. <u>Fournitures</u>				
	a. <u>De Bureau</u>				
59.	Rames de pelures fines	700			
60.	Rames de pelures dures	500			
61.	Paquets de bics rouge	20			
62.	Paquets de bics bleu	40			
63.	Paquets de bics Noir	5			
64.	Classeurs	150			
65.	Registres	20			
66.	Bloc Notes	30			
67.	Cahiers	7000			
68.	Correcteurs	30			
69.	Crayons Noirs	50			
70.	Agrafeuses	20			
71.	Agrafes	100			
72.	Paquets épingles	15			
73.	Paquets trombones	30			
74.	Scotch	20			
75.	Pots de colle	15			
76.	Règles	10			
77.	Paniers	15			
	b. <u>Bibliothèque</u>				
78.	Droit pénal général	20			
79.	Droit pénal spécial	20			
80.	Procédure pénale	20			
81.	Criminologie	20			
82.	Science pénitentiaire	20			
83.	Charte de l'ONU	20			
84.	Charte de l'OUA	20			
85.	Pharmacologie	20			
86.	déclaration des droits de l'homme	20			
87.	Codes et lois du Rwanda (VI à 4)	50			
	VI. <u>Moyen de transport</u>				
	a. <u>Véhicule</u>				
88.	Bus	1			
89.	Camion de transports troupes	2			
90.	Pick-up	2			
	b. <u>Motos</u>	2			
	VII. <u>Besoins alimentaires</u>				

N°	DESIGNATION DES BESOINS	QUANTITÉ	PRIX UNIT en US\$	MONTANT en US\$	OBSERVATIONS
	Rations alimentaires pour 1000 élèves pendant 3 mois				
	VIII. Divers (Autres besoins)				
91.	Savons	12600			
92.	Boîtes de cirages	3071			
93.	Houes	150			
94.	Pioches	50			
95.	Bassins	450			
96.	Ciseaux	60			
97.	Rasoir	1200			
98.	Coupe coupe	100			
99.	Cadenas	15			
100.	Fer à repasser électrique	30			
101.	Fer à repasser à charbon	100			
102.	Machettes	150			
	IX. Equipement pour maintien d'ordre				
103.	Boucliers (anti-émeute)	150			
104.	Bâtons	150			
105.	Masques à gaz	150			
106.	Jambières	150			
107.	Sifflets	150			
108.	Ceinture anti-emeute	150			
109.	Casques anti-émeute	150			
110.	Guêtres anti-émeutes	150			
111.	Mégaphones anti-émeutes	10			
112.	Cartes du Rwanda	20			

**PROPOSITION DES BESOINS POUR LE CENTRE
D'INSTRUCTION DE LA POLICE COMMUNALE**

N°	DESIGNATION DES BESOINS	QUANTITÉ	PRIX UNIT en US\$	MONTANT en US\$	OBSERVATIONS
	<u>I. Bâtiments</u>				
1.	Réfection de 4 bâtiments existants				
2.	Construction de latrines	50			
	<u>II. Tentes</u>				
3.	22 tentes pouvant contenir chacune 50 personnes pour le dortoir, les classes et le réfectoire soit: 22x3 = 66 tentes				
	<u>III. Mobiliers</u>				
	<u>a. Bureaux</u>				
4.	Tables	10			
5.	Chaises	40			
6.	Fauteuils	2			
7.	Armoires	10			
8.	Tables pour ordinateurs	4			
9.	Clip-Boards	5			
	<u>b. Classe</u>				
10.	Pupitres 2 places	500			
	<u>c. Bibliothèque</u>				
11.	Grandes Table	20			
12.	Etagères	15			
13.	Chaises	100			
	<u>d. Cuisine</u>				
14.	Marmites	27			
15.	Reservoir d'eau (tonneaux)	20			
	<u>e. Réfectoire</u>				
16.	Tables à manger	100			
17.	Escabeaux	200			
	<u>f. Literie</u>				
18.	Lits 1 place	1027			
19.	Matelas 1 place	1027			
20.	Couverture	1027			
21.	Draps de lit 1 place	1027			
	<u>g. Couvert</u>				
22.	Fourchettes	1027			
23.	Cuillers	1027			
24.	Couteaux	1027			
25.	Assiettes	2054			
26.	Gobelets	2054			
27.	Jerrican	200			ou prévoir une citerne de grande capacité